

# france forum

- *Le leader en politique*
- *Quelle défense pour l'Europe ?*
- *Réflexions sur le projet paysan*
- *La forêt : société végétale*
- *L'économique et le social*
- *Kafka l'inexpliqué*
- *Bonnard l'enchanteur*
- *Des villes au cœur massacré*
- *L'énigme de la violence*



# FRANCE FORUM

## COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 544.75.50

Abonnement annuel ..... 100 F

Abonnement de soutien ..... 120 F

## *Sommaire* **211 - 212**

Avril - Juin 1984  
25 F

## DOSSIERS ET ETUDES

### LE LEADER EN POLITIQUE

PAR LOIC BOUVARD ..... p. 2

### QUELLE DÉFENSE POUR L'EUROPE ?

AVEC MICHEL TATU ET FRANÇOIS DE ROSE ..... p. 9

### RÉFLEXIONS SUR LE PROJET PAYSAN

#### DE MICHEL DEBATISSE

PAR JEAN CONILH ..... p. 16

### UNE SOCIÉTÉ VÉGÉTALE : LA FORÊT

PAR JEAN-MARIE PELT ..... p. 24

### LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

..... p. 30

### CHRONIQUES CONSTITUTIONNELLES FRANÇAISES 1976-1982

#### DE PIERRE AVRIL ET JEAN GICQUEL

PAR JEAN-CLAUDE LAMBERTI ..... p. 36

## ARTS ET LETTRES

### LA VIE LITTÉRAIRE

PAR PHILIPPE SÉNART ..... p. 38

### KAFKA L'INEXPLIQUÉ

PAR GÉRARD STEPHANESCO ..... p. 43

### BONNARD, L'ENCHANTEUR

PAR HENRI BOURBON ..... p. 46

### DES VILLES AU CŒUR MASSACRÉ

PAR YVAN CHRIST ..... p. 49

## NOTES DE LECTURE

### LA RÉPUBLIQUE ABSOLUE D'ODILE RUDELLE

PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND ..... p. 53

### LA DÉCISION POLITIQUE DE MICHÈLE ALLIOT-MARIE

PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND ..... p. 54

### 2 FRANÇAIS SUR 3 DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING

PAR ANNE-MARIE LAVAUDEN ..... p. 55

### JOURNALISTE SOUS TROIS RÉPUBLIQUES

#### DE PIERRE LIMAGNE

PAR JEAN TEITGEN ..... p. 56

### LE REGARD ÉLOIGNÉ DE CLAUDE LÉVI-STRAUSS

PAR BENOÎT VERMANDER ..... p. 57

### LA FOI CATHOLIQUE DÉFINIE PAR PAUL POUPARD

PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND ..... p. 57

### TEMPÊTE SUR UNE NOUVELLE HISTOIRE DU PCF

PAR FRANÇOIS FEJTO ..... p. 58

## PROPOS DU TEMPS

### L'ÉNIGME DE LA VIOLENCE

PAR ETIENNE BORNE ..... p. 62

# LE LEADER EN POLITIQUE

par Loïc BOUVARD

**L'**homme politique est un homme public qui vit dans l'esprit et l'imagination des gens, en même temps qu'il vit sa propre vie spirituelle, physique et privée.

Le personnage qu'il se façonne a la vie dure ; il est le support - d'une certaine façon - d'un mythe, avec des attributs particuliers. L'image se soigne, se paufine : Churchill avait toujours un cigare, De Gaulle mettait ou ne mettait pas son uniforme avec ses deux étoiles, selon qu'il voulait faire passer un certain message, et de nos jours, je vois souvent Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, à la télévision, avec sa pipe !

Jacques Chirac, pendant la campagne présidentielle de 1981, pour faire plus sérieux, portait des lunettes sur ses affiches, et François Mitterrand s'est fait refaire les dents de devant de façon à supprimer l'avancée de sa lèvre supérieure qui lui donnait un air agressif. Sur les affiches électorales il apparaissait tel un Empereur romain, serein et silencieux pour conforter le slogan "La force tranquille" qui lui fit remporter la victoire, bien plus que ne le fit son programme en 110 propositions que peu d'électeurs avaient lu ! On a vu récemment un slogan dont le côté excessif allait à l'encontre du but recherché et qui lui se justifiait par la rime : "Quilès-Tendresse", dont l'objectif était d'effacer l'image révolutionnaire du secrétaire du parti socialiste qui réclamait des têtes au Congrès de Valence en 1981 !

Oui, la politique est un spectacle et rappelle le théâtre grec ou japonais dans lequel les acteurs portent le masque de leur personnage. Et les hommes politiques sont des acteurs !

Je me souviens de cette phrase d'un député aujourd'hui disparu, qui me disait en 1973, à propos de l'Assemblée Nationale, alors que je venais d'y entrer : "Ici, c'est le meilleur théâtre de Paris : ce sont toujours les mêmes acteurs mais on y joue chaque soir une pièce différente".

## DÉFINITION DE LA POLITIQUE

Je ne voudrais pas que cet aspect de la politique la fasse apparaître ridicule et grand-guignolesque. Après tout, l'homme politique est sur l'avant-scène du grand drame humain qu'est *la politique*, c'est-à-dire le conflit des passions et des intérêts parfois convergents et souvent contradictoires, et l'essai réussi ou non de la résolution de ces conflits. N'est-ce pas Napoléon qui disait : "la tragédie aujourd'hui, c'est la politique".

Un leader politique est, à coup sûr, quelqu'un qui réussit à tenir la rampe, c'est-à-dire qui sait jouer la pièce, qui en connaît donc la mise-en-scène, le texte et les règles du jeu. Or, celles-ci sont différentes selon les époques et les croyances, les situations sociales et économiques, les régimes et les pays.

La psychologie et l'Histoire jouent un grand rôle dans la détermination des rapports humains et l'on ne peut concevoir que les règles du jeu soient les mêmes d'un siècle à l'autre ou d'un continent à l'autre.

Dans nos démocraties européennes ou américaines, il nous faut tenir compte - grand compte - de l'opinion publique qui fait ou défait le Prince ! D'où les techniques de communication et la nécessité pour les gouvernants de tâter le pouls de cette opinion afin de ne pas se couper d'elle.

On a donc vu une véritable floraison de techniques de sondages d'opinion qui peuvent être d'ailleurs utilisés à leur tour pour influencer l'opinion, à telle enseigne qu'en France, la publication des sondages est interdite par la loi dans les trois dernières semaines précédant l'élection. La publication est interdite, mais non les sondages proprement dits et tous les partis politiques continuent bien sûr d'en commander ; c'est ainsi que nous savions, en 1981, que Giscard perdrait l'élection - avant même que les citoyens n'eussent déposé leur bulletin dans l'urne ; il s'agissait bien entendu d'une forte probabilité et non d'une certitude car le sondage ne supprime tout de même

pas la part d'imprévu et d'imprévisible que comporte toute campagne électorale... D'autre part, on a vu les gouvernements recourir à toutes sortes de techniques de communication avec les citoyens - techniques qui évoluent en fonction des moyens de plus en plus modernes et sophistiqués dont on dispose. C'étaient hier Roosevelt et Mendès-France avec leurs causeries au coin du feu, puis les fameuses conférences de presse du Général de Gaulle qui répondait à des questions qu'on ne lui avait pas posées, pour en venir aujourd'hui aux interviews et émissions télévisées dont sont friands nos gouvernants actuels et dont un Reagan aux U.S.A. est passé maître. Aussi voit-on les leaders des partis prendre des cours de diction, de maintien, de télévision, sur des appareils de plus en plus perfectionnés et sous la direction de journalistes.

Cette situation fait intrinsèquement partie de la panoplie des nécessités pour qui veut émerger et s'affirmer en politique.

## L'ACTION POLITIQUE

Mais la politique, ce n'est pas seulement le **paraître**, c'est également le **concevoir**, le **décider** et l'**agir**, puis le **faire savoir**.

Et c'est là que le leader politique doit s'entourer d'hommes de valeur constituant une équipe sans laquelle il ne pourra percer et encore moins tenir la distance.

Le leader se mesure à la qualité des hommes dont il sait s'entourer.

D'abord des hommes à idées, susceptibles de l'approvisionner en projets et propositions. C'est le "brain trust", fait de "eggheads" ou "grosses têtes", hommes ou femmes connaissant les problèmes techniques et ayant les capacités intellectuelles suffisantes pour les analyser et en faire la synthèse.

Edgar Faure cite dans ses Mémoires l'exemple d'Antoine Pinay qui ne réussit à devenir ce qu'il fut qu'à sa seconde tentative, lorsqu'il eut regroupé autour de lui des hommes de premier plan, alors qu'agissant seul, il avait relativement échoué la première fois.

Un homme seul ne peut pas normalement réussir ni durer en politique. Il doit donc constituer une équipe, soit d'hommes qui lui sont personnellement dévoués - comme Raymond Barre aujourd'hui et Valéry Giscard d'Estaing hier - soit au sein d'un mouvement politique qu'il dirige - comme Jean Lecanuet en 1965, François Mitterrand hier et Jacques Chirac aujourd'hui.

Aux conceptuels, doublés de "speech writers" - s'ajoutent les gestionnaires, spécialistes de la mise en place de l'organisation tant centrale que sur le terrain, qui prépareront et assureront la sensibilisation et la mobilisation de l'électorat.

C'est là qu'interviennent ceux que l'on appelle les "apparatchicks" - mot que je n'aime pas car il a une connotation péjorative, alors que les hommes d'appareil sont indispensables et essentiels à la vie des partis, à l'action des leaders politiques et par voie de conséquence à la vitalité de la démocratie.

Mais l'organisation en politique ne peut pas se calquer sur l'organisation dans les affaires, même si l'on proclame de plus en plus qu'il faut diriger un parti politique comme l'on dirige une entreprise - et ceci pour une raison évidente, c'est que l'objectif d'une société commerciale ou d'une entreprise est la rentabilité ou le profit, alors que l'objectif d'un parti politique est la conquête, puis la conservation du pouvoir.

Il est vrai que dans les deux cas, il faut de l'argent pour réussir mais, outre que cet argent ne provient pas des mêmes sources dans l'un et l'autre cas, la réussite d'un homme et d'un parti en politique provient de l'adhésion d'une fraction la plus importante possible de l'opinion publique à cet homme et à ce parti et au message politique qu'ils transmettent et représentent.

Et cette adhésion repose sur des motivations morales et psychologiques qui dépassent la simple satisfaction des besoins, pourtant présents en politique. S'y mêlent des considérations parfois irrationnelles ou émotionnelles tenant à l'Histoire ("la situation historique fixe les possibilités à l'action politique", Raymond Aron), à la classe sociale, aux expériences passées et aux espérances

Mickaël Blumenthal devenu Secrétaire d'Etat au Trésor du Président Carter alors qu'il était précédemment Président de Bendix Corporation : "Auparavant, je pouvais imposer ma volonté et les choses changeaient ; maintenant je peux seulement influencer et je ne vois que difficilement les résultats de mes décisions".

En politique, on agit souvent dans un contexte flou et mouvant contenant de nombreux facteurs et des impondérables dont on n'est absolument pas maître. Et pourtant il faut aller de l'avant et décider. Pierre Mendès-France exprimait cette nécessité par la phrase : "Gouverner c'est prévoir"... alors que Marvin Bower, président de Mc Kinsey et Company disait : "Diriger c'est Vouloir". Il y a une différence fondamentale entre les affaires et la politique. Valéry Giscard d'Estaing traduisait fort bien cette différence lorsqu'il disait que gouverner, c'était "gérer l'imprévisible".

*Mais le leader agit.* Il détermine une ligne d'action, en fonction de grandes directions fondamentales tenant à la philosophie politique de la tendance qu'il incarne - et compte tenu des faits. Cette ligne s'incarne dans des prises de position, des décisions et des actes, au niveau du législatif et de l'exécutif. Et c'est là que les réalisations ne sont pas forcément conformes aux promesses et aux engagements, et sans doute, ne peuvent-elles pas l'être à tout coup ! Il y a les contraintes du compromis qui parfois fait mieux avancer les choses que les fausses certitudes du dogmatisme.

Ainsi le Général de Gaulle, revenu aux affaires à cause de la gravité de la crise algérienne et dans la croyance générale qu'il conserverait l'Algérie à la France, a-t-il finalement décidé - non sans avoir soumis par le référendum sa décision à l'approbation du peuple - que l'Algérie serait indépendante !

Ainsi le Président Mitterrand intervient-il militairement en Afrique, se rapproche-t-il de l'OTAN, et conserve-t-il la quasi intégralité du programme nucléaire civil français alors qu'avant son élection de 81 et aux yeux de ceux qui l'ont élu, il passait pour vouloir restreindre drastiquement ce programme ("Non au tout nucléaire") et alors que son parti reprochait avec véhémence au Gouvernement précédent de dialoguer avec l'OTAN et de mener en Afrique une politique qui faisait de la France le gendarme de ce continent !

Il y a ce que l'on pourrait appeler en quelque sorte l'ardente nécessité imposée par les faits, et sans doute faut-il considérer qu'une dose d'ambiguïté, pour ne pas dire de malentendus, est inhérente à toute élection ! Le véritable leader sait, au fur et à mesure des événements, interpréter les faits, peser les réalités et leur complexité, adapter son comportement en conséquence. Roosevelt n'a pas agi autrement en engageant les U.S.A. dans la guerre contre l'Allemagne, après Pearl Harbor, alors qu'il avait été réélu en 1940 en affirmant que les Etats-Unis resteraient en dehors de la guerre européenne.

Dans son action, le leader politique ne peut pas trop précéder l'événement. Il ne faut pas non plus qu'il se

#### *De Gaulle en 1946*

futures, toutes choses dont le leader doit savoir tenir compte lors de ses prestations en public pour convaincre, conforter et aussi "faire rêver" - car "l'homme ne se nourrit pas seulement de pain" et en politique moins que partout ailleurs !

### **DU GOUVERNEMENT DES HOMMES**

Mais vient le moment où le leader doit *gouverner*, et les qualités qui font un leader dans l'opposition ne sont pas toujours identiques à celles que doit posséder le même homme devenu leader de la majorité, aux prises avec les responsabilités et les difficultés du pouvoir.

Le pouvoir n'est pas puissance absolue de faire et de défaire. Et il ne suffit pas de donner des ordres pour que les choses changent ! Je retiens la phrase de mon ami

contente de le suivre. C'est là qu'intervient le plus grand dilemme auquel est confronté l'homme d'Etat dans un pays démocratique. Il doit tenir compte de l'opinion publique, mais il doit avoir aussi pour ambition de l'influencer et de l'orienter dans le sens qu'il estime souhaitable.

On a vu dans le cas de l'installation des fusées Pershing en Allemagne, la difficulté d'un gouvernement qui décide de trancher, pour des raisons de sécurité du monde libre, à contre-courant de son opinion publique. Difficulté d'un autre ordre en France à propos de la volonté du gouvernement d'intégrer l'Ecole privée dans l'Enseignement public contre le sentiment majoritaire et profond des citoyens et contre la volonté farouche des tenants de l'Enseignement privé.

On sait que les guerres de religion sont les plus implacables ; et le devoir d'un leader est de promouvoir l'adhésion du peuple à sa politique et non de casser le corps social.

### LA CRÉDIBILITÉ EN POLITIQUE

Un gouvernement irrésolu et incapable de décider est un gouvernement contesté et qui perd sa crédibilité : il doit s'en aller. C'est ce qui s'est passé en 1958 lorsqu'a sombré la IV<sup>e</sup> République dans l'impossibilité où elle se trouvait de résoudre le drame algérien - et c'est ce qui a failli se passer en 1968 lorsque le gouvernement s'est trouvé débordé par la crise étudiante et apparemment - pour un temps du moins - incapable de la maîtriser. Tant il est vrai que le peuple demande à ses gouvernants de gouverner réellement et de préférence de "bien" gouverner, c'est-à-dire de sécuriser les citoyens et de garantir la pérennité du corps social.

Le leader politique, pour réussir, doit posséder cette capacité sécurisante. Elle peut prendre l'image du père - d'où la prime aux hommes d'un certain âge tel Adenauer (les sages dans les antiques cités) et l'émergence d'un vieillard de 84 ans, le Maréchal Pétain, au moment le plus sombre de l'Histoire de France, en juin 40 ! Mais ce n'est pas forcément la meilleure garantie de succès. Elle peut prendre l'image de la bonne gestion économique et financière - et c'est ce qui fit la fortune politique d'un Poincaré ou d'un Erhardt ou, plus près de nous, d'un Raymond Barre ; c'est ce que j'appellerais la prime à la compétence. Elle peut prendre l'image de la volonté indomptable ; je pense à un Clémenceau, à un Churchill, à un De Gaulle -volonté qui fait plier l'événement, volonté inébranlable qui est la marque des géants de l'Histoire, pour peu qu'elle s'accompagne d'un minimum de sagacité et de clairvoyance.

A tout le moins, pour réussir, l'homme politique doit inspirer confiance. Et c'est là qu'entrent en jeu les qualités morales des individus. Car le peuple ne s'y trompe pas, ou du moins, s'il se trompe, ne s'y trompe pas longtemps.

Faire confiance, c'est adhérer. Il s'établit alors un *courant* entre les gouvernés et les gouvernants, certes

entrecoupé de désaccords et de vicissitudes, mais assez fort pour être *porteur* de l'action des dirigeants.

La confiance se gagne, elle doit se mériter constamment et elle peut se perdre rapidement. En politique, "la roche Tarpéienne est proche du Capitole" ! Que le Gouvernement vienne à commettre une faute politique jugée inacceptable en référence au système de valeurs de son peuple, il est démonétisé, le pouvoir l'abandonne !

Nixon est l'exemple le plus fameux dans l'histoire politique moderne d'un monarque démocratique qui a transgressé les règles non-écrites de sa fonction avec les conséquences que l'on sait. Tanaka au Japon est un autre exemple plus récent encore.

Mais la sanction, pour être moins brutale, n'en est pas moins sévère lorsqu'elle s'exerce par la voie des urnes : ainsi Carter aux Etats-Unis condamné pour irrésolution ou, aurait dit Montherlant, pour médiocrité, et avant lui, Johnson mis, du fait de la guerre du Vietnam, dans l'impossibilité de se représenter sans courir droit à la défaite.

Le cas de l'insuccès du Président Valéry Giscard d'Estaing en 1981 m'amène à traiter ce thème sous le vocable non de la confiance, mais du charme. En effet, il semblait, en 1981, qu'entre Giscard et la majorité du peuple, le "charme était rompu". Et comment avait-il pu en arriver là, lui qui, quelques mois auparavant, était placé si haut dans les sondages ? Pour avoir vécu cette période politique, je peux bien dire qu'il semblait que le Président par son style, son verbe, son comportement, s'était en quelque sorte "éloigné" du peuple, suffisamment en tout cas pour qu'un sentiment de désaffection joue contre lui. Cela peut paraître injuste envers un homme qui, incontestablement, avait si bien piloté le navire France, au cours de sept années de crise économique mondiale, mais c'est ainsi. On dit que les peuples sont ingrats. Songez à Churchill renvoyé au profit d'Attlee ou à De Gaulle quasiment forcé de se démettre en Janvier 46, et renvoyé en 1969. Non, les peuples simplement se regimbent sous la férule d'un grand homme ou lorsqu'ils ne se reconnaissent plus dans celui qui les gouverne.

### LE DILEMME DE L'HOMME POLITIQUE

Car il y a entre le leader politique et le peuple comme une histoire d'amour, l'un voulant être aimé de l'autre et vice-versa. Et voilà bien le dilemme de l'homme politique posé en d'autres termes : savoir se faire admettre et aimer, tout en réalisant la politique qu'il juge bonne et nécessaire.

Oh certes, cela est aisé lorsque la politique en question consiste à distribuer des largesses (Panem et circenses) mais qu'en est-il lorsque cette politique aboutit à la diminution du niveau de vie, à l'austérité, à l'effort accru ? Alors la désaffection s'installe : ainsi la cote du Président Mitterrand est tombée à 33-35 %.

Mais l'homme d'Etat se reconnaît aussi à sa capacité à affronter l'adversité et à utiliser l'événement à son profit, c'est-à-dire au service de sa politique. Il y faut du carac-

*C'est là que le caractère intervient.* Un homme de caractère, s'il accepte - et recherche - le compromis, qui est dans la nature des choses et des hommes, répugne à la compromission et ne tolère en aucune façon de dépasser les limites morales, éthiques ou simplement politiques qu'il s'est assignées.

Il doit donc supporter les moments d'impopularité sans laisser ébranler sa résolution. Ce qui requiert une grande dose de conviction dans les valeurs qui fondent son action, et un degré certain de contrôle de soi. C'est Raymond Aron qui écrivait : "les hommes d'action ont besoin de croire à ce qu'ils font et cherchent une assurance intime de leur bonne conscience" - et c'est Gaston Bachelard qui disait, je l'ai entendu : "Admirez-vous, admirez-vous, si vous ne vous admirez pas, qui donc vous admirera ?"

On en arrive ainsi à cerner ce qui pourrait être un commencement de définition du véritable leader politique, de celui qui conduit plutôt qu'il ne brusque, qui libère les énergies plutôt qu'il n'écrase ses concitoyens ; je pense à un Gandhi, à un Nehru ou plus près de nous géographiquement, à un homme qui m'a profondément marqué, Pierre Mendès-France, et, bien sûr, à De Gaulle : une conviction dans un océan de doutes, une résolution dans un espace d'incertitudes, le rationnel au milieu de l'irrationnel, une liberté parmi les entraves de toutes sortes, une flamme qui éclaire la grisaille et parfois l'obscurantisme, en un mot une *conscience*.

Du moins est-ce ainsi que l'on peut appréhender ce que l'on nomme le charisme, cette sorte de sacré justifié de l'opinion publique à propos d'un individu. Mais je m'en voudrais de ne cerner que les individus hors du commun car la vie quotidienne des peuples est le fait d'hommes et de femmes aux capacités moins exceptionnelles et plus normales. Quoiqu'il en soit, l'homme politique qui acquiert une position de leadership, c'est-à-dire d'entraîneur d'hommes, possède à des degrés divers, les caractéristiques que j'ai évoquées. Mais, parfois il éprouvera un certain sentiment de solitude qui fait de lui un être à part ; le danger alors sera qu'il cède à la tentation de s'isoler de ses concitoyens, ou du moins de s'en distancier.

Entre le véritable leader et chacun des citoyens existe - doit exister - un lien direct et quasi charnel - amplifié aujourd'hui par la télévision. Et l'entraîneur d'hommes alimente cette adhésion en appelant ses concitoyens à l'effort et au dépassement ; se rappeler les phrases de Winston Churchill : "Je n'ai rien à vous offrir que de la sueur et des larmes".

Le leader politique doit s'appuyer, dans le cadre de la vie démocratique, sur un large courant de sympathie active qui peut aller jusqu'à l'affectivité partisane ; il doit aussi savoir qu'il court le risque d'être victime de l'hostilité des fanatiques, l'exemple dramatique de Jaurès et de Kennedy est dans toutes les mémoires.

## LES EXCÈS DU POUVOIR

Les sociétés démocratiques se méfient de l'homme

---

### *Gandhi jeune*

tère, de la résolution et du doigté et la faculté de savoir prendre l'initiative au bon moment : car le "timing" est encore la chose au monde la plus importante. Nul ne peut, en effet, en politique plus qu'ailleurs, aller "contre le temps" ; il convient au contraire de faire du temps un allié et savoir que ce qui est impossible aujourd'hui peut devenir possible demain et inversement.

Ce que l'on nomme le flair ou le sens politique, n'est-ce pas cette "science" du bon moment, du meilleur moment, du moment opportun.

Car il est vrai que les choses humaines sont tout autant conjoncturelles qu'elles sont structurelles et parfois même beaucoup plus. Souvent l'arbre cache la forêt. Et il y a des modes et des engouements en politique comme partout ailleurs.

L'homme d'Etat, le leader doit savoir reconnaître l'essentiel du trivial, séparer le fondamental de l'épiphénomène et n'attacher à ce dernier qu'une importance relative. On peut en effet céder sur des points en apparence majeurs mais dans le fond sans importance, sans pour cela altérer fondamentalement sa politique. On peut en apparence virer de bord, comme font les voiliers, sans modifier sa route, tout au contraire, afin de mieux parvenir au but. Car gouverner, c'est également procéder à un donnant-donnant, à une sorte de troc et souvent composer avec toutes sortes de forces dont aucune ne doit pouvoir venir à bout de votre volonté.



providentiel et redoutent avec raison ce que l'on nomme "l'appel au peuple". Dans ce but sont élaborés des systèmes qui inventent diverses sortes d'équilibres entre les pouvoirs. L'harmonisation des pouvoirs apparaît comme un des meilleurs moyens de se prémunir contre la dictature. Car la tentation peut être grande pour le leader de s'emparer du pouvoir absolu et de le conserver par des techniques d'embrigadement du peuple, de mobilisation (brainwashing), que nous connaissons bien ; il n'est que de regarder autour de nous, sur cette planète, pour nous convaincre que la dictature est presque dans la nature des choses. Elle a toujours existé, elle a été déifiée, elle existe aujourd'hui sous de multiples vocables allant du communisme au fascisme et il est malheureusement fort à parier qu'elle existera encore demain.

Mais nous, dans nos sociétés démocratiques qui ne sont qu'un espace réduit du monde et qu'un moment minime de l'histoire, nous restons imprégnés des leçons des philosophes du 18<sup>e</sup> siècle, notamment français, qui reposent sur deux dogmes que nous essayons tant bien que mal de concrétiser : "la souveraineté du peuple par le suffrage universel" et "l'équilibre des pouvoirs en séparant l'exécutif du législatif et du judiciaire, et en multipliant les corps intermédiaires".

Nos hommes politiques, issus de nos sociétés démocratiques s'adaptent, bien sûr, à ces systèmes qui peuvent d'ailleurs prendre diverses formes ; régime parlementaire ou régime présidentiel ou combinaison des deux, car chacun, au fond de soi, s'accorde à penser avec le philosophe Alain que le pouvoir corrompt et que "le pouvoir absolu corrompt absolument", aussi convient-il d'empêcher cet absolutisme et de prémunir les hommes contre leurs propres penchants.

Quelle ironie de constater que la Constitution de 1958-1962, inspirée par le Général de Gaulle, était dénoncée par l'actuel Président de la République comme un instrument permettant "le coup d'Etat permanent", alors qu'elle est sous le présent septennat appliquée à la lettre : aucun des pouvoirs - certes très étendus - réservés au Président, n'est laissé de côté ! A croire que ce qui hier était mauvais est devenu bon aujourd'hui par le simple fait que l'acteur principal a changé de camp...

Le système politique américain est sans doute celui qui concrétise le mieux le système de "checks and balances", dans lequel la société politique évolue avec le souci de concilier les inconciliables et de *parvenir au consensus* ; mais l'on doit admettre que, pour ce faire, on a eu recours à l'arbitrage ultime, en toutes choses, des juges de la Cour Suprême. Il ne fait pas de doute que la politique est un rapport de forces et le leader politique serait bien avisé de ne jamais l'oublier. Aussi voit-on les hommes publics se constituer et consolider des sortes de bastions électoraux à l'abri desquels ils peuvent exercer leur pouvoir et pensent se protéger des vicissitudes de la conjoncture. Le souci de la réélection est primordial chez les hommes publics.

Mais le véritable leader bouscule les bastides et

emporte les redoutes, précisément par l'allant qu'il donne à son effort, le rythme de son action, le style de ses déclarations et les résultats qu'il obtient. Il n'en reste pas moins que s'il perd l'élection, le château devenu château de cartes s'effondre et les messages perdent leur pouvoir attractif ; exemple : Mendès-France en 1955, Adlai Stevenson en 1952 et 1956, et plus près de nous, Valéry Giscard d'Estaing en 1981.

## LES "POLITIENS"

Si la vie politique est un rapport de forces, ce n'est pas non plus la jungle. Ceux qui se comportent comme si la chose publique était un marécage où se battent des caïmans, ce sont les politiciens qui nuisent tant au bon renom de la politique.

Le politicien est ce que l'on appelle en anglais un "fast operator" c'est-à-dire un maniganceur, quelqu'un sur lequel on ne peut pas compter. C'est, à vrai dire, quelqu'un qui "sonne faux" - "fake" diraient les Américains - qui jette facilement de la poudre aux yeux, utilise le bluff, manie aisément la menace, et dont la conscience est élastique. Pour le reconnaître ("to spot him"), il vous suffit de le regarder agir envers les autres. C'est, à coup sûr, quelqu'un qui s'incline devant ceux qu'il considère comme plus puissants que lui et qui écrase, par contre, ceux qu'il croit plus faibles, alors qu'il convient de respecter les faibles et d'être digne envers les puissants. D'autre part, l'individu en question est, le plus souvent, dur et ingrat envers ses amis, charmant et flatteur à l'égard de ses ennemis. Henry Truman rapporte dans ses Mémoires le cas de ce politicien qu'il avait lui-même aidé à se faire élire et qui, très vite, avait tenté de lui ravir sa place au Sénat ! "while he was betraying his friends, he was patting his enemies on the shoulder".

Le politicien choisit sa posture et ses interventions en fonction non de l'utilité générale et du bien public mais des retombées auprès des médias ou des avantages qu'il peut en retirer. Il choisit également ses thèmes en fonction de son auditoire et sait se faire, par exemple, catholique devant les catholiques, socialisant devant les socialistes, peuple devant le peuple, militariste devant les militaires etc... Il se moule à son vis-à-vis, tel un caméléon. Il n'envisage la politique qu'en termes de manœuvres et d'intrigues continuelles.

Le politicien est donc un homme redoutable et qu'il faut redouter, car n'était le degré policé de nos régimes son attitude conduirait à l'élimination physique de ses adversaires, comme cela se passe dans de nombreux pays ! S'il pouvait donner libre cours à ses inclinations, on en arriverait facilement à la loi des Suspects de 1793.

Et puis il y a ceux qui allient à l'ambition l'appât du gain et le trafic des influences. Chacun garde présent à l'esprit en France l'affaire Wilson sous la III<sup>e</sup> République (trafic des décorations). C'est le chapitre des relations entre le Pouvoir et l'Argent. Il s'agit là d'un problème d'éthique.

Mais il convient de prendre conscience que les agisse-

général de la communauté nationale et du mieux être de tous.

L'homme public a d'abord la passion de la chose publique et de l'Etat. Il vit intensément lorsqu'il traite de problèmes généraux intéressant le corps social - individus et collectivité - et dépassant les intérêts particuliers. L'homme public se sent à l'étroit dans les limites du secteur privé car il sait confusément qu'il ne peut y donner sa mesure.

Il convient donc de détruire l'idée qu'on fait de la politique parce qu'on ne peut pas faire autre chose et qu'on s'engage en politique quand on a échoué ailleurs. La chose publique, la politique est une vocation qui correspond à un tempérament.

L'homme public - et à plus forte raison le leader politique - est un homme complexe et à l'intérieur duquel agissent forces et courants contradictoires et qui devra, pour garder son équilibre et son humanité, cultiver un jardin secret, préserver sa vie privée et familiale, à l'ombre des regards indiscrets.

Car l'homme politique se sait engagé dans un monde difficile, à la limite, un monde froid et dur. Il sait qu'il n'a pas de tendresse à attendre, d'où la nécessité dans laquelle il se trouve de renforcer sa carapace pour convenablement encaisser les coups et faire face à l'adversaire. La politique est à la fois débat et combat.

Et cette fortitude intérieure est d'autant plus nécessaire que l'homme public sait que le temps qui lui est imparti pour agir, pour faire passer son message, pour traduire ses convictions dans les faits, est très limité et que les situations ne durent jamais longtemps, d'où la nécessité de mettre de son côté tous les ressorts de l'efficacité dont on sait que le premier est d'être parfaitement en accord avec soi-même. Oui, la maîtrise de soi, "l'intolérance vis-à-vis de soi-même et la tolérance vis-à-vis des autres" est bien l'ultime recette de la réussite pour qui possède à un degré normal les attributs intellectuels de la décision et de l'action, *la maîtrise de soi et le travail*. On ne s'improvise pas leader national. Une lente maturation est indispensable. Pour gouverner un peuple, il faut de la maturité, de la sagacité, du métier certes, de la patience et de la fermeté, toutes qualités qui s'acquièrent par le travail et la réflexion. Il faut aussi la fidélité aux valeurs auxquelles on se réfère.

*La finalité de l'action politique est la sécurité de la Nation et le bonheur du peuple.* S'il faut se séparer radicalement de Robespierre lorsqu'il préconise de recourir à la terreur pour lutter contre les adversaires de la révolution, j'engage tout homme politique à méditer sa définition : "Quel est le principe fondamental du Gouvernement démocratique ou populaire, c'est-à-dire le ressort essentiel qui le soutient et qui le fait mouvoir ? C'est la vertu : je parle de la vertu publique... de cette vertu qui n'est autre chose que l'amour de la patrie et de ses lois".

Loïc BOUARD  
Député du Morbihan

*J.F. Kennedy*

ments des politiciens tiennent tout simplement à la nature humaine et se retrouvent dans toutes les activités de la vie en société ; si leurs défauts et leurs défaillances se remarquent davantage dans la vie politique qu'ailleurs c'est que le conflit des intérêts y est plus prononcé et les moyens donnés par le pouvoir - je pense à l'argent public - plus considérables. De toutes façons, ces gens sont tôt ou tard démasqués car, comme dit Jefferson : "Vous pouvez tromper quelqu'un longtemps, vous pouvez tromper beaucoup de gens peu de temps, mais vous ne pouvez pas tromper tout le monde tout le temps".

En ce qui concerne les rapports du Pouvoir et de l'Argent, il me semble qu'ils ont le plus souvent fait bon ménage, et cela depuis la nuit des temps et quels que soient les régimes.

Dans les régimes totalitaires, puissance politique est synonyme de puissance financière puisque l'on supprime la propriété privée ! La Nomenklatura n'est pas seulement le siège de la puissance politique mais également celui de la véritable richesse en URSS ! Dans les régimes tiers-mondistes avec parti unique, ce sont les mêmes personnes qui sont à la fois les grands, les puissants et les riches, au milieu d'un océan de pauvreté ! Il n'y a qu'un pas de cet état de choses au culte de la personnalité et à la "déification" du leader.

## L'IDÉAL POLITIQUE

Heureusement, il n'en va pas de même dans nos pays démocratiques. Quelle fierté n'éprouve-t-on pas en considérant la vie presque ascétique d'un Robert Schuman ou en visitant la petite maison de Clémenceau à Jard-sur-Mer en Vendée. Le mobile de leur engagement en politique n'était pas l'appât du gain ou le désir du pouvoir pour le pouvoir, mais la poursuite d'un idéal aux valeurs humanistes et spirituelles, le service de l'intérêt

# QUELLE DÉFENSE POUR L'EUROPE ?

avec Michel TATU et François de ROSE

*La conférence-débat sur la défense de l'Europe, animée par Jacques Mallet le 7 février dernier, au "Club France-Forum" de Paris, a réuni 200 personnes dans une salle du Sénat.*

*Cette réunion comportait deux exposés de M. Michel Tatu et de M. l'ambassadeur François de Rose.*

*M. Michel Tatu fut correspondant du "Monde" à Moscou et à Washington et il est aujourd'hui éditorialiste à ce quotidien. Il a publié plusieurs ouvrages : "Le Triangle Washington-Moscou-Pékin et les deux Europe" (1972) et aux éditions du Seuil en 1983 "La bataille des Euromissiles".*

*M. François de Rose est ambassadeur de France, il fut de 1970 à 1974 Représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Il a publié en 1975 "La France et la défense de l'Europe" et en 1983 aux éditions Commentaire-Juliard "Contre la stratégie des Curiaces".*

## MICHEL TATU

Je profite du temps qui m'est imparti pour exposer quelques idées tout à fait personnelles.

Nous sommes tous pour une Défense de l'Europe. La Défense européenne, c'est un peu autre chose, c'est l'idée d'un ensemble spécifiquement européen et autonome. Précisons tout de suite que ce qui peut se faire sur le plan purement européen ne doit pas se faire *contre* l'Alliance Atlantique, contre les Etats-Unis, mais *en plus* de l'Alliance Atlantique. Même à supposer que l'Europe soit vraiment un partenaire à part entière ayant tous les attributs de la puissance, presque autant que les Etats-Unis, même dans cette vision idéale, il n'y a aucune raison que cette Europe se coupe de l'Alliance américaine. En matière de sécurité en effet, les sécurités s'ajoutent, elles ne s'excluent pas ; l'Alliance viendrait comme une garantie supplémentaire que personne en Europe, je crois, ne refusera jamais.

L'idée de Défense européenne a toujours provoqué des réactions contradictoires et des débats sans conclusion. On constate chez les hommes politiques une tendance à en faire un thème de discours avant d'être arrivés au Pouvoir, puis un autre thème de regrets après avoir

quitté le Pouvoir, par une sorte d'esprit de l'escalier. Entre ces deux termes, on ne fait rien parce que, au fond, faire l'Europe et en particulier l'Europe de la Défense, c'est ce que Soljenitsyne appelle "aller à l'encontre de la manière de penser des gens intelligents". Comme sur bien d'autres sujets, de nombreux arguments extrêmement intelligents et très bien documentés plaident toujours davantage en faveur du statu quo que du changement. Mais, deux premières conclusions peuvent être tirées des tentatives passées.

La première est que le noyau de l'entreprise européenne en matière de Défense ne peut être, comme tout le reste d'ailleurs, que Franco-Allemand. Mais il ne suffit plus de se promettre des consultations, des échanges de vues. Tout cela a été fait, continue de se faire, c'est très bien mais cela ne remplace pas l'action. On parlait déjà en 1963 entre Français et Allemands sur les questions stratégiques, on y est revenu en 1982 avec François Mitterrand. Mais aujourd'hui comme il y a vingt ans, il est plus facile de dire ce que la Défense européenne ne sera pas que ce qu'elle sera ; de dire que l'on va parler, échanger des informations (comme si on ne le faisait pas en temps normal) que de dire nous allons faire des choses concrètes.

La deuxième observation est que la coopération en matière d'armements classiques, la coopération industrielle, c'est très bien mais c'est insuffisant. Ces entreprises montrent vite leurs limites, il y a trop d'intérêts industriels en jeu, c'est une affaire de concurrence et il est extrêmement difficile d'amener les industriels à renoncer à une certaine concurrence. Certains projets ont lieu, même ceux-là ne font pas l'Europe de la Défense. D'autre part il faut bien admettre aussi que le cœur des systèmes de Défense de nos jours est le nucléaire. On ne peut pas faire de Défense de l'Europe, de Défense proprement européenne, si l'on néglige le domaine nucléaire en ne gardant que les à-côtés.

J'ai déjà heurté un premier tabou, énumérons tout de suite deux autres tabous. Les voici :

Premier tabou : pas question de laisser les Allemands disposer de l'arme atomique. Ils y ont eux-mêmes renoncé, d'ailleurs ils n'en veulent pas et les Soviétiques y verraient une provocation.

Deuxième tabou (plutôt français celui-là) : la décision nucléaire ne se partage pas. Il n'est pas question d'abandonner à quiconque le droit de disposer de la force de dissuasion française.

Ces deux objections sont tout à fait solides, mais elles simplifient le problème un peu de dessin, pour produire plus d'effet. Car les choses sont moins simples si l'on rentre à l'intérieur de ces deux tabous.

Premièrement, mise à la disposition des Allemands de l'arme atomique. On fait comme si une arme atomique ne pouvait que se transmettre en totalité, par abandon d'une partie et réception par l'autre du droit d'emploi exclusif et de tout ce qui va avec l'arme nucléaire. Or, on oublie qu'il y a dans ces matières un statut intermédiaire qui est celui de la double clé. La double clé, elle existe déjà à l'intérieur des systèmes nationaux, par exemple chez les Américains, elle a existé déjà soit "de facto" soit même "de jure" sur des armes nucléaires américaines mises à la disposition des alliés. "De facto" en Allemagne actuellement par exemple pour un certain nombre de Pershing I qui sont à la disposition des Allemands dans la mesure où c'est la Bundeswehr qui assure l'entretien et le maniement du vecteur : l'arme atomique elle-même reste à la disposition des Etats-Unis, mais la partie qui dispose du vecteur peut bien évidemment bloquer l'emploi. Il y a eu aussi autrefois, les détails n'ont jamais été très explicitement décrits, double clé "de jure" sur les missiles Thor et Jupiter, missiles américains qui existaient en Europe Occidentale il y a un peu plus de vingt ans, avec deux officiers de chaque commandement qui devaient en même temps actionner la mise à feu.

Partager une double clé sur une arme nucléaire cela ne signifie pas qu'on dispose du droit d'emploi, cela signifie seulement que l'on dispose d'un "veto" sur l'emploi. Ce n'est pas le doigt sur la gâchette, c'est le doigt sur le cran de sécurité. Ou alors, on peut renverser les facteurs et dire que c'est aussi le droit d'emploi, mais il faut admettre

que ce droit d'emploi est soumis au veto d'un autre ; donc il n'est plus un droit de libre disposition. Une objection soviétique à l'extension d'un système de double clé à l'Allemagne ne sera donc pas fondée en droit, ni même en fait, puisqu'un tel système existe déjà "de facto" pour certaines armes ; pour l'Allemagne ce ne sera pas quelque chose de radicalement nouveau.

Deuxième objection : le caractère indivisible de la dissuasion française : "Le Pouvoir nucléaire ne se partage pas". Nous sommes d'accord aussi, mais cela dépend de quel Pouvoir nucléaire. Car nous simplifions trop en disant qu'il n'y en a qu'un seul. En fait il y a différents étages de la dissuasion nucléaire. Si cette distinction, qui apparaît de plus en plus dans les réalités stratégiques américaines ou soviétiques, n'est pas encore aussi claire du côté français, je crois qu'elle le deviendra au fur et à mesure du développement du matériel. D'ores et déjà trois et même quatre étages différents sont à distinguer sur le "théâtre" européen.

Le premier étage c'est celui de la dissuasion stratégique : la force nucléaire stratégique française, aux Etats-Unis les forces de l' Arsenal intercontinental. Ce n'est pas seulement une affaire de portée, mais de conception et d'emploi : ce sont les armes qui visent en substance à tuer l'agresseur, à détruire au maximum possible l'ennemi au cœur, dans son potentiel économique et démographique. C'est l'arme de sanctuarisation, celle dont la France s'est dotée, celle qui sommeille au cœur des arsenaux soviétiques et américains, par-delà tout leur arsenal de différentes catégories. Cet étage-là il existe partout et en effet il ne se partage pas, il ne peut être que national.

Mais il y a un second étage en Europe : celui que l'on appelle euro-stratégique ou intermédiaire, portant entre 1000 et 5500 km ; ce sont les euromissiles, le S.S.20, les Pershing et missiles de croisière qui s'installent actuellement et aussi les bombardiers stratégiques, toujours européens. Pour revenir à l'Europe précisément, je crois que quand le problème du S.S.20 s'est posé en 1978/79, quand la décision de l'OTAN s'est préparée, une occasion a été manquée. On aurait pu souhaiter qu'un homme d'Etat européen, français par exemple, dise : il y a un problème militaire, il y a un problème du S.S.20, il faut faire quelque chose ; mais sommes-nous, obligés, une fois de plus, de nous en remettre à 100 % aux Américains pour répondre ? Un débat sur ce thème, aurait pu faire avancer l'Europe, en tout cas éviter un certain nombre des inconvénients que recèle la décision de l'OTAN, dans la mesure où le droit de contrôle des nouveaux armements nucléaires américains en Europe n'est pas partagé. Non seulement les Américains ne se sont pas battus pour offrir un tel droit de contrôle aux Européens, mais les Européens ne se sont pas battus non plus pour le demander. Pour le moment la question est réglée, ce deuxième étage, il est américain à nouveau.

Vient enfin un troisième étage que l'on pourrait appeler tactico-stratégique : les vecteurs ayant une portée comprise entre 100 et 1000 km. Ce sont en gros les armes qui visent les arrières du pacte de Varsovie mais non pas

le territoire soviétique lui-même. A la différence du deuxième étage qui lui, vise le territoire soviétique et, sur ce territoire, l'ensemble du dispositif militaire soviétique participant à l'agression, ce troisième étage vise une partie seulement du dispositif militaire soviétique, pas ce qui se trouve en Russie mais les arrières du Pacte de Varsovie. Cet arsenal existe déjà, ce sont les Pershing I, les fusées Lance du côté américain ; du côté soviétique il faut s'attendre à ce qu'il se développe d'une manière assez considérable avec ce qu'ils appellent les contre-mesures aux Pershing, le déploiement des S.S.21, 22 et 23 dans les pays d'Europe de l'Est. La France existe aussi à cet étage là avec le Pluton et le Hadès.

Vient donc un dernier étage que je mentionne pour mémoire car ce n'est pas l'objet du débat, c'est l'arme à courte portée, correspondant à ce que l'on pourrait appeler le combat rapproché à l'échelle nucléaire. En bonne logique l'arme à Neutron y occupera la place d'honneur le jour où certains autres tabous seront levés. Notons seulement qu'elle ne se prête pas, à mon avis, à des solutions à double clé pour le moment.

Si nous laissons donc de côté ce quatrième étage neutronique, le premier étage stratégique central qui doit rester national, le second étage euro-stratégique qui aurait pu être européen mais qui est américain, il reste le troisième, l'étage tactico-européen, des 100 à 1000 km. C'est ici je crois que pour faire avancer l'idée d'une défense européenne, quelque chose devrait être imaginé de la manière et sur la base de ce que j'ai mentionné tout-à-l'heure : le principe de la double clé et le principe de réalisations concrètes dans le domaine nucléaire. Je me suis permis de suggérer dans un article du "Monde" que le missile Hadès, qui doit être construit par la France au début des années 90 en remplacement du Pluton et qui porte à 300/500 km, soit installé non pas en France, à cause de sa portée encore insuffisante, mais un peu plus à l'avant, par exemple auprès du contingent français en Allemagne. (Ceci est valable *a fortiori* pour le Pluton, qui ne porte qu'à 120 km et qui ne peut donc tirer à partir de la France que sur le territoire allié de la République Fédérale). Les Allemands s'en préoccupent comme ils se sont toujours préoccupés de Pluton, de son emploi, de son lieu de stationnement, de ses cibles éventuelles. C'est un souci légitime de l'Allemagne, qui souhaiterait certainement que le Hadès comme le Pluton soit installé plutôt chez elle que chez nous, de manière que les cibles soient plutôt en dehors de chez elle que chez elle. Et de même que le stationnement d'armes nucléaires sur le territoire d'un pays requiert l'assentiment de ce pays, il faudra admettre aussi que l'emploi éventuel de ces armes soit soumis à l'accord de ce pays.

J'ajoute donc à cette suggestion celle que le Hadès (et éventuellement le Pluton si l'on veut bien aller plus vite) soit offert en disposition partagée par la France à l'Allemagne fédérale. On peut y voir plusieurs sortes d'avantages, et des inconvénients limités.

Inconvénients limités parce que cette solution obligerait à changer le moins de pièces possible sur l'échiquier.

On ne demanderait pas à l'Allemagne de sortir de l'organisation militaire de l'OTAN, de renoncer à la moindre garantie américaine. L'avantage pour elle serait d'ajouter une option très partielle de recours européen à un instrument nucléaire autre que celui des Etats-Unis, et cela pour le cas où les Etats-Unis refuseraient le concours nucléaire.

Quant à la France, elle conserverait pour elle-même sa force de dissuasion, elle n'aurait même pas à renoncer aux doctrines d'emploi qu'elle a actuellement, sauf peut-être à propos du Hadès dont évidemment la doctrine d'emploi devrait être discutée avec les Allemands. Le sacrifice consisterait à accepter un veto allemand sur l'emploi de cette arme-là seulement. En même temps Paris y trouverait l'avantage de résoudre un peu mieux un problème que tout le monde admet, qui est discuté et qui est bien naturel au fur et à mesure du développement de l'arsenal français, celui de la dissuasion élargie. La France confirmerait par des actes et non plus par des mots qu'elle étend un peu son sanctuaire au-delà de ses frontières, qu'elle répond à un besoin - qui n'est pas seulement allemand mais qui est français - de faire le mieux possible pour la Défense de ses voisins et alliés.

Dernière objection dont j'admets qu'elle est tout à fait sérieuse, l'opinion allemande vient "d'avalier" avec difficulté les Pershing et elle n'est évidemment pas mûre pour entendre parler de nouvelles implantations nucléaires sur son sol. Donc, le moment n'est pas encore le bon, mais rien n'interdit d'y penser. Je crois que le pacifisme allemand se nourrit en partie d'une hostilité générale aux armes nucléaires - et là nous n'y pouvons rien - mais il se nourrit aussi du sentiment de frustration qui découle de l'enchaînement de l'Allemagne à la stratégie américaine, donc des inquiétudes que suscitent tous les tournants politiques observés à Washington. Ceci va rester. Or, cette partie-là du pacifisme ou en tout cas de la contestation serait plus intéressée à l'idée d'avoir des armes nucléaires en quantité d'ailleurs limitée, mais qui cette fois seraient sérieusement sous contrôle allemand.

Il est évident que la France n'aurait pas la même crédibilité que les Etats-Unis. Mais elle aurait tout de même une crédibilité non négligeable du fait de la solidarité géographique entre la France et l'Allemagne, solidarité qui existe évidemment moins entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Enfin pour la première fois l'Allemagne se sentirait associée aux vraies responsabilités. Non seulement ce serait utile pour le tonus de l'opinion allemande mais ce serait aussi, et malgré le caractère très limité de cette mesure, un point de départ, un changement qualitatif à partir duquel d'autres progrès seraient possibles en matière de Défense européenne, donc de solidarité et de coopération politique. Et cette situation prendrait enfin le relais de cette Europe économique sur laquelle tout le monde comptait tant, et qui se révèle incapable de déboucher sur autre chose que des criailleries.

\*  
\* \*

## L'AMBASSADEUR FRANÇOIS DE ROSE

Si on parle de la Défense en Europe, il faut d'abord remarquer qu'on en parle surtout en France et que l'idée que les Européens devraient prendre une part accrue dans leur défense est une idée qui a cours chez nous mais qui est beaucoup moins répandue chez nos alliés qui trouvent que la situation actuelle n'est pas si inconfortable. Les Américains sont là, ils sont responsables et pourquoi se casser la tête et dépenser davantage pour obtenir quelque chose que l'on a déjà, c'est-à-dire une présomption raisonnable de sécurité.

L'attitude française répond sans doute à une préoccupation essentielle qui est comme toujours la préoccupation de l'Allemagne. Car, quand en 1963 le Général de Gaulle signait le traité franco-allemand, son idée c'était de rapprocher l'Allemagne de la France en l'écartant un peu de l'influence américaine et de l'influence de l'OTAN. A partir du moment où le Bundestag mit le préambule remplaçant le Traité dans le cadre de l'OTAN, cela ne l'a plus intéressé. Aujourd'hui notre préoccupation se présente un peu comme une bataille à front renversé. Nous nous rapprochons de l'Allemagne parce qu'une éventuelle dérive vers l'Est et le mouvement pacifiste nous inquiètent. D'où les appels à une plus grande participation des Européens à leur défense afin de donner aux allemands le sentiment qu'ils seraient plus étroitement associés et, par conséquent, plus responsables de leur propre avenir. Mais ce qui est dit à ce propos relève plus de l'aspiration que de l'analyse.

Une politique de défense c'est en réalité une politique de dissuasion car à l'ère nucléaire, seule la dissuasion est moralement justifiée, et seule la dissuasion signifie quelque chose au plan politique et au plan militaire parce que nous savons qu'une guerre nucléaire serait l'abomination de la désolation. Je vous renvoie à un article paru dans le dernier numéro de la revue "Foreign Affairs" dans lequel une étude américaine, qui a fait l'objet d'un groupe de travail, parle des effets d'une grande guerre nucléaire. Il paraît que nous subirions une température de moins 40 degrés pendant au moins un an et peut-être un peu plus ! C'est dire les catastrophes inconcevables qui se produiraient en tout cas sur l'hémisphère Nord. Donc la politique de dissuasion est la seule politique justifiée. Il est important de faire cette remarque parce que les paramètres de la dissuasion sont différents des paramètres de la guerre. C'est-à-dire que la dissuasion joue au moment de la crise, puisque c'est alors que la guerre est évitée si cette dissuasion réussit. Or les paramètres qui comptent dans une crise ne sont pas les mêmes que ceux qui interviennent dans une guerre. Dans une guerre ce qui compte, en définitive, ce sont les potentiels. Les Etats-Unis et l'Union Soviétique ont gagné la dernière guerre parce qu'ils avaient des potentiels supérieurs à ceux de l'Allemagne et du Japon, mais le conflit a duré cinq ans. Dans une crise, ce qui compte c'est ce qui est immédiatement disponible, c'est le bilan des forces et des vulnérabilités et il y en a un des deux qui cède parce que ce bilan lui est défavorable. C'est ce que la France et

l'Angleterre ont fait en 1938 à Munich. Et pourtant les potentiels qui devaient finalement écraser les puissances de l'Axe en 1945 avaient une réalité.

Jusqu'à présent la dissuasion a existé grâce à ce que j'ai proposé d'appeler "l'équilibre des déséquilibres" c'est-à-dire la situation où la supériorité soviétique dans le domaine des armes classiques était compensée par la supériorité américaine dans le domaine des armes nucléaires, nucléaire stratégique et nucléaire de théâtre. Or, cet état de choses est terminé parce que les Etats-Unis se sont laissés rattraper dans les domaines nucléaires et même dépasser pour les euromissiles et qu'il n'est pas question qu'ils puissent à nouveau rétablir leur supériorité par rapport à l'Union Soviétique.

Il faut savoir que du fait de cette prédominance des armes nucléaires comme source de la dissuasion - et la stratégie de l'Alliance reposant avant tout sur la menace d'emploi des armes nucléaires qui sont américaines - l'influence des Etats-Unis dans la direction stratégique de l'Alliance et l'élaboration des concepts de défense en Europe a été absolument prédominante.

Une autre raison de cette prépondérance américaine réside évidemment dans l'absence de la France des Conseils militaires de l'Alliance qui n'a absolument pas pris part aux études et débats concernant la défense de l'Europe.

Or, les choses évoluent. Elles évoluent parce que, du fait de l'évolution des forces de part et d'autre, les délais dont nous disposerons en cas de conflit avant de recourir au nucléaire seront de plus en plus brefs. C'est-à-dire que le commandement suprême devrait demander l'emploi des armes nucléaires certainement dans les premiers jours et peut-être même dans les premières heures du conflit. Or il faut craindre que si résister à la pression politique de l'adversaire signifie recourir aux armes nucléaires dans les premiers instants du conflit, l'action des opinions publiques pour céder à cette pression serait formidable. Et les Russes le savent si bien que les dirigeants soviétiques et le Maréchal Ustinov nous disent maintenant que s'il y a un conflit ils ne se serviront pas en premier de l'arme nucléaire, mais que si l'OTAN s'ensuit, alors la punition sur l'Europe sera épouvantable. Personne ne sait ce que les Russes feraient en cas de conflit, s'ils se serviraient des armes nucléaires ou non. Mais il est important que dans le dialogue de crise, nous soyons en mesure de dire aux Soviétiques : "si votre agression est nucléaire, vous allez périr comme nous". C'est la phrase du Général de Gaulle à l'ambassadeur soviétique au moment de la crise de Berlin. "Alors M. l'Ambassadeur nous allons périr. Mais vous aussi"... Cependant il faut aussi que nous puissions dire : "si vous engagez le conflit au niveau classique, ne croyez pas que vous allez au devant d'une partie de plaisir, ne croyez pas que nous ne soyons pas en mesure de résister et que nous nous trouverons obligés de recourir au nucléaire instantanément. En réalité vous vous engagez dans une aventure dont vous ignorez comment vous sortirez".

Or nous savons, toutes les analyses faites sur la stratégie soviétique l'indiquent, que l'Armée Rouge se prépare à remporter un succès quasi immédiat. Il s'agit pour elle, avec la structure de ses forces, notamment l'apparition des Groupes Opérationnels de Manœuvre, d'obtenir sur le terrain dans les plus brefs délais possibles, une situation militaire qui soit exploitable politiquement pour atteindre les résultats recherchés.

Il est donc nécessaire pour les Occidentaux, dans la perspective du "dialogue de crise", de savoir qu'ils seront en mesure de mettre en défaut le concept opérationnel qu'appliquerait le Pacte de Varsovie pour obtenir une décision très rapide au niveau classique. Ce qui naturellement n'implique pas que nous devrions renoncer à l'emploi des armes nucléaires si nécessaire, car les armes nucléaires sont les seules qui puissent infliger à l'Union Soviétique, des dommages inacceptables. Il est bien évident que si les Occidentaux disaient, comme les soviétiques le leur demandent et même comme certains américains le préconisent, qu'ils ne se serviraient pas en premier des armes nucléaires, cela reviendrait à donner aux Soviétiques la garantie que dans un conflit en Europe ils seraient totalement immunisés contre les conséquences de ce conflit alors que les Européens, eux, seraient totalement vulnérables aux destructions par les moyens classiques. Les Occidentaux ne peuvent donc pas renoncer au droit d'utiliser des armes nucléaires en premier. Mais s'ils veulent pouvoir résister à la pression durant la crise, il leur faut ne pas être contraint à un emploi des armes nucléaires dans les premières heures ou les premiers jours d'un conflit. Car, en définitive la dissuasion beaucoup plus que l'équilibre entre les moyens d'attaque - que ce soient les fusées, les avions, les bombes, etc... - c'est avant tout le partage des vulnérabilités et à partir du moment où les deux camps sont menacés de la même vulnérabilité il existe un état de dissuasion. Si, par contre, l'adversaire a l'assurance que, quoi qu'il fasse, il ne subira aucun dommage sur son territoire, la négociation devient impossible.

Cela dit, il serait certainement préférable que le premier emploi soit effectué avec des armes à neutrons sur les forces adverses ayant déjà envahi le territoire des puissances occidentales. Non pas pour abaisser le seuil nucléaire mais parce que les dommages collatéraux causés à l'environnement ami seraient réduits et parce que cet emploi sur les forces d'invasion marquerait, sans la moindre équivoque, le caractère défensif de cette initiative. Tandis que si l'Armée Rouge se servait elle-même d'armes nucléaires, soit en première frappe, soit en riposte, elle le ferait dans le contexte de son agression et contre les territoires alliés. L'OTAN devrait alors attaquer directement des objectifs militaires situés en URSS, puissance responsable de l'agression plutôt que sur les états satellites qui n'en pourraient mais. La dissuasion n'existe que si l'agresseur risque d'être entraîné à un niveau de violence intolérable.

La deuxième partie de cette présentation concerne le rôle que les européens peuvent jouer dans l'édification de

cette dissuasion revue et corrigée pour la fin du siècle ? Autrement dit, une dissuasion dans laquelle le nucléaire continue à être présent car il doit l'être puisqu'il est le seul à présenter pour l'adversaire un danger inacceptable, mais il n'en serait plus le seul élément, et en tout cas le premier chronologiquement.

Les européens peuvent-ils mettre sur pied seuls cette dissuasion ? Non. Michel Tatu a eu raison de l'indiquer, et on ne voit pas comment les européens qui trouvent déjà beaucoup trop lourd de dépenser une moyenne de 3 à 4 % de leur P.M.D. pour leur défense (3,89 pour la France), pourraient faire mieux sans les Etats-Unis qu'ils ne font actuellement avec ceux-ci. Il n'est donc pas possible d'envisager une position globale de dissuasion des européens seuls.

Est-ce que la France et l'Angleterre peuvent fournir une garantie nucléaire à leurs alliés ? Michel Tatu a expliqué que ce n'était pas possible sur le plan en tout cas des armes stratégiques. Les armes stratégiques sont des armes de la dernière chance, des armes qui en effet déclenchent l'apocalypse. Il est concevable qu'on en fasse la menace contre un adversaire qui attaquerait le territoire français. Il n'est pas concevable que l'adversaire puisse croire que nous nous servirions de nos armes stratégiques et détruirions vingt cinq villes en Union Soviétique, écrivant ainsi la fin de l'histoire de France, parce que les forces soviétiques seraient aux environs de Hambourg ou attaqueraient la Norvège. Ce n'est pas crédible. Ce ne serait pas plus crédible du fait des américains. Et pourtant les américains ont toute la gamme des armes depuis la bombe à neutron jusqu'aux armes stratégiques. L'engagement nucléaire de leurs forces contre celles de l'Union Soviétique a donc une crédibilité parce qu'elle permet une escalade, alors que la France serait obligée de passer tout de suite du Hadès aux armes stratégiques et que cela n'est pas concevable.

On ne peut pas fonder la sécurité de l'Europe sur un bluff. Michel Tatu réplique : nous pourrions associer nos alliés allemands à l'emploi du Hadès. Moi je n'ai rien contre l'association des allemands à l'emploi du Hadès si cela doit leur donner le sentiment d'un certain contrôle sur les armes, mais ils ont déjà comme Michel Tatu l'a rappelé, dans une certaine mesure une double clé sur un certain nombre des armes américaines et notamment les Pershing I ou les avions qui ont la double capacité classique en nucléaire puisque leur gouvernement pourrait ne pas autoriser leurs missions.

Mettre une double clé sur le Hadès ne suffirait pas à rendre inutile la présence nucléaire américaine.

Cela ne veut pas dire que la situation de l'Alliance soit fixée une fois pour toute. Les choses changent au niveau stratégique, elles changent aussi au niveau politique. Elles changent parce que se produit ce qu'André Fontaine a appelé dans un article remarquable et récent : "*La dérive des continents*".

Or, je venais, lorsque j'ai lu cet article, de passer dix jours aux Etats-Unis où j'ai pris la parole devant des

auditoires américains. Incontestablement il se produit chez les américains une évolution qui est une évolution naturelle, parce que c'est l'évolution du centre de gravité économique de ce pays vers le sud et vers l'ouest. Il faut savoir que, pour la première fois en 1982, le commerce trans-pacifique des Etats-Unis l'a emporté sur le commerce trans-atlantique.

Cette dérive, si dérive il y a, ne se produit pas au niveau des milieux gouvernementaux qui sont bien convaincus de la nécessité de l'Alliance. Mais il faut savoir que l'opinion américaine, traumatisée par la défaite au Vietnam et les humiliations en Iran, comprend mal que les Etats-Unis se fassent prendre à parti par les pacifistes européens pour la mise en place des euromissiles demandés par les gouvernements occidentaux et soient critiqués par les anglais sur l'affaire de la Grenade, alors qu'ils les ont tant aidés pour les Malouines. Cette opinion pourrait un jour se demander pourquoi 300.000 hommes de l'armée américaine sont en Europe depuis bientôt quarante ans. Le gouvernement des Etats-Unis résisterait difficilement si ce mouvement d'opinion prenait les dimensions d'une lame de fond. Henry Kissinger a posé la question de savoir si le déploiement des forces qui était valable il y a trente ans était nécessairement destiné à rester inchangé. On doit être conscient aussi que les Etats-Unis, face à la position centrale de l'Union Soviétique, sont contraints de prévoir une stratégie défensive périphérique couvrant aussi bien l'Europe que le Pacifique et l'Océan Indien. Ils pourraient donc aménager une répartition différente de leurs forces. A ce moment-là il ne faudrait pas que les européens paniquent, mais comprennent que nous sommes entrés dans une nouvelle phase qui appelle une stratégie globale de défense. Cela ne veut pas dire que les Américains soient mieux qualifiés que nous pour intervenir partout et, grâce au ciel, nous sommes présents dans l'Océan Indien ainsi que les Anglais. Et ils nous en sont reconnaissants. Mais la défense globale exige que les européens aient une part accrue dans leur propre défense. Et c'est dans ce sens que nous devons percevoir l'évolution à mener sur une période qui peut être d'une décennie.

Si nous posons comme principe qu'il y aura encore en l'an 2000 trois cent mille Américains en Europe, nous ferions un pari sur l'incertain. La vérité c'est que la position de dissuasion en Europe exige une amélioration sérieuse des capacités de défense de l'Europe au niveau classique, en gardant toujours le nucléaire en arrière plan. Cela est possible. Cela est possible en raison des nouvelles technologies qui maintenant permettent grâce à la précision des vecteurs et l'amélioration des charges, grâce à l'amélioration de la détection, de la localisation des objectifs et de la transmission des données, de remplacer un certain nombre d'armes nucléaires de petites puissances par des armes non nucléaires pouvant être employées dès la première minute d'un conflit et permettant l'attaque des bases aériennes ennemies, des points d'étranglement et des forces de première ligne.

Cette dissuasion est non seulement possible mais

nécessaire. Car si nous ne faisons pas un tel effort, nous savons que les russes le feront. M. Brejnev dans son dernier discours à tous les chefs responsables de la défense de l'Union Soviétique avait déclaré à peu près ceci : "des armes nouvelles sont prêtes à intervenir, qui changeront profondément les conditions de rapport des forces ; je fais appel à tous nos ingénieurs, hommes de science, techniciens pour que l'Union Soviétique ne prenne pas de retard dans ce domaine..."

Nous avons toujours pensé que dans le domaine des armes classiques, nous avions la supériorité non pas numérique mais qualitative. Si nous exploitons les nouvelles techniques et technologies, nous aurons donc la possibilité de posséder une dissuasion au niveau classique qui nous permettrait dans la crise de tenir le langage qu'il faut.

Mais, il est certain que pour atteindre cette situation, les européens auront un rôle important à jouer. Aujourd'hui les européens apportent entre 70 et 80 % des forces terrestres et aériennes qui sont sous les ordres du commandement suprême en Europe. Prétendre que leur influence sur les affaires de l'Alliance correspond à cette proportion serait faire preuve d'un optimisme béat. Sur le plan de l'influence la proportion est inverse. Ce déséquilibre procède en partie de ce que la stratégie actuelle de défense reposant avant tout sur la menace d'emploi du nucléaire, et les armes nucléaires étant américaines, les concepts du Pentagone sont déterminants. Il n'en irait plus de même si les armes classiques, essentiellement européennes jouaient un rôle accru et essentiel dans la dissuasion. Les Européens devraient peser alors de leur vrai poids.

Si l'Europe est en mesure de tenir ce langage et cette position, alors elle trouvera, dans sa contribution à la défense de l'Occident, ce second souffle dont la construction européenne manque tellement et qu'elle cherche désespérément sans le trouver...

Evidemment la Défense coûte cher. Mais de même que les compagnies d'assurance disent que l'assurance n'est chère qu'avant l'accident, de même la dissuasion n'est chère qu'avant le conflit, la dissuasion n'est chère qu'avant la crise. Si nous ne payons pas le prix de la dissuasion, alors il ne faudra pas s'étonner, si dans la crise nous ne serons pas de taille à résister.

## LE DÉBAT

Les exposés de Michel Tatu et de l'ambassadeur François de Rose ont été suivis d'un débat de haut niveau, auquel ont participé notamment l'ambassadeur Froment-Meurice, Olivier d'Ormesson, l'ambassadeur Jean Laloy, Gabriel Robin, le général Méry et l'amiral Delahousse. De nombreuses personnalités assistaient à ces échanges de vues : Jean Lecanuet, Jacques Baumel, Georges Mesmin, Edmond Alphandéry, Eugène Claudius-Petit, André Monteil, l'ambassadeur Jean-Marie Soutou, le général Thiry, Robert Toulemon, René Foch.



L'ambassadeur Froment-Meurice estime que les Allemands ne demandent pas d'avoir accès à l'arme nucléaire. Ils souhaitent deux choses : que les Américains ne s'orientent pas vers l'idée d'une guerre nucléaire limitée en Europe ; que la France participe à la défense du territoire allemand en sortant de sa stratégie de sanctuarisation, et qu'elle affirme clairement que la défense du territoire allemand constitue pour elle un intérêt vital.

Le général Méry considère que le système de "l'intégration" s'avère à l'expérience trop lourd et inefficace. Il devra être réexaminé par une concertation avec les Etats-Unis.

Il faut aller du plus simple au plus compliqué. Le plus simple c'est le développement coordonné des forces classiques, notamment par de nouvelles armes. Mais il faut aussi modifier le "dispositif" existant des forces de l'OTAN en Europe, qui manque de profondeur. Tout devra commencer par des conversations entre Français, Allemands et Britanniques.

Le premier problème à discuter serait de déterminer de quelle manière ces trois pays pourraient faire stationner leurs forces en premier ligne le long du rideau de fer.

Le deuxième stade de la discussion porterait sur les armes tactiques en vue de substituer à un système de double clé avec les Américains un système du même type avec la France et la Grande-Bretagne.

Le dernier stade est celui des armes nucléaires stratégiques : une force nucléaire européenne exigerait une véritable unité politique européenne.

En conclusion de la réunion, il apparaît que notre objectif n'est pas seulement la défense du continent européen, mais la défense de l'Occident en Europe. Il faut sortir du cercle vicieux dans lequel le débat s'est trop longtemps enfermé : priorité à l'Europe politique ? Ou à l'Europe de la défense ? En fait, nous devons avancer simultanément dans ces deux voies, car les deux actions se conditionnent mutuellement.

---

## QUELS REMEDES POUR LA SANTE ?

Le 12 octobre 1983, le Club France Forum de Paris conviait ses adhérents à un débat tonifiant sur l'avenir de la santé et de la Sécurité Sociale, autour de Béatrice Majnoni d'Intignano et du Docteur Jean-Claude Stephan, auteurs de l'ouvrage "Hippocrate et les technocrates" et de Jacques Barrot, ancien ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale, devant plus de 200 personnes.

Béatrice Majnoni et Jean-Claude Stephan ont présenté avec talent les thèmes centraux de leur livre : à l'examen des systèmes de santé et de protection sociale dans le monde, il apparaît que l'organisation française résulte d'un compromis précaire et souvent maladroît même si ses performances sont incontestables. Les auteurs proposent une transformation en profondeur dans un sens à la fois plus décentralisé dans son application et mieux contrôlé dans ses résultats et ses coûts.

En praticien habitué au terrain, Jacques Barrot amena le débat vers des questions très concrètes : le système original de protection sociale et de soins à la Française doit être conservé, même s'il mérite d'être amélioré car il a fait preuve d'une efficacité qui vaut bien celle des

systèmes libéraux purs ou des systèmes étatiques. Il faut d'abord s'intéresser aux gestionnaires du système de soins, notamment les hôpitaux publics : ils recèlent de nombreuses possibilités d'économies, en particulier dans le domaine de l'évaluation du coût et de la qualité des soins ; ils se situent souvent en position de monopole par rapport aux organismes payeurs, ce qui limite les possibilités d'action de ces derniers.

Un débat de qualité, vif, technique, animé, auxquels participèrent notamment M. André Laur, Président de la Fédération nationale de la Mutualité Agricole et M. Van der Meulen, Président de l'Union nationale des Caisses de Sécurité Sociale, montra que le problème est complexe et qu'il faut se garder d'idées trop simples. Un constat suscita l'accord général : du fait de la crise économique, les sommes consacrées à la protection sociale ne pourront plus s'accroître dans l'avenir au rythme atteint au cours de la dernière décennie. Alors quelles solutions ? Quels remèdes pour la santé ? Le débat lancé à France-Forum reste largement ouvert...

# RÉFLEXIONS SUR LE PROJET PAYSAN de Michel DEBATISSE

par Jean CONILH

**E**n définitive, ma conviction se fonde sur ma mémoire". Ainsi s'achève le livre de Michel Debatisse, publié aux Editions du Seuil, sous le titre "Le projet paysan" (1).

Est-ce à dire que Michel Debatisse nous livre ses mémoires ? Non certes, si cette sorte d'écrit fait appel habituellement au geste d'un homme qui se retourne vers son passé et sculpte sa statue pour la postérité. Or, ce qui nous est ici relaté, c'est l'histoire d'un mouvement, celui de "la Révolution silencieuse" (2) à laquelle le même Debatisse conviait les paysans il y a 20 ans et dont il établit aujourd'hui le bilan tourné vers l'avenir. De ce fait, l'auteur du Projet paysan ne peut oublier ni nous faire oublier qu'il en fut d'abord l'un des principaux acteurs dans la réalité concrète de l'histoire.

Avant d'être transcrit dans un livre, ce projet a été écrit dans les faits. Ce qui lui donne une saveur de vie, un visage de vérité par la preuve et l'épreuve du réel que n'ont pas en général les projets de société, de politique pure, écrits pour la conquête du pouvoir, condamnés par leur schématisme idéologique à mourir au contact des faits ou à meurtrir la réalité pour la conformer au

schéma. Il y a sans nul doute de l'idéologie derrière ce projet paysan, comme en tout groupe et en toute action humaine, mais la méthode qui le met en œuvre, fidèlement décrite dans le livre, est avant tout pratique et expérimentale, fruit d'un labeur silencieux, patient et obstiné, à l'image du travail paysan.

## LES MÉMORABLES OU LE MÉMORIAL DES PAYSANS FRANÇAIS

Le projet paysan est l'histoire d'un mouvement, mais chaque page de l'ouvrage, ne nous y trompons pas, est marquée par la personnalité de son auteur, son style de pensée et d'action que l'on pourrait ainsi caractériser : le sens du concret solide, allié à la recherche de l'idée juste, conçue comme une lumière éclairant le réel pour l'atteindre au point sensible ou critique et le transformer.

Cependant Debatisse s'efface ou plus exactement prend en charge, comme il le fit dans l'action avec ses pairs, la formidable mutation des paysans français durant ce dernier quart de siècle pour la présenter au grand public et la relancer en l'ouvrant sur l'avenir et sur le monde.

Livre de mémoire, ce livre s'apparente à ceux que les historiens antiques appelaient "les mémorables" où étaient consignés les dates, les hauts faits et les fondations d'un groupe ou d'une communauté. C'est une sorte de mémorial du mouvement paysan contemporain "qui raconte une histoire, établit un bilan et révélera peut-être aux gens des villes et des bourgs qu'il y a un trésor national caché derrière ces haies, ces champs désormais larges, bref, que ce jardin - "la campagne française" qu'ils regardent à peine - est l'une des cartes économiques maîtresses de ce fameux an 2000" (3).

## LES LECTURES DU PROJET PAYSAN

Il y a plusieurs entrées dans ce livre, plusieurs lectures possibles. Les paysans y trouveront, avec le mémorial de leur propre aventure, les raisons de triompher du doute et de l'inquiétude par un projet d'avenir. Le citoyen peut le lire "comme un (bon) roman", écrit Georges Suffert. Et il précise dans un article du Quotidien de Paris : "Qui veut comprendre l'étonnante aventure des paysans français depuis un quart de siècle doit se plonger dans ces 240 pages et à la fin il aura tout compris". Mais on peut le lire aussi comme un traité pratique d'économie politique qui nous montre, par les faits et les chiffres, que "l'agriculture française est devenue un secteur économique décisif" pour sortir la France de la crise, pour contribuer à l'édification de l'Europe si elle en a la volonté et demain à la nourriture de 6 milliards d'hommes sur la terre, tout en proposant aux paysans du tiers-monde un modèle de développement.

Enfin, les soubassements de ce projet constituent une philosophie politique et une philosophie de l'homme en société que je vais tenter de dégager. Mon propos n'est donc pas, comme déjà le montre ce qui précède, de résumer l'ouvrage, mais de présenter librement les réflexions qu'il m'inspire touchant l'auteur lui-même, malgré sa discrétion, les fondements et la méthode du projet paysan.

## LE PROJET PAYSAN OU L'APPEL A LA GRANDEUR

Le livre s'ouvre sur le souvenir d'une rencontre avec le Général de Gaulle, le mardi 28 mai 1968, la veille de la disparition du Général "vers Sainte Odile, les troupes françaises d'Allemagne ou son enfance".

Après avoir expliqué pendant une heure "que tout est perdu", exprimé un étrange découragement "d'ailleurs rien ne sert à rien", le Général conclut l'entretien par ces mots : "Eh bien, Debatisse, je parlerai".

Pourquoi cette confiance, au demeurant assez rare dans le livre ? Sans doute Debatisse veut-il verser aux dossiers de l'histoire le message livré dans cette entrevue mémorable : la veille de sa disparition, le Général, quoiqu'on en ait dit, était décidé à tenter une fois encore de prendre en charge le destin de la France.

Mais n'y a-t-il pas une signification plus profonde de

cette confiance, même si elle a échappé à son auteur ? Sans pousser trop loin un rapprochement qui serait imprudent et impudent entre le Général de Gaulle et le paysan de Palladuc, ne faut-il pas considérer l'action de ce dernier dans le monde paysan comme celle d'un "chef charismatique", pour reprendre l'analyse de Max Weber ? Le philosophe ne peut s'empêcher de poser cette question.

Si Debatisse avait écrit ses mémoires, il aurait pu les commencer par cette phrase : "Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de l'agriculture". Et je gage qu'encore tout enfant, dans la cour de sa ferme, le petit paysan de Palladuc rêvait plus ou moins consciemment de rendre un jour à l'agriculture et à son pays "quelque service signalé". Ceux qui, à quelque degré et en quelque lieu que ce soit, ont marqué l'histoire, sont mystérieusement appelés de l'intérieur, j'en suis convaincu, du plus lointain de leur passé et sans doute au-delà. C'est la raison pour laquelle je soulignais l'hypothèse faite par Debatisse d'un retour du Général "vers son enfance" au temps du doute et de l'incertitude. Et c'est ce même sentiment de doute et d'inquiétude, actuellement vif chez les paysans, qui a fait prendre la plume à Michel Debatisse.

La référence au Général de Gaulle, préliminaire au récit du projet paysan, me semble lui donner son sens le plus profond : l'équipée ou l'épopée d'un groupe d'hommes et de femmes, petits paysans démunis de savoir et de pouvoir, qui effectuent "une prise de conscience et.. une prise en charge de la réalité", pour la modeler au mieux de leurs exigences, dans le risque et l'effort, l'espoir et l'appel à la grandeur.

## LE PROJET PAYSAN, PROJET DE DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Michel Debatisse, quant à lui, ne se laisse emporter par aucune rhétorique, aucun lyrisme, car il pense à juste titre que les faits sont suffisamment éloquentes s'ils sont rassemblés, analysés en profondeur et mis en perspective. Ainsi le livre nous raconte une histoire et même des histoires très concrètes comme celle de Germain, petit paysan breton qui, avec très peu de moyens, amorce par la construction d'un poulailler un changement décisif de son exploitation, de sa vie familiale et de l'avenir des siens. Et c'est la multiplicité de ces actes simples mais courageux et risqués qui ont fait la grandeur du projet paysan.

A bien lire le livre, non seulement entre les lignes mais dans la chair et l'esprit de ce qu'il raconte et propose, on s'aperçoit que cette aventure paysanne est fondée sur "le risque pris sur la nature et les lois de l'économie par rapport à la sécurité du salaire", sur l'effort et les sacrifices d'une génération, aiguillonnée par l'espoir.

Quant à la grandeur, elle inspire et anime l'ensemble du projet qui veut servir aussi bien la France que l'Europe et le Monde. Loin d'être de nature corporatiste, selon une critique faite couramment en ignorance de cause, ce projet montre à l'évidence "que les valeurs

sociales du monde agricole (sont) celles de la démocratie moderne, dans un monde de progrès”.

Et c'est la raison pour laquelle Debatisse a tenté de le proposer à d'autres secteurs économiques, en créant les groupes "Initiative et Responsabilité" qui "avaient pour but de réfléchir à une société d'hommes libres et responsables”.

Il s'agit donc bien d'un projet de société, de portée ou d'intérêt général, fondé sur la responsabilité économique et politique des "corps intermédiaires", apportant une "contribution indispensable à la démocratie concrète et quotidienne”.

Si Debatisse repousse le pouvoir socialiste actuel, ce n'est pas par esprit corporatiste ou revanchard. Il reproche à ce pouvoir de mettre en péril par les réformes qu'il entreprend l'autonomie du corps social sans faire appel à la participation effective et concertée des citoyens et des groupes sociaux, en raison de la tendance étatiste de son projet.

### LA LONGUE MARCHÉ DES PAYSANS

Pour comprendre la formidable mutation de l'agriculture française, commençons par rappeler des faits éclatants que la plupart des français ignorent et que certains refusent de reconnaître.

“Plus de 5 millions de paysans au carrefour des années 50, 2 millions aujourd'hui... mais il y a trente ans, cette masse paysanne pauvre ne nourrissait pas les 45 millions de français ; aujourd'hui, le dernier carré non seulement alimente 54 millions d'hexagonaux... mais vend hors frontières pour 100 milliards de francs nouveaux de productions diverses. Solde net : 26 milliards. Toutes les industries françaises peuvent-elles en dire autant ?”

Ainsi, en 30 ans, la France est devenue la troisième puissance agricole mondiale et le deuxième pays exportateur de produits agro-alimentaires. Comment a pu s'opérer en si peu de temps un tel développement qui suppose à la fois un accroissement de productivité jamais enregistré auparavant en aucun secteur de l'économie, une modification profonde des structures et une conversion des mentalités ? Il s'agit donc bien d'une longue marche des paysans qui, sortis "directement du Moyen-Age", se trouvent aujourd'hui à l'extrême pointe de la société industrielle moderne, tout en ayant conservé la forme traditionnelle de l'exploitation familiale à responsabilité personnelle. Rappelons qu'il y a 30 ans, ce pari aujourd'hui gagné par les paysans apparaissait impossible ou utopique aux économistes et aux chercheurs qui ne voyaient le développement industriel de l'agriculture que sous la forme de la grande entreprise de type salarial : "une France sans paysans", selon le titre suggestif d'un livre de cette époque.

Comment caractériser une telle mutation ? "De tels déplacements d'hommes, écrit Debatisse, de tels changements dans les manières d'être, de travailler, de vendre et d'acheter, cela porte un nom dans l'histoire : c'est une révolution". Et le projet paysan décrit très exactement

"une révolution dans la révolution et comment, sans violence, sans dictature, librement, quelques milliers d'hommes ont, presque sans formation, imaginé, pris conscience des problèmes, bricolé intellectuellement les solutions, discuté avec les pouvoirs publics et, finalement réalisé ce qui fut bel et bien un *changement*".

### LA RÉVOLUTION PAYSANNE, RÉVOLUTION DE L'ESPRIT

Cette révolution, à l'opposé de la conception marxiste à prétention scientifique, ne part d'aucune science pré-établie, d'aucun schéma préfabriqué, ni d'un modèle qui ici s'invente au fur et à mesure de son déploiement. "Au départ, bricolage et bonne volonté sont les deux mamelles de notre survie économique", est-il dit à propos du mouvement coopératif. Mais ces mots pourraient être repris pour toutes les créations faites par le mouvement paysan.

S'il ne part pas d'une théorie abstraite, ce changement est appelé, fondé et sans cesse nourri par trois exigences ou trois valeurs, l'initiative, la responsabilité et la solidarité, qu'il faut bien qualifier de spirituelles, "une forme d'attitude spirituelle devant la vie". Car l'esprit n'est pas, comme on le croit souvent, un nuage au-dessus des choses ni une évasion, mais la capacité pour l'homme d'inventer avec ses semblables les formes toujours renouvelées de son incarnation dans le monde.

On ne manquera pas de reconnaître ici l'influence décisive de la J.A.C. (4). Debatisse le rappelle avec force mais discrétion. En un court paragraphe, il dit l'essentiel qui contient en germe le devenir de la révolution paysanne. Qu'on me permette de citer intégralement ce passage significatif.

Par la J.A.C. "nous disposons d'une méthode d'analyse, embryonnaire mais efficace, et d'une volonté d'action fondée sur un système de valeurs. Nous étions plus riches que la plupart des hommes d'aujourd'hui. Car ce sont ces valeurs qui permettent à l'homme d'exister dans ses dimensions matérielles et spirituelles. Le reste n'est que moyens qu'il faut continuellement adapter et changer. Affaire d'intelligence, de ténacité et d'audace. Au fond, on ne nous avait chuchoté qu'un secret. Pour avancer dans ce monde il ne fallait pas "avoir peur", pour reprendre la formule du pape actuel. Nous avons tenu tête au marxisme (qui faisait tourner comme des girouettes les crânes des intellectuels occidentaux) avec notre petite recette à deux sous qui a deux noms : la lucidité et le courage" (5).

L'homme d'action qui témoigne de ce qu'il a fait et de ce qu'il fait ne peut être que bref sur les fondements de son action. Mais il appartient au philosophe réfléchissant sur l'histoire de souligner pour tout mouvement social l'importance de son origine où les fondements se trouvent cachés. La révolution paysanne, à n'en pas douter, fut d'inspiration spirituelle. Elle a authentifié par les faits l'impératif de Péguy : "la révolution sera morale ou ne sera pas". On pourrait aussi la rapprocher de la

vision d'Emmanuel Mounier qui, pour construire la cité nouvelle, opposait au "politique d'abord" de Maurras, repris bien souvent de nos jours par des hommes et des chrétiens de gauche, "la primauté du spirituel" qui commande, décide et oriente toutes choses.

Mais ne faisons pas de contre-sens historique. Ce n'est pas dans les livres ni dans les revues que ces paysans "n'ayant que leur certificat d'études" sont allés chercher leur inspiration. Il se trouve qu'il y eut convergence entre un certain courant intellectuel que l'on qualifiait alors de personnaliste et le mouvement paysan.

## **LES FORMES MULTIPLES ET VARIÉES DE L'ORGANISATION PAYSANNE**

Ainsi, en cette seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les paysans ont "réinventé une profession et dessiné une manière d'être" à partir des valeurs fondamentales d'initiative, de responsabilité et de solidarité. Se prenant résolument en charge, les paysans ont imaginé leur propre développement en usant d'une méthode empirique que l'on peut cependant analyser. Cette méthode me semble consister à trouver pour chaque problème élucidé une solution concrète et originale par "le bricolage", la mise en place de structures, de groupes ou d'associations, *d'organisations solidaires aux formes multiples et variées*.

Il en fut ainsi pour la formation, la protection sociale et le départ à la retraite, le travail en commun, l'achat de machines et de produits industriels, les débouchés et la vente de la production. Les paysans connaissent bien ces sigles nombreux, énigmatiques pour le profane, qui dessinent la carte sociologique d'une organisation aux multiples ramifications, recouvrant l'ensemble des composantes de la vie professionnelle : les syndicats au premier chef, le C.N.J.A. créé dans la mouvance de la Révolution silencieuse, la F.N.S.E.A., revigorée par cet appel d'air et de jeunesse, l'I.V.D. et les S.A.F.E.R., les G.A.E.C., les G.F.A., les C.U.M.A., les groupements de producteurs... Il en fut de même pour ce qui est de la coopération, du crédit, de la mutualité, du développement...

Aucune autre profession ne s'est dotée d'un tel arsenal d'organisations collectives. Ce n'est pas par je ne sais quelle manie de l'institution que les paysans ont imaginé une si grande variété de structures qu'ils ont appelée à juste titre "la politique des structures". Ils ont vu chaque fois dans l'organisation créée pour un service précis, une solution originale à une question vitale pour la profession, fournissant une arme pour un combat, un outil pour un travail, dans tous les cas un moyen pour agir de façon efficace et solidaire. Ils ont ainsi usé dans la vie sociale de l'imagination polymorphe, des savoirs et des savoirs-faire multiples que le paysan moderne doit conjuguer dans son travail. A la fois travailleur manuel et technicien qualifié, décideur et gestionnaire, commerçant pour la vente de ses produits, le paysan moderne est au sens étymologique du terme un polytechnicien de la vie quotidienne. Pour accomplir toutes ces tâches il est aussi devenu le militant des organisations dont il s'est

doté. "Ce mariage dans un seul homme du gestionnaire et du militant, aucune couche sociale ne l'a réussi en France".

Plus profondément enfin, les formes multiples et variées de l'organisation professionnelle, j'insiste sur le caractère souple et varié de l'organisation, sont les moyens les plus sûrs pour des hommes et des femmes de toutes les régions et de toutes les générations, d'assumer dans la vie concrète et pas seulement en paroles, ces valeurs d'initiative, de responsabilité et de solidarité qui sont à la fois la cause et l'effet de la vitalité du monde paysan.

## **L'ATTACHEMENT A LA TERRE, FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ**

Les mêmes valeurs et la même méthode ont été mises en œuvre pour élaborer "progressivement et empiriquement, une solution originale à la propriété des sols".

La question de la propriété est au cœur du métier d'agriculteur et des valeurs qui s'y rattachent. Le projet paysan l'affirme d'entrée de jeu : "Le monde agricole est fondé sur la propriété de l'outil de production par des agriculteurs familiaux". Et quelques lignes plus loin : "Pour nous, la propriété ou le contrôle de l'outil de production fonde la responsabilité des paysans, leur autonomie".

Or en 1955, la modernisation de l'agriculture induite par la révolution des techniques, oblige à "accroître la taille moyenne des exploitations et le départ de nombreux paysans vers les villes va faciliter ce changement". Mais le prix de la terre ne cesse de monter en raison de la mentalité française qui voit dans l'or, la terre et la pierre, des valeurs sûres où se réfugient des capitaux improductifs. Ainsi se pose une question décisive pour l'avenir de l'agriculture : "La redistribution des terres libérées par l'exode. Ironent-elles agrandir les fermes de 100 à 200 hectares ? Permettront-elles aux petites entreprises de devenir des exploitations modernes ? C'est tout le modèle américain qui se joue alors".

On sait que de nombreux experts penchaient pour une solution "à l'américaine". D'autres, moins nombreux, rêvaient, au mépris des faits, d'une collectivisation à la soviétique qui laverait la France du péché capitaliste de la propriété. Deux manières de déposséder les paysans de leur responsabilité personnelle.

Il faut donc trouver une solution originale entre l'idéologie industrielle de la grande dimension et l'idéologie communiste de la propriété étatique. Fort heureusement, dans l'esprit paysan que les amateurs de changement auraient intérêt à imiter, "la vie, la vie réelle contourne les idéologies et invente des solutions".

## **UNE SOLUTION ORIGINALE**

Ici encore, il importe de souligner la méthode pratiquée on affirme la valeur, la responsabilité de l'exploitant agricole, obligeant à maintenir, qu'on le veuille ou

### *Le monde paysan : un dynamisme constructif*

non, le droit de propriété, lié à la personne, considérant, selon un mot de Mounier repris par Debatisse, que "le problème de la propriété est le problème d'une situation humaine".

Nous tenons tous les bouts de la chaîne : il faut affirmer la valeur intangible de la responsabilité, maintenir le droit de propriété qui cependant ne peut être figé puisqu'il doit se conformer à "une situation humaine", évoluant à travers le temps. La situation dans les années 60 commande une redistribution des terres pour constituer des unités de production viables et empêcher la formation de grands domaines débouchant sur la prolétarianisation des paysans.

Michel Debatisse raconte comment il a soumis un projet de cette nature aux experts agricoles du Général de Gaulle et de Michel Debré, alors Premier Ministre. Ainsi ont vu le jour l'institution des S.A.F.E.R. avec le droit de préemption et d'autres éléments contenus dans les lois de 60-62.

On connaît les critiques adressées aux S.A.F.E.R., les insuffisances qu'on leur reproche. Il n'empêche qu'elles ont progressivement redessiné la carte de la propriété rurale française. Elles restent un instrument de contrôle des sols, dont le mérite essentiel est d'être dans les mains des agriculteurs par l'intermédiaire de leurs organisations.

Les paysans ne sont pas contre les réformes puisqu'ils n'ont cessé d'en proposer et d'en faire. S'ils refusent les offices fonciers cantonaux, à la mode socialiste, c'est

qu'ils y voient la confiscation de leur contrôle des terres au profit des élus locaux et de l'administration. "La terre, progressivement, deviendrait propriété des collectivités, et donc ensuite de la collectivité". Et ce serait la mort de l'exploitation familiale à responsabilité personnelle.

### **LE PAYSAN, GARDIEN DE L'ÊTRE**

Le paysan est donc attaché à la terre par un souci de responsabilité et d'efficacité économique.

Mais n'y a-t-il pas un sens plus profond à cet attachement ancestral ? N'est-il pas porteur d'une valeur de civilisation, fondamentale pour la communauté, lui assurant la stabilité et l'équilibre, la durée et la permanence dans l'être ? Une société totalement urbaine, technicienne et mécanique, rompant nécessairement avec ses racines, condamnant les hommes et les choses à un bouleversement incessant qui est sans doute un facteur de progrès, risquerait d'être désaxée, dangereuse pour les personnes, pour leur intégrité physique et spirituelle. Les grandes migrations saisonnières des citadins vers la campagne, bien que souvent aberrantes et confuses, en sont un témoignage.

Plus encore que gardien de la nature, non pas dans le sens du musée mais par un travail économiquement efficace comme nous venons de le voir, le paysan est fondamentalement gardien de l'être et du sens de la vie que l'aventure technicienne, dont je n'ignore ni la grandeur ni la nécessité et que les paysans ont eu raison d'adopter, risque de nous faire oublier.

Nous vivons dans un univers de choses sans cesse manipulées, dissociées et recomposées, qui nous donne une puissance inconnue jusqu'alors mais nous détourne de la merveille de l'être, de sa consistance, son unité et sa durée. Le poète et le philosophe nous le rappellent. Ils sont de ce fait les gardiens de l'être. J'ajoute le paysan, par son enracinement dans la terre. La parole du poète, le verbe du philosophe, le logos grec repris dans le prologue évangélique de Jean, la terre ouvragée par le travail paysan ne sont-ils pas les matrices nourricières de la civilisation ? Le pain, la parole et la pensée.

Mais l'être, caché au cœur du réel, séjourne dans le calme et la durée. On ne peut le voir que la nuit après l'agitation du jour selon la métaphore de Hegel : "L'oiseau de Minerve prend son envol à la tombée de la nuit".

Pour donner tout son sens et sa profondeur à la propriété paysanne, Debatisse reprend à son compte l'image hégélienne dans un texte qui nous invite à la méditation : "En fait, l'agriculture est l'un des secteurs industriels qui a fondamentalement besoin de la durée, du calme. "L'oiseau de Minerve prend son envol à la tombée de la nuit". Il a besoin de cet environnement pour déployer ses grandes ailes et évoluer majestueusement. La propriété pour le paysan est ce qu'est la nuit pour l'oiseau de Minerve. Otez la propriété, le dynamisme disparaît. Tous les pays qui se sont précipités dans cette aventure ont fait s'envoler à jamais le bel oiseau".

## L'ÉTAT ET LES PAYSANS

Je disais en commençant que le projet paysan est un projet de démocratie économique et sociale, qui pourrait être étendu à d'autres secteurs de l'économie. Après la deuxième guerre mondiale, les paysans ont rencontré l'Etat avec lequel ils ont finalement établi un type de rapport qui ne se retrouve nulle part ailleurs. Ici encore, non point en vertu d'une théorie mais par une pratique expérimentale et progressive.

Les paysans ont compris qu'ils avaient besoin de l'Etat sans pour autant se laisser ligoter par lui. L'Etat a besoin des paysans, bien que son souci premier soit l'industrialisation. Mais l'Etat a saisi l'importance de l'agriculture "parce qu'elle joue un rôle de premier plan dans la négociation internationale".

A partir de cette double donnée, il s'est noué entre l'Etat et les organisations agricoles, une concertation continue dont la "conférence annuelle", instituée en 1971, est l'expression manifeste. Il s'agit en l'occurrence d'une concertation sur les questions principales d'actualité pour prendre des décisions communes. Il me paraît utile de rappeler que la concertation n'est pas la consultation, mais la volonté réciproque "de se mettre d'accord pour agir de concert".

La concertation ne signifie pas que l'on soit spontanément accordé. Elle naît au contraire du fait qu'il y a des divergences de points de vue, voire des oppositions ou des antagonismes. Son esprit et sa méthode consistent à

chercher une position commune faisant l'objet d'un contrat périodiquement renouvelable mais qui ne peut être obtenu que par un ou des compromis. Michel Debatisse fait à ce propos l'éloge du compromis qui, selon une remarque de Michel Crozier, est l'inverse de la compromission. "Le premier scelle un accord où chacun des interlocuteurs trouve ses avantages au prix de quelques sacrifices. La seconde masque une opposition radicale que personne n'a réussi à surmonter. Le compromis est un progrès, la compromission, un recul".

L'observateur politique ne manquera pas de remarquer que cette démarche, inédite en France, est mise en œuvre dans les pays anglo-saxons. Elle est aussi une pratique constante de la social-démocratie.

Mais en France les hommes de gauche, fascinés par le parti communiste, ont généralement méprisé la social-démocratie. Et c'est sans doute l'une des raisons qui a conduit le pouvoir socialiste à établir de nouvelles règles du jeu, comme celles découlant de l'institution des Offices. Le refus de Debatisse est justifié une fois encore par le même parti-pris démocratique : l'office est une façon pour l'Etat de prendre en charge l'agriculture, court-circuitant les organisations professionnelles. Avec les offices "les institutions intermédiaires ne sont plus les lieux de rencontres de l'Etat et des exploitants, mais simplement les moyens dont le pouvoir se dote pour prendre en main et en charge l'ensemble de l'agriculture française".

## ET L'EUROPE ?...

Les agriculteurs sont attachés à l'Europe, malgré les crises qui la secouent. Ils y trouvent leur intérêt, entend-on dire souvent, oubliant les contraintes et les disciplines imposées par ce lien communautaire, peu ressenti par les autres secteurs de l'économie.

Si les paysans ont bénéficié du Marché commun, c'est l'Europe toute entière qui en a tiré le plus grand profit. "Le Marché commun a permis à chacun des pays de la Communauté de franchir une étape économique décisive". Il "a accéléré non seulement les échanges à l'intérieur des Dix, mais aussi à l'extérieur". Quant au consommateur, il ne sait pas, car on ne le lui a pas dit, que "la productivité de l'agriculture européenne a augmenté de 6% par an durant 20 ans" et que "de 1970 à 1980, la baisse des prix relatifs dans l'alimentation fut de l'ordre de 4% par an".

L'Europe est malade mais personne ne souhaite qu'elle meure, car pour survivre, elle "dispose d'un nombre de cartes limitées : sa technologie dans les secteurs de pointe... et son agriculture".

Il faut donc réveiller l'Europe, la réanimer en se souvenant "que le couple agriculture-industrie est indissociable". Et pour cela, Debatisse fait trois suggestions. "Les Dix doivent définir en commun une politique de l'énergie et en fixer les règles". "Il faut harmoniser les charges salariales et les rythmes d'augmentation des salaires". Ces deux décisions "toucheraient les problèmes clés

d'aujourd'hui ; la seconde tout particulièrement accrocherait l'attention des salariés à une décision annuelle communautaire. L'Europe ne serait plus seulement une réalité dans les campagnes, mais aussi dans les banlieues des villes". Enfin, "en matière agricole, il n'existe qu'une issue incontestable : c'est un retour aux principes du Marché commun agricole".

Unie et décidée, l'Europe pourrait devenir une grande puissance comparable aux Etats-Unis, pour l'exportation de produits agricoles mais aussi dans d'autres domaines. Hélas, ce qui manque à l'Europe, ce ne sont ni les moyens, ni les hommes, ni l'imagination, mais la volonté politique, la volonté tout court.

## LA SOLIDARITÉ A L'ŒUVRE

Traditionnellement, le paysan a toujours été producteur et vendeur. Comment peut-il le rester au siècle de la technique et de la grande industrie ?

Pour l'une et l'autre fonction, la production et la vente, le projet paysan a mis à fond sur la solidarité professionnelle. Pour trouver leur place légitime dans la société face aux puissants, les paysans ont compris la nécessité de s'associer. "La solidarité n'était pas seulement la forme moderne de la charité chrétienne, l'expérience pratique de notre quotidienneté, elle était aussi l'expression d'une stratégie sociale susceptible de transformer des solitudes en une force".

La méthode est toujours la même : on bricole, on invente des formes originales de groupes ou d'associations qui trouveront par la suite leur statut juridique. Ce sont les C.U.M.A. pour l'achat et l'utilisation en commun de machines ; les G.A.E.C. grâce auxquels "plusieurs fermes peuvent être gérées ensemble".

Enfin, pour ce qui est du crédit, de la transformation et de la vente de leurs produits, les paysans ont créé, recréé ou développé un ensemble impressionnant de coopératives.

Le mouvement coopératif, rappelons-le, est né au siècle dernier en Angleterre, pour s'étendre à la France et à l'Europe. Des socialistes comme Proudhon et des chrétiens-sociaux y voyaient le moyen d'une appropriation collective de la propriété, non par l'Etat mais par les producteurs eux-mêmes, ainsi qu'un partage du pouvoir et des décisions.

L'histoire dira un jour pourquoi le mouvement ouvrier n'a pas suivi cette voie, en raison sans doute de l'idéologie marxiste prédominante.

Seuls les paysans, et particulièrement durant ce dernier quart de siècle, ont donné une ampleur, un pouvoir et une puissance considérables à leurs coopératives. Debatisse décrit dans ses grandes étapes l'histoire des coopératives céréalières et laitières, montrant le chemin parcouru en peu de temps pour les adapter aux formes modernes de l'industrie.

Mais à côté des coopératives, il y a les industries agro-alimentaires, dont certaines sont très éloignées de

l'agriculteur. C'est ici que surgit le concept d'inter-profession, nouvelle expression de l'imagination des paysans pour conserver le plus loin possible leur responsabilité solidaire, en unissant pour une stratégie commune les producteurs et les industriels.

Mais il faut dépasser ce stade et la grandeur une fois encore anime le projet paysan : "Nous ne gagnerons la partie, dont l'enjeu suprême est évidemment national, qu'à condition d'unir et de coordonner rationnellement les efforts de l'industrie, de l'agriculture, des services. Les banques, le commerce ont leur place autour de la table. L'Etat bien sûr. Tout autant les syndicats et les consommateurs qui commencent à comprendre que l'équipe France en définitive gagne ou perd ensemble".

Qui oserait encore parler du corporatisme ou des intérêts égoïstes et sectoriels des paysans français ?

## L'APPEL DU GRAND LARGE

"Bref, la France ne peut être la France sans la grandeur". Cette phrase du Général de Gaulle est reprise en exergue au dernier chapitre du livre : "vendre partout".

"Voilà le problème central : Les exploitants français ne doivent plus seulement maintenant viser le marché européen, mais le marché mondial".

Habité par cette vision, utopique aux yeux de beaucoup, par cette idée large de l'agriculture française et pour la concrétiser, Michel Debatisse est devenu un homme politique, Secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires. Force de l'ambition, dira-t-on, appétit de pouvoir ? Pourquoi pas ? J'ai toujours pensé que ceux qui prennent des responsabilités majeures dans la société devaient aimer le pouvoir et même le désirer, à condition d'en user pour servir une idée ou un idéal. Et c'est bien ainsi que Debatisse conçoit le pouvoir d'Etat : "J'ai pensé, je pense toujours qu'à un moment donné le pouvoir d'Etat confère le droit ou mieux, le devoir de créer les conditions facilitant la marche des hommes vers des idées et des idéaux". Et plus loin, à propos de son ministère : "J'étais à la place où je voulais être : celle de la promotion des idées".

Cette grande idée pour l'agriculture française est appelée par l'avenir : six milliards d'hommes à nourrir en l'an 2000. Le 21<sup>e</sup> siècle verra rapidement un doublement de la population, mais il n'y aura pas doublement des terres exploitables. "Convenablement exploitée, la Terre, la vieille Terre pourra nourrir ces générations qui se profilent déjà à l'horizon des deux siècles à venir". La France est bien placée pour cette grande tâche puisque chez nous les surfaces exploitées "représentent 34,5 millions d'hectares".

En attendant et dès aujourd'hui, il appartient aux producteurs français d'affronter le marché mondial qui est un objectif à leur portée. Il y a des acheteurs potentiels partout dans le monde et en France des producteurs capables de répondre à une grande demande, car "la France est l'un des pays du monde qui dispose d'une impressionnante réserve de production".



Pour gagner ce pari, il faut développer l'agressivité commerciale et se doter de moyens appropriés. Il faut forger des sociétés de taille internationale, disposer d'hommes compétents et d'équipes spécialisées, obtenir des modes de financement permettant à la France de pénétrer en force sur les marchés internationaux.

Ces impératifs, qui demandent une action commune des agriculteurs, des industriels et de l'Etat s'imposent, car "l'avenir national dépend de la production agricole française et de sa capacité à exporter".

## LES PAYSANS FRANÇAIS ET L'ESPÉRANCE DES PAUVRES

Le livre s'achève sur une vision à la fois simple, grandiose et généreuse. La France a d'autres raisons que le commerce de se tourner vers le grand large.

"Il se trouve que nous sommes à la fois un pays de vieille agriculture et un pays d'agriculture nouvelle". Depuis un quart de siècle, comme nous venons de le voir, les paysans français ont accompli une longue marche qui les a fait passer du moyen-âge à la modernité. La pauvreté, le manque de connaissances, de moyens mécaniques et financiers, bref le sous-développement était encore leur lot, "à l'époque où Charlot faisait rire le monde en décrivant les Temps modernes". Ce passé récent est encore vif au cœur et à la mémoire des femmes et des hommes des provinces françaises.

Ainsi, les paysans français se trouvent "dans une proximité spirituelle avec de nombreuses nations du tiers monde". Ils sont plus proches du fellah égyptien que de l'ouvrier agricole du Middle- West.

Cette proximité n'est pas qu'une attitude du cœur et de l'esprit, bien qu'essentielle, mais elle vient de la condition concrète de l'exploitant français. "Entre la condition mosaïque du fellah et celle, mécanicienne, de l'ouvrier agricole américain, il y a celle de l'exploitant français".

Ainsi, l'agriculture française peut être un modèle de développement pour les pays du tiers-monde. Mais le modèle n'est pas ici conçu à la manière des constructions intellectuelles, plus ou moins sophistiquées, dont s'enchantent les économistes et les savants. Son secret tient en deux mots : l'entraide et la volonté. J'ajouterai l'espérance, la petite fille espérance dont Dieu lui-même s'étonne au dire de Péguy, l'espérance qui est la force des humbles et des pauvres quand l'idéologie ne les a pas dénaturés.

Le paysan brésilien, comme le paysan français, "attaché à sa terre, au paysage devant lequel il est né, souhaite éviter la prolétarianisation, passage obligé du modèle américain. En même temps, il connaît désormais les conditions de vie et de travail du paysan soviétique". Et ceci est vrai pour l'ensemble des paysans pauvres du tiers-monde.

Quelle que soit la bonne volonté des personnes, "l'assistance financière et l'assistance technique débouchent sur des impasses si les paysans ne comprennent pas ce qui

leur arrive. Le retour aux pratiques culturelles d'hier est, dans la plupart des cas, impossible. On ne revient pas en arrière, surtout lorsque l'on doit nourrir cinq ou dix bouches supplémentaires. Là-bas comme en France autrefois".

Il faut donc aller de l'avant et inventer, selon la culture et le génie propre à chaque peuple, des formes originales de développement comme le firent naguère les paysans français.

Mais il appartient aux paysans français d'être solidaires de cet effort. "C'est une tâche qui implique non quelques sociétés de négoce plus ou moins multinationales, mais l'ensemble des paysans français qui ont "quelque chose à dire" et à apporter au tiers-monde. Il faut que la solidarité devienne notre mode de relation avec des pays qui attendent de la France et de ses paysans des gestes concrets, l'apport de leur efficacité agricole et le moyen de leur survie économique".

Nulle part il n'existe de solution miracle. "C'est la détermination des hommes et la solidarité existant entre eux qui font tout. Or, les paysans sont une race. Ils connaissent les règles de l'entraide et le pouvoir de l'obstination. Caporalisés, ils ne servent à rien. Individualisés, ils sont perdus. C'est le village, le clan, la tribu qui peuvent collectivement recevoir des aides, comprendre les procédés, imaginer leur adaptation et, prudemment, les expérimenter".

Debatisse et ses amis n'ont cessé de relever des défis et d'engager des paris qu'ils ont gagnés. Le projet paysan s'achève sur un ultime pari aux dimensions de la planète : "Est-il possible de marier l'exportation de produits, d'entreprises modernes et celle d'un modèle de développement greffé sur les pratiques traditionnelles ?"

Ce pari comme tout pari est risqué, mais s'il est gagné, ne conduit-il pas les paysans français à former leurs concurrents de demain ? Écoutons pour terminer la courageuse et fraternelle réponse de Michel Debatisse : "En effet. Je pars du principe tout simple qu'il ne faut gâcher ni un homme ni un hectare de terre. Il me semble que tous ceux qui produisent sont moins mes concurrents que mes associés. Sur une terre, où nous sommes maintenant nombreux, la guerre économique ne sera pas l'ultime étape de notre évolution. Progressivement la nécessité nous imposera de nous adapter tous ensemble à un monde multiple et plus petit qu'il n'y paraît. Ceux qui choisiront d'être aidés par nous seront finalement nos amis".

Jean CONIHL

(1) Michel Debatisse : *Le projet paysan*, Ed. du Seuil, avril 1983. Dans un précédent numéro de France-Forum, Jean Ouachée a noté déjà l'intérêt de cet ouvrage.

(2) *La Révolution silencieuse*, Calmann-Lévy, 1964.

(3) *Le projet paysan*, page 9. Toutes les citations dans le texte font référence au livre de Debatisse, les pages ne seront plus mentionnées.

(4) J.A.C. : jeunesse agricole chrétienne.

(5) La méthode d'analyse est celle du "voir, juger, agir".

# UNE SOCIÉTÉ VÉGÉTALE : LA FORÊT

par Jean-Marie PELT

*Après "Les plantes : amours et civilisations végétales", "La médecine par les plantes", "Drogues et plantes magiques", "L'homme renaturé", notre collaborateur Jean-Marie Pelt, Président de l'Institut européen d'Ecologie, publie aux éditions Fayard "La vie sociale des plantes". Ce livre original aborde sous un jour entièrement neuf un domaine encore mal connu de la vie des plantes. Les plantes ont une vie sociale. Comme nous, elles forment des associations, s'organisent en société, et obéissent à des lois qui régissent nos propres comportements individuels ou collectifs.*

*Sait-on que mousses et lichens sont les pionniers du monde des plantes, ce qui les expose, comme tous les pionniers à bien des déboires ; que la jacinthe d'eau est une envahisseuse au moins aussi redoutable que les hordes de Gengis Khân ; que les plantes connaissent aussi le chômage, mais le résolvent mieux que nous ; que les champignons sont les hippies de la nature ; que certaines plantes vivent dans des réserves comme les Indiens ; que d'autres déploient pour se faire la guerre les stratégies les plus sophistiquées de la guerre moderne ; mais qu'elles développent aussi d'émouvantes formes de solidarité, allant jusqu'à l'amour le plus exclusif et le plus pur ? A vrai dire, l'histoire des plantes ressemble à ce point à la nôtre qu'on peut la comparer par exemple à celle du judéo-christianisme, ce que l'auteur fait non sans une certaine audace...*

*Nous avons choisi dans son ouvrage quelques pages consacrées à la forêt.*

**B**ien plus que le champ cultivé, le jardin ou la prairie, la forêt évoque la nature avec sa végétation luxuriante, ses animaux sauvages et la pénombre silencieuse du sous-bois. Pourtant, nos forêts elles aussi sont aujourd'hui cultivées, jardinées, gérées par l'homme qui tente d'en tirer le meilleur profit ; la forêt n'est plus celle que connurent les légions romaines pénétrant en Gaule, où les arbres mourraient de leur belle mort et dont la physionomie laissait une impression chaotique bien différente de celle de nos belles forêts ordonnées et organisées par l'homme. La forêt naturelle, vierge, c'est sous les tropiques qu'il faut la chercher, dans ces immenses réserves biologiques que sont encore - mais pour combien de temps ? - les denses forêts équatoriales, où la nature exprime sa luxuriance et son exubérance, ignorant les variations saisonnières et le long dépouillement hivernal de nos climats.

## SILENCE ET DORMANCE HIVERNAUX

Nos forêts traversent en effet l'hiver à l'état d'hibernation. Les graines gisent sur le sol et accumulent mystérieusement

la ration nécessaire de froid, variable d'une espèce à l'autre, qu'elles requièrent pour germer. Faute de cette vernalisation obligatoire, pas de germination possible : c'est la raison pour laquelle la plupart des graines de la forêt ne germent jamais à l'automne, après leur chute, quelles que soient les conditions de température et d'humidité.

Le maintien des graines à l'état de vie latente est la manière classiquement adoptée par la plupart des plantes des régions tempérées pour passer sans dommage la longue saison hivernale. Quant à la plante elle-même, elle disparaît peu ou prou en hiver : totalement s'il s'agit d'une espèce annuelle qui ne persiste qu'à l'état de graine, partiellement s'il s'agit d'espèces vivaces. Ainsi, des herbes vivaces comme le muguet, le sceau-de-salomon ou la scille demeurent-elles dans le sol sous forme de bulbes ou de tiges souterraines, attendant le retour du printemps pour faire jaillir une nouvelle tige à partir du bourgeon terminal, toujours caché en terre ou à ras de sol. Quelques espèces herbacées comme le fraisier ou la pervenche conservent leurs feuilles sous la neige. Enfin,

les arbres offrent le spectacle de leur squelette décharné, où les bourgeons formés en automne hibernent comme des graines et accumulent eux aussi leur ration de froid. Seuls quelques feuillus, comme le lierre, le buis ou le houx, et tous les conifères - sauf le mélèze -, conservent en hiver leur verte parure, bien que leur vie soit aussi suspendue, maintenue à l'état latent : ainsi une forêt de conifères cesse-t-elle presque totalement sa production photosynthétique en hiver. La vie animale, en revanche, reste plus active, encore que de nombreuses espèces hibernent ou passent l'hiver sous forme d'œuf, de larve, de chenille...

## LES JEUX AMOUREUX DU PRINTEMPS

Sèche et glacée, couverte de son manteau de neige, la forêt dort. L'arbre dévêtu, immobile, fait le mort. C'est hiver. La grande usine est en chômage ; en "intempérie", comme dans le bâtiment. La nature aussi a droit au repos.

Puis le soleil remonte dans le ciel, la nature fidèle lit à ce signe le retour de beaux jours. En franchissant chaque année à l'équinoxe de printemps le cap de l'équateur, le soleil déclenche l'immense marée végétale, tandis que la mort automnale s'étend peu à peu sur les terres australes. Lorsque ici tout commence, là-bas tout s'accomplit. Les hémisphères se partagent tour à tour le privilège du printemps.

Car le signal du réveil printanier n'est pas, comme on le croit souvent, le réchauffement de la température ; c'est bien plus l'augmentation de la longueur des jours qui déclenche le démarrage de la végétation. Une brusque augmentation de température en janvier ne produit aucun effet, car les journées sont trop courtes et les plantes ne se "laissent pas avoir" par cette illusoire amélioration des conditions météorologiques, comme si elles pressentaient les risques de gelées printanières.

Le printemps est donc le privilège des régions tempérées ou froides, où la longueur des jours varie considérablement en fonction des saisons. La nature équatoriale ignore au contraire les saisons, puisque la longueur des jours et des nuits y est égale tout au long de l'année, comme d'ailleurs la température ou le volume des précipitations. Dans ce monde sans saisons, la nature autorise chaque espèce à vivre suivant son rythme propre : chaque espèce d'arbre perd, par exemple, ses feuilles selon une périodicité qui lui est propre, et sans aucune concomitance avec le rythme de ses voisins. Sous nos climats, au contraire, le rythme saisonnier impose à toutes les espèces d'évoluer au "même pas", bien que des subtils décalages à haute signification écologique puissent être observés.

Ainsi, la plupart des herbes du sous-bois fleurissent-elles abondamment bien avant que les arbres ne se couvrent de feuilles. L'anémone sylvie, le perce-neige, la ficaire donnent le signal du départ, en mars ou avril, bientôt suivis par la scille, la primevère, la cardamine et la violette. Merveilleux et délicat spectacle que celui de ces sous-bois printaniers, ponctués de mille corolles

blanches, jaunes ou bleues, alors que les arbres sont encore dégarnis. Ces herbes, par leur floraison hâtive, manifestent la singularité de leurs exigences écologiques : plantes de pleine lumière durant la période de floraison, elles deviennent des plantes d'ombre durant la phase de maturation des fruits. En effet, après une coupe à blanc, toutes ces espèces que la frondaison des arbres ne protège plus disparaissent aussitôt, incapables de résister à une intense insolation estivale. Le vocabulaire écologique est fort explicite lorsqu'il considère ces herbés comme strictement "inféodées" aux arbres, dont elles dépendent totalement, sous lesquels elles vivent et sans lesquels elles ne vivraient pas !

Tandis que ces herbes s'empressent de fleurir avant que les frondaisons des arbres ne viennent limiter la lumière disponible, les arbres à chatons en font autant, mais pour une tout autre raison. Leur pollen étant disséminé par le vent, l'écran des feuilles risquerait de gêner la bonne diffusion de cette semence mâle, si elle devait se faire après leur apparition. Aussi, pour assurer la parfaite efficacité de la pollinisation, ces arbres mûrissent-ils leurs chatons avant de revêtir leurs feuilles. Leur regroupement en populations denses dans la forêt favorise également une bonne pollinisation, le pollen produit par les chatons mâles ayant d'autant plus de chance de rencontrer un chaton femelle que les arbres émetteurs et récepteurs sont plus rapprochés. Ce mode de pollinisation par le vent caractérise donc des arbres "sociaux" comme le bouleau, l'aulne, le charme, le hêtre, le chêne, qui vivent généralement en groupes et forment la strate arborescente de nos forêts.

La pollinisation terminée, la forêt se couvre de feuilles, en même temps que s'éteignent les fleurs du sous-bois. La forêt entre alors dans la phase estivale de son cycle. Les fleurs y sont plus rares, bien que quelques espèces réussissent à fleurir dans la pénombre, comment l'aspérule odorante, le lamier jaune, abondant dans les forêts de hêtres, ou les Graminées forestières. Pendant 200 jours environ, dans le cas moyen d'une chênaie-charmaie, la forêt conservera ses feuilles. Puis vient la phase automnale, phase de chute des feuilles et de diffusion des fruits.

## LES FRUITS DE L'AMOUR

Les plantes rivalisent d'astuce pour assurer une bonne diffusion à leurs fruits et à leurs graines : le vent dissémine les fruits ailés de l'orme, du charme et de l'érable, ou les graines poilues du saule, de l'aulne ou du peuplier. Pourvus de leur parachute ailé ou de leurs toupets de poils, ils vont là où la brise les porte. Les faines, les glands, les noisettes ou les chataignes, secs et beaucoup plus lourds, tombent sous les arbres qui les émettent : ce n'est plus un atterrissage en douceur, mais une chute en bonne et due forme. Mais les animaux gourmands vont prendre le relais : écureuils ou sangliers les dissémineront aux alentours. Quant aux arbustes comme le houx, les sorbiers, les ronces, les prunelliers, les sureaux, les cornouillers, le lierre, les viornes, ils ont presque tous choisi la troisième solution, celle des fruits charnus, drupes ou

baies, dont les oiseaux ensemencent - après consommation - noyaux et pépins. Il est vrai que le vent qui agite les cimes des arbres est à peine perceptible dans le sous-bois, ce qui donnerait aux arbustes de bien médiocres chances de disséminer les fruits par voie éolienne, s'ils l'avaient choisie. Le "contrat" qu'ils ont passé avec les oiseaux est tellement plus efficace et moins aléatoire !

- Autre exemple d'une remarquable adaptation aux conditions écologiques variables d'une strate à l'autre dans la forêt : seule parmi les arbustes, la clématite fabrique de petites houppes de fruits secs longuement plumeux et manifestement destinés à être dispersés par le vent ; mais elle a, il est vrai, l'avantage d'être une liane et de pouvoir par conséquent porter ses fruits en altitude ou sur les lisières où elle se complait particulièrement ; ces fruits, de surcroît, seront disséminés très tardivement, lorsque la forêt défeuillée offre en hiver une bien meilleure prise à la pénétration du vent : d'où ces houppes soyeuses qui restent, au plus fort de l'hiver, les seuls vestiges d'une végétation témoin dans une forêt squelettique et décharnée.

Entre-temps, les feuilles auront "observé" que la durée des jours diminue, ce qui déclenche leur chute, encore que chaque espèce suive son propre calendrier. Les hêtres mettent à se dévêtir une hâte plus grande que les chênes, comme si ces derniers, en conservant dans nos forêts tempérées leurs feuilles desséchées pendant une bonne partie de l'hiver, ne les quittaient qu'à regret. Peut-être, après tout - mais ce n'est qu'une hypothèse ! - se "souviennent-ils" que leurs ancêtres vivaient sous des climats plus cléments, comme le font aujourd'hui encore les chênes du bassin méditerranéen : le chêne vert, le chêne-liège des maquis et le chêne-kermès des garrigues qui, tous trois, restent perpétuellement feuillés. Mais en s'aventurant sous les climats à hivers rudes, ils furent contraints à s'adapter en adoptant le système des feuilles caduques en usage dans ces régions. Les résineux font bande à part : ils ont réussi à mettre au point, comme on le verra, un autre système de défense pour passer l'hiver sans trop de mal.

Avant de tomber, les feuilles perdent leur chlorophylle : la forêt prend alors son visage automnal, dû au démasquage des pigments jaunes du type carotène, toujours présents dans les feuilles, mais que la chlorophylle masquait jusque-là. Durant le long hiver, les feuilles mortes demeurent sur le sol, formant une épaisse litière que champignons et bactéries s'emploient à transformer, à digérer en quelque sorte : ils restituent ainsi au sol les éléments minéraux nécessaires au démarrage du cycle suivant, tout en constituant le précieux humus qui permettra qui permettra la pérennité de la vie forestière.

## LA STRICTE HIÉRARCHIE DES STRATES VÉGÉTALES

La forêt, où se succèdent les phases en fonction des saisons, superpose les strates en fonction de la taille des végétaux. Et chaque strate impose sa loi à celle qu'elle

recouvre. Qu'il s'agisse d'un taillis, d'une futaie ou d'un taillis sous futaie, la première strate est toujours celle des arbres : vue du ciel, elle moutonne et ondule comme la mer, masquant comme elle et ce qu'elle recouvre et ce qu'elle contient. Vient ensuite la strate des arbustes, puis celle des herbes, enfin, recouverte par les trois autres et tapie à ras du sol, celle des mousses. Cette stratification correspond à une utilisation rationnelle de l'énergie solaire : la quantité de lumière disponible diminue d'une strate à l'autre, au fur et à mesure qu'on se rapproche du sol. Les mousses ne sont point incommodées de la semi-obscurité où elles vivent ; plantes archaïques, descendantes directe des algues, il leur faut de l'eau pour se reproduire, car leurs spermatozoïdes nageurs ne savent pas, comme le pollen "inventé" bien plus tard, voyager sous le vent. Aussi se protègent-elles soigneusement des rayons solaires, blotties à même le sol sous les trois autres strates, afin de conserver le plus longtemps possible les eaux de pluie nécessaires à la migration de leurs spermatozoïdes : d'où aussi cette consistance d'éponge propre à tant de mousses.

Les herbes ne reçoivent guère plus de lumière que les mousses : environ 1 à 2 % de la lumière incidente en été sous un couvert de hêtres ! Aussi doit-on considérer les espèces accompagnatrices du hêtre comme des espèces d'ombre, très peu exigeantes et capables d'effectuer la photosynthèse avec des apports d'énergie fort limités. L'anémone jaune, le lamier jaune, l'aspérule odorante et le sceau-de-salomon font partie de ce cortège classique, indiquant traditionnellement la présence du hêtre. Les bouleaux imposent à leurs compagnons des conditions moins sévères, puisqu'ils laissent passer 15 à 20 % de la lumière incidente ; et les mélèzes sont encore plus généreux... ils se rattrapent, il est vrai, en répandant chaque année sur le sol une abondante litière d'aiguilles dont les émanations chimiques intoxiquent et incommode sévèrement la plupart des herbes qui se risqueraient dans leur sous-bois. Dans une forêt mal entretenue, c'est-à-dire proche des équilibres naturels, l'aubépine ou épine blanche, le prunellier ou épine noire, l'églantier, les ronces, les sorbiers, les cornouillers, les sureaux, les viornes forment des fourrés denses que recouvrent parfois le lierre et la clématite, les deux seules lianes de la forêt tempérée. L'une et l'autre se contentent pour leur photosynthèse de peu de lumière, mais non pour leur floraison : aussi le lierre rampe-t-il, très à l'aise dans la semi-obscurité du sous-bois ; mais ses petites fleurs riches en nectar ne s'épanouissent que dans les hautes frondaisons et produisent des baies violacées dont les oiseaux dispersent les graines.

L'arbre enfin est en position dominante : sa frondaison s'épanouit en pleine lumière. Si chacune a son tempérament propre, la plupart des espèces forestières manifestent néanmoins une relative souplesse écologique, comme par exemple le chêne ou le hêtre.

A cette stratification en altitude correspond une stratification inverse dans le sol, chaque strate exploitant un niveau différent selon la profondeur des racines. Il en

---

*Respecter la forêt dans ses fonctions naturelles, lui en affecter de nouvelles et préserver sa beauté*

résulte une utilisation rationnelle des minéraux disponibles, la compétition ne s'exerçant pas entre les différentes strates, mais uniquement entre les individus appartenant à la même strate. On n'imagine pas les minces filaments des mousses, qui ne dépassent jamais quelques centimètres, entrer en compétition avec les racines du chêne qui descendent à plusieurs mètres !

### **LA FORÊT : UNE SOCIÉTÉ DE CASTES**

La structure sociale de la forêt offre donc le modèle d'une hiérarchie rigoureuse, parfaitement ordonnée. Chaque strate maintient sous sa coupe la strate sous-jacente et lui fixe ses conditions de vie, notamment en ce qui concerne les quantités de lumières reçues et l'ambiance microclimatique. Les couches végétales évoquent les couches sociales ; elles offrent un modèle de compréhension des sociétés anciennes, caractérisées par la rigidité du statut social. Comme dans celles-ci, chaque espèce est contrainte de rester à sa place, "à sa strate", sans qu'aucune "promotion" puisse jamais intervenir. Aussi, la forêt évoque-t-elle davantage le système des castes indiennes que celui des sociétés modernes. Pas question ici de changer de statut ; pas question de "monter" d'une strate à une autre. On reste à vie dans sa strate,

comme dans sa caste. La forêt ignore les *self-made men*, les parvenus, les grands capitaines sortis du rang : point d'herbe qui devienne grand arbre ! Elle maintient, comme la nature tout entière le fait d'ailleurs, chaque individu et chaque espèce à sa place. Chacun occupe sa niche, accomplit sa tâche au profit de l'équilibre général, comme les organes d'un organisme (cerveau, cœur, foie, reins...), ou ceux d'une société (école, hôpital, usine, Sécurité sociale). L'équilibre fondamental repose sur la permanence des statuts de chacun. Le statut est propre à chaque espèce, héréditaire, transmis de génération en génération, immuable. La société de l'Ancien Régime était aussi construite sur ce modèle avec ses trois ordres : clergé, noblesse et tiers état. Toute promotion ne pouvait venir que d'en haut : du roi, du pape, des évêques, des seigneurs ; mais le fait même qu'elle fût possible prouve déjà qu'un peu de cette liberté propre à l'homme s'était infiltrée dans le système. En revanche, la promotion par compétition était sévèrement exclue, aussi bien au sein des six corps marchands que des corporations d'artisans, réglementant rigoureusement toute compétition par le système rigide et égalitaire du compagnonnage. Dans ces sociétés en apparence figées, où l'espérance des joies célestes compensait l'absence des promotions terrestres

- en tout cas pour les pauvres - chacun demeurerait en place et à sa place, fixé à son statut comme la plante à son support, de manière quasi végétale.

Les sociétés contemporaines offrent, à l'inverse, un exemple de grande mobilité sociale - avec plus ou moins de bonheur, d'ailleurs. D'où leur dynamisme et leur efficacité. Certains grands corps d'Etat excellent dans l'art de maintenir des hiérarchies rigoureuses tout en organisant en même temps leurs promotions. A la différence de la concurrence sauvage qui s'exerce par exemple sur le marché des cadres, ils régulent le système ! La fonction publique, en particulier - civile, militaire ou universitaire -, en organisant la promotion à l'ancienneté et au choix, tente de ménager au sein de chaque corps une régulation des promotions aussi satisfaisante que possible pour ses membres : encore que rares soient les simples engagés qui deviennent généraux, et que l'embouteillage des carrières universitaires, dont le corps n'a pu digérer l'énorme vague de recrutement et de promotion d'après 1968, soit saisissant !

Mais l'idée de promotion reste au centre du système. Libéralisme et socialisme s'accordent au moins sur cette idée de promotion, même si le premier s'emploie très prosaïquement à rendre possible celle du meilleur ou du plus fort - sans toutefois oser trop se l'avouer -, et si le second prétend réussir simultanément celle de tous - sans toutefois trop y croire. Il n'en résulte d'ailleurs pas nécessairement un accroissement du "bonheur national brut", car l'exacerbation continue des frustrations engendre ces sentiments d'échec et d'amertume aujourd'hui si répandus : nulle société ne peut évidemment promouvoir tout un chacun.

## COMMENSALISME ET COMPÉTITION

Les quatre strates, aériennes ou souterraines, de la forêt tempérée offrent un exemple parfait de ce que l'écologie appelle le commensalisme : les couches aériennes se partagent la lumière solaire, les couches souterraines la nourriture disponible ; comme de courtois commensaux, chacune se sert et prélève ce qui lui est nécessaire sans rien prendre à sa voisine.

Mais la nature est complexe et l'on doit se garder de simplifier exagérément les modèles qu'elle nous offre ; car si les quatre strates vivent en bonne intelligence, offrant un parfait modèle de coopération, il n'en est pas de même au sein de chacune d'elles, où une compétition sévère s'exerce entre individus. Il est évident qu'en forêt, les arbres s'allongent dans une fuite éperdue vers le haut, à la recherche de la lumière : se "faire une place au soleil" est une expression typiquement botanique ! Ce n'est que par extension que les hommes l'utilisent à leur propre compte. Le fait est spectaculaire dans une forêt d'épicéas, par exemple, où les individus les plus chétifs dépérissent, misérablement écrasés par les plus forts ; d'où l'inégalité de l'épaisseur des troncs, de la densité du feuillage, de la santé des individus. Il en va de même dans une forêt à feuilles caduques où le nombre d'individus diminue au fur et à mesure de leur croissance. Et le même phéno-

mène s'exerce naturellement en sous-sol, de sorte qu'en définitive, un équilibre exact s'établit entre la lumière et la nourriture disponibles d'une part, la densité de la population d'autre part. Equilibre naturel que l'homme dévie à son profit en réglementant la compétition par des systèmes de coupes et d'éclaircies, accentuant encore l'effet sélectif qui s'exerce au profit des individus les plus favorisés, au détriment des autres.

Il est remarquable de constater comment la compétition s'exerce avec une parfaite symétrie dans l'air et dans le sol. Les individus dominés par la frondaison des plus forts sont aussi écrasés par l'envahissement de leurs racines. Ils voient ainsi leur espace vital se réduire comme une peau de chagrin, au point de dépérir lorsque celui-ci ne suffit plus à leur survie.

Ainsi fonctionne, dans la forêt, le vaste monde des producteurs, c'est-à-dire des végétaux qui tous, quelle que soit leur taille, collaborent avec une discipline et une uniformité quasi militaires à une même tâche : la photosynthèse (1).

Mais ce sont naturellement les arbres qui feront l'essentiel du travail : le rôle de producteur photosynthétique dans son aspect purement économique, c'est-à-dire intéressant directement les hommes, leur est exclusivement dévolu. C'est pourquoi la forêt que nous connaissons en Europe tempérée est toujours, aujourd'hui, une création humaine.

Produit naturel vivant, l'arbre en effet se cultive ; mais toute action entreprise en forêt, notamment pour la gestion des feuillus, ne manifeste ses effets qu'un ou deux siècles plus tard, alors qu'un agriculteur n'engage jamais son terrain que pour une année. Le jardinage de la forêt est donc un travail délicat, qui ne porte ses fruits qu'à très long terme. Gérer une forêt ne s'apparente en rien aux rythmes des prévisions et des productions des denrées agricoles ou industrielles modernes. Peut-être est-ce là l'une des raisons qui conduisent tant de jeunes à rêver de ce métier, pour fuir le monde actuel où ils ne se reconnaissent plus.

---

## LES MULTIPLES ROLES DE LA FORET

Société végétale d'une haute complexité, plus proche que d'autres de la végétation primaire de l'Europe tempérée, la forêt joue sur la scène de la nature de multiples rôles.

En tant que principal producteur primaire par l'intensité de sa photosynthèse, elle fournit l'oxygène nécessaire à la régénération de l'air et à la respiration des animaux, ainsi que le bois dont les usages n'ont cessé de se développer avec l'augmentation de la demande en pâtes à papier : 100.000 exemplaires d'un journal correspondent à l'accroissement naturel d'un hectare et demi de forêt par an. La campagne présidentielle de 1981 a coûté 14.000 tonnes de papier sous forme de prospectus et d'affiches divers, soit 210.000 arbres. Si l'on recyclait - ce qui est

parfaitement possible - les 12.000 tonnes de papier rejetées chaque jour, le conseil que Ronsard donnait en 1584 aux bûcherons de la forêt de Gastine : "Ecoute, bûcheron, arrête un peu le bras", retrouverait toute son actualité ! Et la forêt recouvrerait alors ce qui sera peut-être demain sa vocation écologique primordiale : produire de la "biomasse", qui compte dès à présent parmi les principales sources d'énergie "verte", après transformation par fermentation en méthane ou autre carburant liquide...

La forêt accélère et entretient aussi le cycle de l'eau, contribuant par là à l'humidification des climats et à la régulation de la pluviométrie. Les grandes plaines céréalières d'Ukraine, largement ouvertes au vent et donc soumises au risque d'un dessèchement excessif, ont été quadrillées par des espaces boisés qui entraînent l'augmentation de la productivité agricole moyenne dans des proportions importantes.

La forêt protège également le sol, qu'elle contribue d'ailleurs à former et à enrichir par la lente élaboration de l'humus, fruit de la décomposition de la matière organique, et par la restitution des matières minérales résultant de la dégradation des feuilles mortes. Mais, en même temps, elle protège le sol de l'érosion par le vent ou par la pluie. La forêt est un brise-vent efficace, et on sait avec quel succès les plantations de pins effectués en 1860 par Brémontier contribuèrent à la fixation des dunes landaises.

Elle empêche aussi l'érosion des sols par les pluies ; en effet, le revêtement du sol par les litières mortes, l'enchevêtrement des racines, le feutrage des mousses, le tapis herbacé, amortissent la chute des eaux de pluie, freinées d'ailleurs par le feuillage des arbres dont elles s'égouttent à un rythme atténué. L'écoulement des eaux pluviales sera donc largement ralenti par la couche absorbante que

représente la végétation du sol : après une forte pluie, un mètre carré de mousse retient un kilo d'eau. La forêt forme alors une sorte de gigantesque éponge, susceptible d'écarter les pointes des débits fluviaux, de régulariser les sources, les rivières, phénomène surtout sensible en montagne où les pluies fortes et brusques peuvent provoquer la montée brutale des torrents. A l'inverse, des déforestations intempestives, en déboisant les bassins versants des rivières ou des fleuves, favorisent les inondations : l'exemple du fleuve Jaune en Chine est célèbre : ses crues catastrophiques sont la conséquence de déboisements déjà fort anciens, effectués en amont ; aussi le fleuve est-il aujourd'hui entièrement endigué sur des milliers de kilomètres. Les crues catastrophiques de l'Arno à Florence en 1966, et plus récemment à Morlaix, sont également les conséquences de déboisements mal conduits des bassins versants.

La forêt joue enfin un rôle dans l'absorption de la pollution de l'air, où elle forme un écran, parfois planté volontairement, entre des zones à fortes émissions industrielles et des zones urbanisées. Nouveau mode d'utilisation de la forêt, comme l'est également le concept récent de forêt de loisirs, destinées au tourisme plus qu'à la production. Les notions modernes d'écologie et de défense de l'environnement conduisent ainsi non seulement à respecter la forêt dans ses fonctions naturelles, mais aussi, dans certains cas, à lui en affecter de nouvelles, et de ne plus voir dans la seule production du bois son unique et traditionnelle fonction productive.

Jean-Marie PELT

(1) La photosynthèse est la capacité propre aux seuls végétaux verts d'utiliser grâce à la chlorophylle l'énergie lumineuse du soleil pour fabriquer de la matière vivante en captant le gaz carbonique de l'air et en le combinant à l'eau du sol. Cette synthèse s'effectue grâce à la lumière, elle s'appelle photosynthèse.

## *Les livres de nos collaborateurs*

### **La poursuite de l'essentiel**

par Jean ONIMUS

*Ed. Centurion*

### **Montmartre**

(ouvrage d'histoire et d'art)

par Yvan Christ

*Ed. Henri Veyrier*

### **La fin du travail**

par Michel DRANCOURT

*Ed. Pluriel*

### **Les nouveaux inquisiteurs**

par Etienne BORNE

*Ed. P.U.F.*

# LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

## 5 ANS D'ÉCU

Diable ou bon Dieu ? C'est la question quand on célèbre le 5<sup>e</sup> anniversaire du système monétaire européen. C'est le diable pour une partie de la gauche. Parce que le système aurait littéralement ligoté l'économie française, en enchainant le franc au mark. Cela aurait fait avorter la politique de relance dont la gauche avait absolument besoin pour financer ses largesses sociales et surtout pour faire reculer le chômage, ce pourquoi elle avait été élue.

Pour d'autres, y compris des hommes de gauche comme Jacques Delors, le SME c'est le bon Dieu. Il nous a retenu sur la pente fatale où une majorité inexpérimentée, théoricienne et généreuse allait nous entraîner. Sur les glaciers de la crise, la cordée monétaire européenne n'a pas seulement sauvé le franc, elle aurait aussi sauvé la France.

Rappelons d'un mot pourquoi le système monétaire européen avait été fondé, à l'initiative d'un socialiste allemand, Helmut Schmidt, et de deux libéraux français, Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre. L'Allemagne voulait consolider l'Europe et éviter que le mark ne s'envole trop souvent aux risques, un jour, de rendre les produits allemands trop chers à l'étranger.

La France aussi voulait renforcer l'Europe mais plus encore perpétuer ce que l'on a appelé le barrisme, c'est-à-dire une façon prudente de gérer les finances. C'est d'ailleurs grâce au SME, que l'on est passé sans le dire, et peut être même sans le savoir, du barrisme libéral d'hier au barrisme socialisant d'aujourd'hui. Après avoir hésité, François Mitterrand a tranché dans ce sens, il y a un an. Parce que sa politique internationale supposait une Europe solidaire face à la Russie surarmée et au dollar délirant.

Précisons tout de même le mécanisme. Le SME lie les monnaies européennes entre elles. Il ne les fige pas. La preuve : le franc a perdu 30 % par rapport au mark depuis mai 81. C'est normal, nos prix ayant beaucoup plus augmenté que les prix allemands. Le SME est même assez souple pour tolérer, éventuellement, la sortie temporaire d'une monnaie qui chercherait sa vraie parité en flottant quelque temps sur le marché.

En économie, il y a deux périls : la rigidité qui cache la vérité, et l'anarchie qui brouille la prévision.

Le SME ne rendra pas intelligents des gens qui ne le sont pas, ni efficaces des politiques aberrantes. Mais il réduit les rigidités extrêmes ou les anarchies incontrôlables. Ce n'est pas le paradis, mais un utile purgatoire.

13/03/1984



## L'INFLATION ET LE DENTIFRICE

Fichu indice des prix ! Encore, 0,7 % de hausse en février, d'après les chiffres provisoires. Comme le ministre lui-même avait déjà annoncé ce pourcentage en pré-publication, cela fait qu'on en parlera trois fois dans le mois. Car il y aura encore le chiffre définitif. Il paraît que cela met en rage les gens chargés des relations publiques du gouvernement. Je les trouve bien pessimistes. Car quand les indices seront bons, il auront trois titres de journaux successifs à la gloire du pouvoir...

Il est vrai qu'on accuse les journalistes de ne s'intéresser qu'aux mauvaises nouvelles et jamais aux bonnes. Notons qu'ils sont largement surpassés par quelques-uns des plus prestigieux leaders de la majorité. N'est-ce pas Georges Marchais et Henri Krazucki qui annonçaient trois millions de chômeurs pour la fin de l'année et Jean-Pierre Chevènement qui réclamait une dévaluation immédiate du franc de 15 % ?

Or les 3 millions de chômeurs Dieu merci, ne paraissent nullement acquis et pas davantage la nécessité de dévaluer de 15 %.

Après l'indice de février, nous avons une hausse des prix sur les 12 derniers mois proche de 9 %. L'écart avec les autres grands pays ne nous est guère favorable. Cela donne 4 points de plus que la Grande Bretagne, 5 points de plus que les Etats-Unis, 6 points de plus que l'Allemagne, 7 points de plus que le Japon, mais 6 de moins que l'Italie.

Or il y a un an, on a réévalué le mark et dévalué le franc, de telle sorte qu'on a effacé dans les taux de changes l'écart de prix de la période précédente. Si l'on devait recommencer l'opération dans les prochains mois, ce serait donc un réalignement monétaire beaucoup plus modeste qu'il faudrait réaliser : autour de 5 points.

Précisément, dirait Jean-Pierre Chevènement, c'est parce que notre présence dans le système monétaire européen nous contraint à négocier un taux de dévaluation qui ne gêne pas les Allemands qu'il faut sortir du S.M.E. et procéder à une dévaluation sauvage qui ferait baisser les prix de nos produits, Outre Rhin. Hélas ! dans le même temps, cela relancerait l'inflation chez nous et jetterait par terre les résultats des 18 mois de rigueur.

L'inflation, disait le président de la Banque Fédérale d'Allemagne, c'est comme le dentifrice : c'est plus facile de le faire sortir du tube que de l'y faire rentrer.

16/03/1984

## LE PRIX DE L'EFFORT

Face à ses interlocuteurs européens, le chef de l'Etat ne peut pas faire abstraction de ses soucis domestiques. Voilà un an il a choisi la rigueur parce que, dans un monde instable, il donne la priorité à la solidarité européenne. Le recentrage de sa politique économique, le soutien à l'installation de nouvelles fusées américaines en

Europe, le maintien du franc dans le système monétaire européen, ont donc une cause unique : l'Europe doit se ressaisir pour sa défense comme pour son développement.

Cette politique a une justification. Elle devrait aboutir à des résultats. Mais en attendant, elle a un prix. On a pu le mesurer avec les chiffres les plus récents, sur lesquels il faut revenir pour bien les comprendre.

La vague de chômeurs du mois de février est une des plus hautes que la France ait connue avec près de 60.000 demandes d'emploi supplémentaires en un seul mois. Ce qui porte le total à près de 2.200.000.

Contrairement à ce que l'on pense, ce n'est pas une brusque accélération des licenciements qui explique cette aggravation. Elle tient à deux causes : la France ne crée plus d'emplois depuis au moins une année, en outre, la politique sociale qui a consisté à mettre les jeunes en stage pour ne pas les mettre au chômage, trouve sa limite. Comme on ne crée plus d'emploi, lorsque le jeune sort de stage il devient malheureusement chômeur. Autrement dit, avec la politique suivie, on a décalé le chômage dans le temps, on ne l'a pas réduit.

Au moins espérait-on que de tels sacrifices sur l'emploi auraient des effets positifs sur les prix et sur l'équilibre extérieur. Pour l'instant, ces effets se font attendre. Les derniers indices de prix n'ont pas été bons. Le déficit extérieur, après une pause fin 83, semble repartir de plus belle avec un solde négatif de 4 milliards et demi en février, après 5 milliards et demi en janvier.

Evidemment, ce serait très préoccupant si les choses continuaient en ce sens. Mais je ne pense que ce sera le cas. Nous avons encore la possibilité réelle de ramener la hausse des prix cette année entre 7 et 8 %, ce qui nous ferait gagner deux points sur l'an passé. De même, la conjugaison d'une faible croissance en France avec une croissance plus forte à l'étranger, ne peut avoir que des effets favorables sur nos échanges extérieurs.

En résumé, aujourd'hui, nous cumulons tous les inconvénients. Mais, si nous sommes persévérants, il y a une chance, demain, d'obtenir certains avantages en contrepartie d'inconvénients persévérants. Car malheureusement personne ne sait, même pas les hommes qui nous gouvernent, comment toucher les bénéfices d'un effort sans en avoir payé le prix.

20/03/1984

## UNE NOUVELLE EUROPE

Il est bien vrai que Madame Thatcher a fait échouer le sommet européen de Bruxelles en élevant les enchères au-delà du raisonnable. Mais regardons plus loin. L'Europe vient de changer de cap et ce n'est pas seulement à cause des Anglais.

Si la question épineuse de la contribution britannique au budget communautaire n'est pas réglée, beaucoup

d'autres problèmes très difficiles sont en voie de solution. On a trouvé un compromis avec les Allemands pour faire disparaître les artifices monétaires qui faussaient le marché commun agricole. On a mis un frein à la production d'excédents de lait. On a modéré la hausse des prix agricoles. On a accepté le principe d'un relèvement des ressources du budget communautaire, dont une part plus importante sera consacrée à d'autres secteurs que l'agriculture.

Certes pour réaliser tout cela il faudra l'accord des Anglais. On ne pourra se passer d'eux que sur quelques questions limitées, comme la fixation des prix agricoles. Pour le relèvement des ressources du budget, c'est impossible. C'est bien pour cela que Madame Thatcher a fait la forte tête. Il n'existe aucun moyen juridique de la mettre à la porte.

Il faudra donc reprendre ce laborieux marchandage. Mais d'ores et déjà on voit où tout cela nous conduit. En premier lieu les autres membres de la Communauté demanderont qu'on limite l'écart entre ce qu'ils versent à la caisse européenne et ce qu'ils en reçoivent. Aujourd'hui cela concerne surtout les Allemands qui sont les plus gros payeurs; mais demain, cela nous concerne aussi, quand l'Espagne et le Portugal auront rejoint les autres pays pauvres de la Communauté, comme l'Irlande et la Grèce. Les riches paieront un peu pour les pauvres; pas beaucoup. En outre le Marché commun ne s'identifiera plus avec la politique agricole qui se trouvera partiellement renationalisée: le soutien des exploitations les moins productives reviendra à la charge des contribuables nationaux.

Cela contraindra les Européens à choisir: soit laisser dépérir la Communauté, soit lui donner d'autres objectifs, en matière de monnaie, de défense ou de technologie. Certains pays iront de l'avant; d'autres en resteront là. On appelle cela l'Europe à la carte. Conséquence logique de l'élargissement: plus la Communauté est européenne, c'est-à-dire plus elle couvre la carte de l'Europe, moins elle est communautaire. On ne fait pas à dix ou douze, ce qu'on pouvait faire à six. Élémentaire, mon cher Watson!

21/03/1984

## LA CRISE EST-ELLE FINIE ?

Beaucoup d'auditeurs ont du tendre l'oreille hier soir, sur Europe 1, en entendant Valéry Giscard d'Estaing déclarant: "La crise est finie". Voilà une grande nouvelle pour ceux qui cherchent un emploi, perdent du pouvoir d'achat, ou payent trop d'impôts. Il est vrai, que l'ancien Président de la République précisait aussitôt: la crise est finie chez les autres, mais pas chez nous, où demeure la crise du socialisme.

Quand une personnalité de ce niveau (polytechnicien, énarque, inspecteur des finances, ancien ministre des finances, ancien Président de la République), affirme une chose de cette importance (la fin de la crise), cela

mérite attention.

La crise est-elle donc finie chez les autres? Ce n'est pas facile de s'en convaincre quand on lit qu'au mois de février, le marché commun a connu un chômage record: près de 13 millions de sans emplois, soit 17% des travailleurs en Irlande, 15% aux Pays-Bas, 14% en Belgique, 13% en Italie, 12% en Grande-Bretagne, 11% au Danemark, près de 10% en France, un peu moins en Allemagne, où il est vrai, le chômage vient de reculer de façon spectaculaire. Comme aux Etats-Unis depuis plusieurs mois. Mais malgré cela, il est difficile d'affirmer que les Etats-Unis eux-mêmes sont complètement sortis de la crise, avec leurs 200 milliards de dollars de déficit budgétaire et leurs 100 milliards de dollars de déficit extérieur, sans parler de leurs banques, menacées de banqueroute par la faillite de leurs débiteurs en Amérique Latine.

Non, la crise économique mondiale n'est pas finie. Si l'on appelle crise cette longue transition entre deux âges de l'industrie, que nous vivons avec ses espoirs, mais aussi ses douleurs, en particulier, en matière d'emplois.

La situation de la France n'est évidemment pas indépendante de cet environnement. Ses difficultés ne tiennent pas seulement aux erreurs de ses gouvernants. François Mitterrand n'est pas seul coupable du chômage et des impôts, pas plus que Valéry Giscard d'Estaing ne l'était des mêmes maux. Il n'empêche, et sur ce point l'ancien chef de l'Etat a raison, qu'il y a une crise spécifique du socialisme à la Française, parce que les réalités ont ébranlé quelques-uns de ces tabous. Exactement, comme M. Giscard d'Estaing a lui-même reconnu que devant les faits, il avait changé.

On dit volontiers que deux choses peuvent changer un homme: un grand amour, ou un grand malheur. Nous souhaitons tous à MM. Mitterrand et Giscard d'Estaing d'avoir connu un grand amour. Mais je crois bien qu'en politique chacun d'eux aura connu un grand malheur.

26/03/1984

## A L'OUEST DU NOUVEAU

Des universités prestigieuses Stanford, Berkeley; des entreprises fascinantes concentrées dans la fameuse Silicon Valley: le chef de l'état français vient de visiter le nouveau "nouveau monde". Celui de la haute technologie, des micro processeurs, des PDG en baskets, de l'alliance entre le capitalisme et l'université. Ce n'est plus la conquête de l'ouest. C'est l'ouest à la conquête de l'Amérique. Il a déjà envoyé un cow-boy à la Maison Blanche et des micro-ordinateurs partout dans le monde. Il attire nos meilleurs esprits. Les rares prix Nobel de nationalité française (Gérard Debreu en économie, Roger Guillemin en médecine) travaillent en Californie. De même l'un de nos deux ou trois vrais grands philosophes: René Girard.

Au 19<sup>e</sup> siècle on disait de l'Angleterre qu'elle était l'atelier du monde. Aujourd'hui, la Californie est le labo-

rotaire de l'univers. Quand l'Amérique regarde vers l'ouest, il ne faut pas faire de contresens. L'ouest pour nous Européens, c'est l'Amérique, mais pour elle, c'est le Japon.

Le grand journal anglais "The Economist" faisait observer récemment que, pour la première fois en 1983, les échanges commerciaux des Etats-Unis avec les pays du Pacifique ont dépassé les échanges avec l'Europe. Même si la thèse du basculement de l'univers, de l'Océan Atlantique vers l'Océan Pacifique, comme autrefois de la Méditerranée vers l'Atlantique, est un peu simpliste, elle n'est pas sans fondement. Désormais l'humanité se lève là où le soleil se couche. Simple problème d'observatoire : la terre étant ronde, on vole vers le Japon par l'est, mais les techniques et les idées de l'Océan Pacifique nous reviennent par l'ouest.

A François Mitterrand qui voudrait démontrer que la société de demain, ce sera le socialisme plus l'ordinateur, les Etats-Unis et le Japon répondent aujourd'hui que ce sera le capitalisme plus l'ordinateur. Mais ce n'est peut être qu'une autre façon de considérer le globe terrestre. Politiquement, la gauche et la droite sont exactement dans la même situation que l'est et l'ouest. Tout dépend du point où on les observe.

Une simple rotation sur moi-même, et la gauche passe à droite ou réciproquement. Bonne leçon de relativité politique !

27/03/1984

## PLAFOND CREVÉ

Le plafond fixé par le Chef de l'Etat au déficit budgétaire aura été crevé en 1983. Telle est la conséquence des chiffres définitifs sur l'exécution du budget de l'an passé, qui doivent être publiés incessamment.

En effet, ces chiffres feraient apparaître un déficit budgétaire de plus de 130 milliards pour 1983. Lorsque la loi de finances avait été votée par le Parlement, ce déficit était de 117 milliards, puis au moment du plan de rigueur de Mars 83, le gouvernement avait annulé 15 milliards de dépenses, accru certaines recettes ce qui aurait dû ramener le déficit à moins de 100 milliards comme en 1982.

On en serait loin avec plus de 130 milliards, une fois l'année terminée. Or, le Président de la République avait imposé un plafond au déficit budgétaire. Celui-ci ne devait jamais dépasser 3% de la production nationale. Contrainte brutale et sommaire, destinée à servir de garde-fou contre des demandes de crédits toujours légitimes, mais incompatibles avec une politique de rigueur.

Or, avec 130 milliards de déficit, on s'élève au-dessus de 3% pour se situer autour de 3,3%. On dira il n'y a pas de quoi en faire un plat. De toute façon, la France reste un des pays d'Europe, où le déficit budgétaire en proportion de la production est le plus bas. Seule, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, et le Luxembourg font mieux que nous. Des pays comme l'Italie et la Belgique, sont au-

dessus de 10% ce qui les contraint ces jours-ci à de nouveaux plans d'austérité.

Pourtant, ce raisonnement minimaliste est dangereux. En France tous les déficits ne sont pas dans le budget. Il y en a aussi dans les entreprises publiques. En outre, leur financement se fait en partie avec la planche à billets, c'est-à-dire avec de l'inflation. Enfin, il y a là, une tentation de financer la baisse des impôts promise en haut lieu pour 1985 par une augmentation du déficit.

Tout est possible, sauf une chose et son contraire. C'est-à-dire, octroyer du pouvoir d'achat, prélevé sur la fiscalité, puis l'annuler par l'inflation, née du déficit public. Le cumul des deux promesses présidentielles (fixer un plafond au déficit et abaisser les prélèvements) conduit soit à des coupes sauvages dans les dépenses de l'Etat et de la Sécurité Sociale, soit au reniement de l'une des deux promesses.

28/03/1984

## LES TRENTE CINQ HEURES

Voici que réapparaît la revendication de la semaine des 35 heures. Non pas en France où pourtant la gauche est au pouvoir et où le chômage s'accroît tandis que le gouvernement se résigne à fermer des aciéries, des mines et des chantiers. Mais en Allemagne Fédérale, pays en pleine reprise économique et où les socialistes sont dans l'opposition et où le chômage diminue. Quel paradoxe !

Pourtant, aujourd'hui, le plus puissant syndicat allemand, celui de la métallurgie, qui compte à lui tout seul davantage d'adhérents que la CGT toute entière, menace de déclencher une grève générale devant le refus du patronat.

C'est parce que le risque est sérieux que le chancelier Kohl a tenu à annoncer lui-même avant la publication des chiffres définitifs, la réduction spectaculaire du chômage en mars : 200.000 de moins qu'en février. Il espère ainsi enlever aux syndicats leur principal argument, car la semaine de 35 heures est présentée comme le seul remède efficace contre le chômage qui pourrait atteindre en 1990, selon les syndicats, près de huit millions de personnes...

Une telle bataille est suivie très attentivement dans toute l'Europe. Car si les syndicats allemands, tellement sages et sérieux que les patrons eux-mêmes les donnaient en exemple dans les autres pays, devaient gagner sur ce terrain, partout ailleurs la même revendication rebondirait. D'autant que le chômage y est plus élevé qu'en Allemagne. Ce serait le cas en France où la CFDT s'efforce depuis plusieurs mois de relancer l'action pour les 35 heures.

Déjà en 1979, les syndicats allemands avaient déclenché une grève sur ce thème. Ils s'étaient heurtés à l'opposition absolue du patronat et du gouvernement pourtant dirigé à l'époque par un socialiste, le chancelier Helmut

Schmidt. Cette fois encore, patronat et gouvernement sont prêts à prendre le risque d'une longue grève pour ne pas lâcher sur ce point. Pour eux, les 35 heures ruindraient l'économie allemande.

Voilà bien l'Europe. Tandis que les Anglais font monter les enchères sur le budget de la communauté, les vrais problèmes se traitent ailleurs.

Que l'Allemagne résiste ou lâche sur les 35 heures, et c'est toute l'Europe qui change.

29/03/1984

## LA RETRAITE DE L'ACIER

Rien n'est plus difficile à comprendre que la fermeture d'usines presque neuves. Que la France ferme des mines de charbon, c'est douloureux pour les régions minières, mais chacun sait au fond qu'on ferme en même temps un gouffre pour la santé des hommes et pour les finances de la nation. Tandis que les décisions qui viennent d'être prises dans la sidérurgie aboutissent à la fermeture d'usines de construction récente, à côté d'autres plus vétustes, aussi bien dans certaines localités en Lorraine qu'à Fos près de Marseille.

N'attendons pas que les travailleurs employés dans ces usines crient autre chose qu'au scandale. Et pourtant, c'était inéluctable ; l'erreur, explicable sans doute à l'époque, est de les avoir construites.

La production d'acier diminue dans tous les grands pays industriels pour deux raisons : parce que ces pays en consomment moins et parce que d'autres pays qui leur en achetaient en produisent davantage. La consommation d'acier dans la Communauté européenne est tombée en dix ans de 130 à 80 millions de tonnes. Le plastique, l'aluminium, le verre ont remplacé ici et là l'acier. Regardez les pare-chocs de votre voiture et les volets de vos fenêtres.

Il n'y a aucun moyen de produire longtemps ce qui ne se vend plus. En 1979, l'Allemagne produisait encore 46 millions de tonnes d'acier. L'an passé 35. Dans la même période, la production française est passée de 23 à 17 millions de tonnes.

Fallait-il ou non construire un nouveau train universel à Gandrange ? Le gouvernement a tranché par la négative, instruit sans doute par ces belles aciéries toutes neuves qu'il faut fermer aujourd'hui. Et ce qui est sûr, c'est que nous engloutissons dix milliards de francs par an pour éponger les pertes de nos deux grandes entreprises sidérurgiques et que cet argent serait mieux utilisé ailleurs.

On peut même se demander pourquoi deux entreprises sidérurgiques ? Dès lors que la production française va se stabiliser autour de seize millions de tonnes, une seule entreprise suffirait et comme l'Etat est l'unique actionnaire des deux sociétés existantes, on peut penser que la fusion s'imposera un jour ou l'autre. Cela facilitera d'ailleurs le choix des investissements qu'il serait plus normal

de décider dans une entreprise qu'à la table du conseil des ministres.

Certes, il faut prendre toutes les mesures sociales possibles pour atténuer le coût humain de cette conversion. Mais il ne faut pas mentir aux travailleurs et la gauche va payer cher aujourd'hui ses promesses de naguère de produire trente millions de tonnes d'acier en France. L'opposition devra toutefois rester modeste car les décisions qui sont prises aujourd'hui, n'importe quel gouvernement aurait été contraint de les prendre.

30/03/1984

## L'EUROPE DANS LES CRISES

A quoi sert l'Europe ? On serait tenté de répondre en voyant la colère des sidérurgistes et des producteurs de lait : elle sert à produire du mécontentement. Ce n'est pas si simple. Il est exact que la réduction des capacités de production d'acier, aussi bien que la diminution de la production de lait, résultent de directives décidées à Bruxelles par les autorités de la Communauté européenne. Mais ces autorités n'ont pas pris de telles directives par folie technocratique, par masochisme ou en usurpant un pouvoir qu'elles n'auraient pas. Elles l'ont fait parce que la situation, tant dans la sidérurgie que dans l'agriculture, l'exigeait. La seule question qu'il faut se poser est donc la suivante : est-ce que tout irait mieux si la Communauté européenne n'existait pas ? La réponse est simple : c'est non.

Si la Communauté n'existait pas, il y a longtemps que l'agriculture française étoufferait sous ses excédents. Les prix de ses produits se seraient effondrés. Le revenu des agriculteurs serait sensiblement plus bas qu'aujourd'hui et il y aurait davantage d'anciens paysans parmi des chômeurs plus nombreux.

Même chose dans la sidérurgie. Sans intervention des autorités de Bruxelles qui ont contingenté la production et surveillé (même si c'est imparfaitement) les marchés, les prix de l'acier se seraient eux aussi effondrés. Le déficit de nos entreprises sidérurgiques ne serait pas de dix milliards de francs (1000 milliards de centimes, payés par les contribuables) mais encore plus élevé.

Face à des productions qui s'emballent (cas du lait) ou à des marchés qui s'effondrent (cas de l'acier), des mesures nationales sont toujours plus coûteuses et moins efficaces que des mesures qui s'imposent à plusieurs pays. C'est notre chance, quoi qu'on dise, d'avoir une Communauté qui peut imposer à tous nos voisins comme à nous-mêmes, de fermer des installations sidérurgiques et de limiter la production de lait.

Car, que ce soit en matière de lait ou en matière d'acier, nous n'avons pas les prix de revient les plus bas d'Europe, loin de là. Dans une débâcle anarchique nous aurions donc plus souffert que d'autres. Alors que dans une retraite un peu mieux ordonnée, grâce à la Communauté, - et même si on peut en améliorer les conditions,

comme le réclamait François Guillaume, les dégâts sont moins grands.

L'Europe c'est comme une famille : elle n'empêche pas les douleurs mais elle amortit les chocs.

2/04/1984

## LE FUSIL A DEUX COUPS

Le débat sur la politique économique du gouvernement n'oppose pas tant, aujourd'hui, la majorité à l'opposition que les partis de gauche entre eux.

Certes, l'opposition reproche au gouvernement de faire le contraire de ce qu'il avait promis. Mais, d'une certaine manière, c'est un hommage qu'elle lui rend en disant cela, puisqu'elle jugeait ces promesses folles et inefficaces.

Tandis que lorsqu'une partie de la gauche - comme Georges Marchais sur "Antenne 2" - reproche au gouvernement de ne pas tenir ses engagements, elle exprime une critique grave pour le chef de l'Etat. Notez que ce n'est pas nouveau. Le parti communiste n'était pas d'accord sur l'installation des nouvelles fusées américaines en Europe que souhaitait François Mitterrand. Il n'était pas d'accord sur notre intervention au Tchad. Il n'était pas d'accord sur la politique de rigueur et le blocage du pouvoir d'achat sur la politique charbonnière au point que le président -communiste- des Charbonnages de France avait donné sa démission. Il n'est pas d'accord sur l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun qu'accepte désormais le gouvernement et il récuse, aujourd'hui, comme une erreur dramatique, le plan Acier. Ce qui ne fait qu'un désaccord de plus.

Le fond des choses est que le parti communiste et le parti socialiste ne sont d'accord sur rien d'essentiel, sauf sur le fait que leur électorat souhaite l'Union de la Gauche et que celui qui la brise en paye les frais.

La tactique de François Mitterrand est donc de faire, le plus rapidement possible, la politique que les réalités lui imposent en jouant du risque, pour les communistes, de rompre l'Union de la Gauche. Celle des communistes est de rester au gouvernement pour ne pas être accusés de briser cette union, tout en dénonçant la politique suivie. Georges Marchais en a même proposé une autre, en faisant davantage payer les riches et en donnant la priorité aux produits français sur le marché national. C'est sa façon de dire que si les rapports de force au sein de la majorité étaient plus favorables au parti communiste, cette majorité ferait une politique meilleure pour les travailleurs.

Ainsi, les communistes restent pour l'instant dans un gouvernement dont ils dénoncent la politique. Aujourd'hui, afin de ne pas être accusés d'avoir saboté l'Union de la Gauche en la quittant. Demain, pour refaire le retard sur les socialistes, en faisant peser exclusivement sur ces derniers la responsabilité d'un éventuel échec. On vous l'avait bien dit, pourraient proclamer les dirigeants du P.C.F.

En bon chasseur, Georges Marchais tire avec un fusil à deux coups.

3/04/1984

## QUELLE ANNÉE 1984 ?

Maintenant que nous connaissons les principaux résultats du premier trimestre, quelle image peut-on se faire de l'économie française en 1984 ? La question est vivement débattue dans les milieux politiques. C'est même l'origine des conflits au sein de la gauche, certains reprochent au gouvernement d'accepter le marasme, sinon même de l'organiser.

Marasme ou pas ? Purge utile ou stérile ? Première remarque : la France n'est pas seule au monde, et ce qui se passe chez elle dépend beaucoup de ce qui se passe chez les autres. Or, de ce point de vue, l'année 1984 est meilleure que prévu. La reprise économique autour de nous est plus soutenue qu'on le pensait. S'il se confirme que le commerce mondial s'accroîtra cette année de 6 %, après plusieurs années de stagnation, c'est une très bonne nouvelle pour nous.

Cela signifie que nous nous porterons mieux que si le commerce international n'avait pas repris. Mais ce qui ne veut pas dire que nous nous porterons bien.

De tous les moteurs de la vie des affaires, c'est celui des ventes à l'étranger qui devrait tourner le plus vite. Encore faut-il avoir le dynamisme nécessaire pour se battre sur des marchés où - ne l'oublions pas - nous ne sommes pas seuls !

Les moteurs internes tournent moins vite, sauf l'investissement industriel (mais qui ne fait que le tiers du total des investissements). Même si les prévisions des chefs d'entreprise sont excessives (11 % de plus de que l'an passé), elles ne peuvent pas être totalement contredites. Il y aura un mieux de ce côté là. En revanche, les équipements administratifs, la construction de logements et les autres investissements ne sont guère brillants.

Quant au moteur de la consommation (le plus gros de tous : trois fois plus gros que celui des ventes à l'étranger), il ne peut que tourner au ralenti. Le pouvoir d'achat des Français aura diminué au premier semestre de l'année. Il ne se stabilisera au second que si la hausse des prix se ralentit nettement. Ce n'est pas impossible, malgré les 2 % d'inflation en 3 mois. Deux éléments jouent en faveur d'un ralentissement de l'inflation : le freinage très net des salaires et la tenue relativement bonne (jusqu'à présent...) du franc. Si nous évitons les dérapages sur ces deux terrains, les indices de prix seront meilleurs après l'été.

Avec tout cela, nous aurons une croissance modeste (autour de 1 %, tandis que les autres grands pays industriels feront 3 à 5 %) et donc, malheureusement, davantage de chômage. Tout se paye.

24/04/84

# CHRONIQUES CONSTITUTIONNELLES FRANÇAISES

## 1976 - 1982 D'UN SEPTENNAT A L'AUTRE

par Pierre AVRIL et Jean GICQUEL

**P**ierre Avril et Jean Gicquel viennent de réunir en un volume publié aux P.U.F. les chroniques constitutionnelles qu'ils donnent régulièrement, depuis Octobre 1976 à la revue "Pouvoirs"; le volume de recueil commence donc au lendemain de la démission de M. Jacques Chirac et il s'achève à l'été de 1982, au-delà donc de l'alternance survenue en 1981, en couvrant trois législatures, cinq gouvernements et deux présidences. Les deux auteurs comptent dans leur génération parmi les meilleurs spécialistes du droit constitutionnel et les meilleurs observateurs de la vie politique. De plus ces deux professeurs parisiens de droit public ont déjà su atteindre un public qui va bien au-delà du cercle de leurs collègues. Tous les étudiants en droit, de France et de Navarre, connaissent le livre de Jean Gicquel: "*Droit constitutionnel et institutions politiques*", qui en est déjà à sa 7<sup>e</sup> édition. Quant à Pierre Avril, qui fut rédacteur en chef des "Cahiers de la République" (dont Pierre Mendès-France était le directeur) c'est un fidèle collaborateur de "France-Forum", et, s'il est inutile de le présenter à nos lecteurs, du moins faut-il respecter entre les deux auteurs des "*chroniques*" une équitable symétrie de traitement. Rappelons donc le succès de son ouvrage: "*Le régime politique de la V<sup>e</sup> République*" (1964), le plus complet et le mieux documenté sur le sujet, et qui garde, aujourd'hui encore, à sa quatrième édition, le caractère d'un ouvrage de référence fondamental. On se souvient aussi qu'en 1965, Pierre Avril a publié, au Seuil, dans la collection Jean Moulin, un brillant essai: "*Un Président, pour quoi faire?*".

Mais une question se pose au lecteur des "*Chroniques*": pourquoi leurs auteurs ont-ils cru bon de les réunir en volume? N'étaient-elles pas déjà accessibles au public dans la collection des numéros de la revue "Pouvoirs"? Il est dans la nature de la chronique de recueillir et de rapporter des faits en suivant l'ordre du temps, mais rien n'impose une périodicité plutôt qu'une autre, sauf à réserver le terme d'"annales" à celles qui relatent les faits année par année. Or la période d'observation des chroniqueurs de la revue "Pouvoirs" est de quelques mois seulement, tandis que le volume réunit les chroniques de 1976 à 1982, c'est-à-dire comme le souligne le sous-titre, "*d'un septennat à l'autre*". On peut se demander si l'observation de mois en mois, que l'on pourrait dire microscopique permet de dégager les faits et les tendances qui donneront son relief au panorama politique observable avec un recul de quelques années. En présentant après coup les observations faites de mois en mois à un lecteur qui connaît les grands rythmes de la vie politique de 1976

à 1982, les auteurs soumettent leur méthode d'analyse à un véritable test de pertinence. Il n'appartient pas à un non-spécialiste de juger le détail de leurs analyses, mais tout esprit curieux de la vie politique et un peu initié au droit constitutionnel peut mesurer l'enjeu d'une telle publication et donner une appréciation globale. Il est clair que Jean Gicquel et Pierre Avril sortent victorieux de l'épreuve qu'ils ont eux-mêmes choisie, car ils font la preuve que leur observation et leur analyse au fil du temps reposent sur des catégories assez pertinentes et des jugements assez sûrs pour que la synthèse se fasse d'elle-même et que la simple réunion des textes fasse apparaître les grandes tendances de la vie politique. Ainsi, et contrairement à un stéréotype trop répandu, l'analyse fine et rigoureuse, selon les méthodes juridiques, loin d'être incompatible avec la mise en évidence des courants et des forces politiques, y conduit naturellement. Mais il est vrai que les auteurs ont pris toutes les précautions nécessaires pour que leurs analyses soient à la fois rigoureuses et vivantes. D'une part, ils ont méthodiquement suivi la pratique constitutionnelle dans son actualité, qui devient de plus en plus juridique aujourd'hui par l'effet des décisions du Conseil Constitutionnel et ce n'est pas un des moindres mérites de l'ouvrage que de faire apparaître d'article en article les décisions, les motifs et la philosophie de ce Conseil dont la jurisprudence apporte à notre vie politique des éléments croissants de justice et d'équilibre. D'autre part, les auteurs ont su donner à leurs articles toute la vivacité nécessaire pour qu'ils puissent se joindre dans un véritable film de l'actualité institutionnelle, et pour obtenir cet effet, leur procédé principal et constant a été de donner la parole aux hommes politiques; les Présidents de la République et les Premiers Ministres, les membres du Gouvernement ou des Assemblées sont présents dans l'ouvrage et ils y expriment eux-mêmes la façon dont ils comprennent leur rôle ou un aspect de la vie des institutions.

Tel qu'il est, l'ouvrage a l'immense avantage de nous permettre d'apprécier le dosage de continuité et de changement dans la pratique constitutionnelle, avant et après alternance. Les quatre vingts articles qui subdivisent l'ouvrage y contribuent plus ou moins, soit directement, soit par les très utiles renvois d'une rubrique à l'autre. Ce découpage thématique, qui structure l'ouvrage facilite la consultation, et il se double pour chaque article d'une subdivision périodique qui donne au commentaire son caractère de chronique et, par conséquent, son rythme et sa vivacité. Il ne peut être question ici de suivre tous les articles, quand même cela ne serait que pour en donner la liste. Tout au plus pouvons nous proposer un parcours

rapide, sur une des lignes de crête de l'ouvrage, afin d'en prendre une vue panoramique. Par un heureux hasard dès que l'on ouvre le livre la première rubrique qui s'offre par ordre alphabétique est aussi celle qui traite du problème majeur de la période : "l'alternance". Commentons donc par lire cet article en enchaînant ensuite sur l'article "V<sup>e</sup> République". Et si nous prenons ensuite connaissance des rubriques : "Président de la République", "Gouvernement", "responsabilité du gouvernement", "Partis politiques" et "majorité", nous pourrions déjà voir comment se combinent des changements politiques et la continuité des institutions. Le chemin suivi est certes un raccourci, puisqu'il touche moins d'un article sur dix, mais il n'est pas choisi de façon totalement arbitraire et, en le suivant, on retrouvera des conclusions déjà exposées dans le n° 20 de la revue "Pouvoirs" consacré à "La gauche au pouvoir", et notamment dans deux articles : "Le Président, le parti et le groupe" de Pierre Avril, et "1981, la V<sup>e</sup> achevée" par Olivier Duhamel. Pour faire court et donner tout de suite une idée de l'ensemble, disons que du point de vue institutionnel la continuité l'emporte de façon éclatante et que l'innovation la plus notable tient au rôle du parti dominant, plus important que dans ses formes antérieures.

Prenons notre chemin raccourci à son début : "l'alternance" et la "V<sup>e</sup> République". Comme l'a bien noté Olivier Duhamel, l'arrivée au pouvoir, en 1981, de gouvernants socialistes parachève la V<sup>e</sup> République, en apportant la preuve qu'elle permet l'alternance et en révélant le ralliement presque complet des opposants d'autrefois à ses pratiques constitutionnelles si décriées naguère. Ainsi le nouveau chef de l'Etat a-t-il pu déclarer en juillet 1981, dans son entretien avec "Le Monde" : "Les institutions n'étaient pas faites à mon intention. Mais elles sont bien faites pour moi". Cependant l'article "V<sup>e</sup> République" permet de suivre les emplois abusifs de l'expression : "l'ancien régime" qui enrichit alors le sottisier politique en confondant un changement de majorité avec un changement de République. Et l'on trouve, à la fin de l'article, "alternance" une déclaration de M. Mermaz au congrès de Valence, qui laisse plutôt perplexe. "L'alternance est un droit imprescriptible. Les socialistes déclarent ce droit sacré, il dépend de nous qu'il s'exerce désormais entre les seules forces de l'avenir".

L'article "Président de la République" présente une quantité de déclarations de MM. Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand qui montrent toutes une parfaite continuité dans l'affirmation de la suprématie présidentielle. Mais l'appartenance, assez vaguement définie dans le passé, à une majorité présidentielle a été remplacée par l'adhésion à un véritable contrat. M. François Mitterrand a souligné cette novation et ses conséquences dans son message au Parlement du 8 juillet 1981 : "J'ai dit à plusieurs reprises que mes engagements constituaient la charte de l'action gouvernementale. J'ajouterais, puisque le suffrage universel s'est prononcé une seconde fois, qu'ils sont devenus la charte de votre action législative..." En insistant sur l'exécution du "contrat qui, depuis le 10 mai et le 21 juin dernier, nous

lie au peuple français" le chef de l'Etat justifie par avance les interventions par lesquelles il exigera des députés qu'ils respectent ce "contrat".

La lecture des articles "Gouvernement" et "responsabilité du Gouvernement" révèle toutes les subtilités dont est susceptible l'interprétation de l'article 49 et analyse les pratiques de MM. Raymond Barre et Pierre Mauroy. Il est clair que M. Mauroy est désireux d'utiliser à plein toutes les procédures constitutionnelles qu'il dénonçait si vivement lorsqu'il était dans l'opposition.

Avec les articles "Partis politiques" et "majorité", on touche au domaine où la victoire socialiste a ramené la V<sup>e</sup> République à sa norme de fonctionnement. La parenthèse giscardienne est refermée et le caractère majoritaire du régime est rétabli, non pas comme au temps du Général de Gaulle sur la base d'une coalition de partis, mais au bénéfice d'un seul parti. M. François Mitterrand a d'ailleurs souligné lui-même cette nouveauté apportée par son septennat : "C'est la première fois dans l'histoire de la République qu'un parti dispose à lui seul de la majorité absolue des sièges à l'Assemblée Nationale" ("Le Monde", 8 juillet 1981). Mais cette présence d'un véritable parti majoritaire peut avoir des conséquences encore imprévisibles. Souvenons-nous du dilemme posé à Valence par Lionel Jospin : "Etat-P.S. ou parti godillot?".

Mais je crains d'avoir parcouru mon chemin déjà très raccourci en allant encore bien trop vite pour donner une idée fidèle de ces "chroniques". Si les références à toutes les sources officielles s'alignent en ordre parfait dans les diverses rubriques, il ne faut pas croire que l'humour en soit exclu. Lisez, par exemple, à l'article "Président de la République" toutes les subdivisions, et certaines ne manqueront pas de vous faire sourire. Par exemple : Epouse du Président, Enfants du Président - ou enfants de France, demandent les auteurs ? - Admonestations, Collaborateurs du chef de l'Etat. .... Et j'en passe. L'humour des juristes est totalement objectif et froid ; il consiste à révéler des faits et des déclarations qui se passent de commentaire. Les deux auteurs des "Chroniques" mêlent adroitement quelques traits de cette sorte d'humour à leurs analyses fondamentales. Et cela contribue à donner, au total, le mouvement d'un film continu à la somme des faits présentés. Il reste que l'ouvrage ne se lit tout de même pas comme un roman, et qu'il demande au lecteur un minimum de formation préalable, mais il constitue un instrument de travail utile et vivant pour tous ceux qui s'intéressent à la vie politique et au fonctionnement de nos institutions. Il y a bien des façons d'utiliser ce livre et de mener sa réflexion d'un article à l'autre. De nombreux chercheurs, et, en premier lieu sans doute, les deux auteurs y puiseront la matière de commentaires personnels. Souhaitons que Pierre Avril réserve aux lecteurs de "France-Forum" le prochain article de réflexion politique qu'il tirera de cette somme impressionnante d'informations choisies.

Jean-Claude LAMBERTI

Ed. P.U.F. 1983, 489 p.

# LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

*Un correspondant de Tocqueville : Adolphe de Circourt  
- Jean Joubert : Le lézard grec - Michel Déon : Je vous  
écris d'Italie - Jean-Louis Curtis : Le Mauvais choix.*

**L**a *Correspondance d'Alexis de Tocqueville avec Adolphe de Circourt et Madame de Circourt* publiée par M.A.P. Kerr dans le cadre des *Œuvres complètes* de Tocqueville (1) devrait attirer l'attention sur la personnalité peu connue du comte de Circourt. M. Kerr traite celui-ci avec une certaine condescendance. "Il n'y a, écrit-il, aucune commune mesure entre l'homme politique de très grande notoriété qu'est Tocqueville et Circourt; cet "érudit modeste" n'est pour son illustre correspondant qu'un informateur, il le fournit en nouvelles, lui signale les ouvrages intéressants pour ses recherches et en particulier pour la préparation de son ouvrage sur *l'Ancien régime et la Révolution*, il répond à ses questions. "Quand je veux savoir ce que l'on a fait ou dit à telle ou telle occasion, confiait Tocqueville à son ami Senior, je m'en vais chercher Circourt. Il sort un des tiroirs de son vaste cerveau et il trouve tout ce dont j'ai besoin, rangé et classé. Je me sers de lui pour référence plus que pour le commerce ordinaire, ainsi que je garde mon dictionnaire sur mon bureau sans toutefois le lire". On ne peut être plus dur. "Tocqueville utilise Circourt sans vergogne" dit M. Kerr. Aussi bien, n'estime-t-il pas ses lettres au prix de celles qu'il adresse à ses autres correspondants. Ici, pas de grandes discussions intellectuelles, aucun épanchement d'amitié intime non plus, des rapports en somme trop intéressés pour être intéressants. M. Kerr n'est pas loin d'avoir sur Circourt la même opinion que Tocqueville. Un simple dictionnaire, Circourt? Lamartine avait pour la prodigieuse érudition de celui-ci, une autre estime. "C'est une bibliothèque d'Alexandrie. Je passerais ma vie à consulter ses rayons. La Révolution de juillet l'avait rejeté dans l'isolement. Il avait profité de ces années pour se livrer à des études qui auraient absorbé

plusieurs vies d'homme et qui n'étaient que des distractions pour la sienne. Langues, races, géographie, histoire, philosophies, voyages, constitutions, religions, il avait tout incorporé en lui, tout réfléchi, tout retenu. Homme où tout était tête et dont la tête était à la hauteur de toutes les vérités; impartial du reste, indifférent entre les systèmes, comme un être qui ne serait qu'intelligence". Ah, le magnifique éloge que M. Jean Gaulmier a cité dans un numéro des *Etudes gobiniennes* (2) en préface à une correspondance de Circourt et de Gobineau et qui met le correspondant de Tocqueville à sa vraie place!

"J'étais né pour servir l'Etat et non pour me faire par des travaux indépendants une réputation personnelle, écrit Circourt... Je vis dans un temps où les hommes sont éloignés du service public dans la proportion de leur valeur morale, mais il est bien tard pour changer de caractère et de visées". Adolphe de Circourt, né en 1801 aux environs de Nancy, fils d'émigré, après avoir fait de brillantes études au collège de Besançon et à l'école de droit de Paris, entra en 1822 au ministère de l'intérieur et, en 1829, il était chef de cabinet du ministre, le comte de la Bourdonnaye, quand, quelques mois avant la révolution de juillet, il passa au ministère des affaires étrangères où il se lia avec Lamartine. Comme beaucoup d'hommes de son caractère, il quitta les affaires à l'avènement de Louis-Philippe pour se retirer non dans un chagrin stérile comme un autre correspondant de Tocqueville, le comte de Kergorlay mais pour entreprendre à l'écart des honneurs officiels une carrière de grand européen indépendant. Ce gentilhomme légitimiste et catholique se fixa à Genève, la capitale protestante du libéralisme cosmopolite, qui apportera à cet esprit naturellement généreux des nuances d'éclectisme supérieur. Genève fut



pour Circourt l'antichambre de l'Europe et c'est là qu'il rencontra et épousa Anastasie de Klustine, "jeune femme russe, dit Sainte-Beuve, de race aristocratique et d'esprit européen" par laquelle il tiendra à "tout ce qu'il y a d'éminent dans les lettres et les cours de l'Allemagne et du Nord". Le jeune ménage, après avoir beaucoup voyagé, s'installa à Paris en 1837. Madame de Circourt ouvrit dans un modeste troisième étage de la rue des Saussaies le salon que fréquentèrent Sainte-Beuve, Mérimée, Tocqueville, le saint-simonien Michel Chevallier, le baron d'Eckstein, Bettina von Arnim, Schelling, Humboldt, le jeune Cavour, Gobineau encore inconnu. Ce salon est une des plaques tournantes de l'Europe. La seule réserve sur cette réunion d'esprits distingués et cosmopolites autour du fauteuil d'Anastasie de Circourt émane de Sainte-Beuve. La conversation y était bruyante et l'on y parlait tous à la fois. "C'était plutôt un étourdissement". M. de Circourt, esprit réfléchi et méditatif, y est un peu en retrait. Il écoute. En 1848, Lamartine devenu ministre des affaires étrangères le chargera d'une mission à Berlin. L'ancien collaborateur de Polignac aurait pu y rendre les plus grands services à la République, mais celle-ci, Lamartine parti, le remplaça par Arago. Le nouveau ministre, Bastide, cédant aux imprécations de la presse contre "l'ambassadeur fleurdelysé", "l'exp-diplomate de droit divin", n'osa pas l'envoyer à Washington. Circourt se retira définitivement dans la vie privée et c'est alors qu'il entretint avec Tocqueville la correspondance publiée par M. Kerr. Mais tout en échangeant avec celui-ci des réflexions moroses sur la décadence intellectuelle et morale de l'époque, il ne fit pas retraite comme Tocqueville dans un manoir solitaire, il continua à voyager, à fréquenter les cours et les salons de l'Europe, il resta branché sur la vie politique de son temps. Fixé avec sa femme qu'un grave accident contraignait à l'immobilité aux Bruyères près de Bougival, il n'y faisait que de brèves haltes. Il aura accompli un destin de grand européen inemployé (il a pourtant contribué à la création avec Henry Dunant de la Croix Rouge), lorsqu'il mourra le 15 novembre 1879. Il laissait de très remarquables *Souvenirs d'une mission à Berlin* et d'innombrables articles de journaux et de revues. Mais ce ne sont que les pages détachées de l'encyclopédie vivante qu'il avait été.

L'intérêt des lettres de Circourt à Tocqueville n'est pas tant dans les renseignements qu'il fournit à l'auteur de *l'Ancien régime et la révolution*, notamment sur la féodalité en Allemagne à la veille de la révolution française ou sur des lectures dont ce grand historien de seconde main se dispensait, que dans ses propres réflexions sur la politique. Ce légitimiste, ce conservateur, le gentilhomme de vieille race qu'on croirait n'être rattaché qu'au passé, s'y montre ouvert sur l'avenir et d'une extraordinaire clairvoyance. Certes, il a pour l'Allemagne et, particulièrement, pour la Prusse à laquelle il est lié par tant d'amitiés, une admiration sans bornes, et il n'hésite pas à écrire que Berlin est "le grand centre de la liberté intellectuelle et de la culture", et il pense que l'œuvre de Luther a été "féconde et nécessaire". Il ne professe sur ce point que des opinions conformes à celles

du libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce catholique de tradition prend curieusement la défense de ce que Michelet appelle "la grande culture protestante" contre "l'ascendant progressif du clergé ultramontain". L'Eglise, inféodée à Rome et soumise à l'Empire, est, dit-il, "en politique et en intelligence le corps le plus méprisable et le plus puissant de l'Europe". Circourt présente une bien étrange parenté avec cet autre gentilhomme monarchiste, catholique et anticlérical que fut le comte de Montlosier, forcené bouffeur de jésuites sous la Restauration. Mais que de vues profondes et qui portent loin sur l'Angleterre qui subit le contre-coup de la Révolution qu'elle a flattée et fomentée chez les autres, sur l'Autriche dont le ciel s'obscurcit de nuages annonciateurs d'un terrible orage, sur l'Orient, surtout. "Je veux l'Orient pour les orientaux, ni pour les anglais, ni pour les russes qui sont les orientaux du nord. Je veux la Turquie pour les races indigènes de l'Orient, et qu'après leur affranchissement, ces races soient abandonnées à elles-mêmes et à leurs tendances naturelles". Il faut rapprocher de cette opinion celle, paradoxale, mais si actuelle qu'Arthur de Gobineau livrait à Circourt dans une lettre d'Athènes du 19 décembre 1867 publiée par M. Jean Gaulmier dans les *Etudes gobiniennes* de 1966 : "Les Grecs ne domineront pas l'Orient, ni les arméniens ni les slaves ni aucune population chrétienne et, en même temps, si des étrangers viennent, même les Russes, les plus orientaux de tous, ils ne pourront que subir l'influence délétère de ce milieu anarchique... Il n'existe pas de question d'Orient et si j'avais l'honneur d'être un grand gouvernement, je ne me soucierais pas plus de tous les mouvements de ces territoires de la Turquie d'Asie que des soulèvements périodiques des Shammar et des Mountefieks ou des affaires des montagnes kurdes. Je laisserai tout ce monde s'agiter d'après ce principe qu'il faut qu'il s'agite. Je ne croirais ni au christianisme des uns, ni à l'islamisme des autres... Si le système de non-intervention est logique et applicable quelque part, c'est certainement ici". Une telle opinion traduit exactement la pensée de Circourt sur l'Orient.

En attendant qu'il nous soit donné une édition de la correspondance générale du Comte de Circourt, il y a beaucoup à glaner dans ces lettres adressées à Tocqueville. Les feuilletera-t-on seulement comme les pages d'un dictionnaire ? Mais ce sont celles d'un dictionnaire critique où les réflexions morales et politiques abondent et où un abus peut-être de citations latines (ô les pages roses du petit Larousse !) ne font que rappeler que Circourt fut aussi un grand humaniste. "Le télégraphe transatlantique, a-t-il dit, ne vaut pas pour moi un vers d'Homère". Huber-Saladin, son biographe (*Le Comte de Circourt*, Paris 1981), a pu remarquer : "Jamais homme supérieur ne fut si peu, si mal, si péniblement compris par le petit nombre de ceux qui savaient sa valeur réelle". Faut-il compter Tocqueville parmi ceux qui n'ont pas compris l'homme en qui M. Kerr ne voit qu'un "polygraphe" et dont il juge l'œuvre "une simple diversion à l'échec d'une carrière politique ?" "Comment, confiait Tocqueville à Circourt, avec l'excellent instrument intellectuel que vous possédez, avec votre merveilleux

leuse facilité à tout comprendre, à tout classer, à tout retenir, ne vous êtes-vous pas consacré pendant deux ou trois ans de votre vie à creuser un seul sujet. Vous éparpillez une grande force qui, concentrée eût fait des choses très rares et très extraordinaires". Par ces lignes, Tocqueville indiquait à Circourt les voies d'un arrivisme qui furent les seules où cet esprit universel, cet esprit impatient de tout, ne s'aventura jamais.

\*  
\*\*

M. Jean Joubert est professeur de littérature américaine à l'université Paul Valéry de Montpellier. Il s'est installé comme Joseph Delteil dans un mas de la campagne peinte par Frédéric Bazille à la limite des garrigues et des vignes. Il y vit en *bon sauvage* - le titre d'un de ses romans, à l'écart du monde, loin des villes dont il a voulu exorciser les génies malfaisants. Il devrait être heureux. Mais il est issu d'une longue lignée de sabotiers et de charbonniers solognots, durs à la peine et il a évoqué dans *Les sabots rouges* le sombre paysage de son enfance seulement un peu éclairé par les souvenirs d'un oncle quarante-huitard. Il ne croit pas en Dieu, mais il se sent marqué par le péché originel. Aussi a-t-il désiré de tout son cœur, il l'écrit dans son dernier livre, *Le Lézard grec* (3) "d'autres paysages, une autre existence". Il a voulu "aller vers le Sud". Auparavant, croyant se guérir l'âme, il était allé faire une cure de romantisme outre-Rhin. Il avait rapporté de cette saison germanique un livre délicieux, *La forêt blanche*, mais l'âme toujours malade, il n'en a plus appelé qu'à une thérapeutique sudiste. Elle est encore impuissante à soulager les irrémédiables malaises de cet homme du Nord à la recherche de la lumière. Il a écrit en vain au bord de la lagune d'Aigues-mortes, avec *l'Homme de sable*, son *Jardin de Bérénice*. Il ne s'en élève que des miasmes où se mêlent les vapeurs des marais et les fumées de l'industrie. "Il n'y a pas de paradis" écrit M. Jean Joubert dans *Le Lézard grec*.

Croyant quand même qu'il pourrait un jour le découvrir, il a voulu faire son pèlerinage de Grèce, et *Le Lézard grec* est la relation de ce voyage aux sources chimériques du bonheur. "Je voulais écrire un livre heureux, un livre grec", nous dit M. Joubert. *Le Lézard grec* est placé sous le signe d'un reptile maléficiel et l'été se terminera dans la petite maison au bord de la mer où l'écrivain essaye d'écrire son livre heureux, sans qu'il y ait réussi. Il mélange autobiographie, fiction, méditation ; il n'a fait que "suivre sa pente". Il baigne dans la lumière, mais il remonte toujours par les chemins obscurs de la mémoire vers l'enfance solognote, en faisant un détour par Paris et New-York, les villes malfaisantes où il s'est arraché non sans peine aux séductions bon marché du trotskisme et du surréalisme. La Grèce est absente de ce livre grec. Mais était-il nécessaire d'aller la chercher si loin, alors que, du haut du Pic Saint Loup, sous le soleil languedocien, elle se découvre toute entière entre Sommières et Saint Martin de Londres ?

La fuite de M. Jean Joubert vers un Sud mythique l'a conduit une fois de plus dans une impasse. Que cherche cet exilé ? La lumière, et son corollaire indispensable,

l'ordre. "On n'échappe pas facilement au désordre", écrit-il dans *Le Lézard grec*, campé sur une terre que le soleil ne fait que recouvrir d'un voile de ténèbres et d'où s'élevaient des grondements de monstres. L'aventure de M. Jean Joubert est, me semble-t-il, exemplaire. Elle ne peut, par les voies détournées où il s'égare en quête de nostalgies, que le ramener vers ses vraies sources, purifiées de leurs poisons. *Les sabots rouges* tracent dans son œuvre le seul itinéraire qui y conduise.

\*  
\*\*

La guerre était terminée et le tout jeune homme qu'était alors M. Michel Déon se précipita vers quelques rendez-vous urgents : l'Italie, l'Espagne, la Grèce. Dans une littérature qui sentait le renfermé et où l'existentialisme sartrien répandait ses odeurs nauséabondes, il avait déclaré qu'il respirait mal. C'est d'Italie qu'il rapporta son premier roman, *Je ne veux jamais l'oublier* (4). "Je n'ai rien aimé faire, y écrivait-il, que lire, rêver, scruter les visages qui passaient à ma portée, cueillir des aventures quand je le pouvais". Il ajoutait : "Ce n'est pas un programme". Certes, mais *Je ne veux jamais l'oublier* se présentait quand même comme un prospectus de vacances à l'usage du touriste sentimental. Les étapes proposées étaient Venise, Florence, le lac de Garde avec une visite à la villa de Gabriel d'Annunzio. Le ciel bleu, l'air pur, un parfum en prime d'îles Borromées était garanti. Nous n'en demandions pas plus et nous lûmes avec passion ce roman qu'André Fraigneau recommandait chaleureusement à notre jeunesse. Mais nous allions y découvrir que la chasse au bonheur dans laquelle des critiques pressés avaient engagé M. Michel Déon à la suite de Stendhal, n'était que la poursuite mélancolique d'une figure dont l'art et l'amour composaient les traits indéfinissables. *Je ne veux jamais l'oublier* était moins *l'embarquement pour Cythère* d'un jeune voyageur enthousiaste que le pèlerinage à des sources où une jeunesse blessée allait baigner ses plaies secrètes. *Je ne veux jamais l'oublier* réhabilitait le romanesque, mais à la faveur d'un regain de romantisme, et l'esthétisme y fournissait un alibi commode pour s'isoler d'un monde où des esprits d'une certaine famille, j'allais dire d'une certaine caste, se sentaient mal à l'aise.

En nous adressant ce message d'exil et en quittant l'Italie pour d'autres terres étrangères, les Cyclades, l'Irlande, M. Michel Déon avait fait un serment, celui de consacrer à la patrie stendhalienne des âmes sensibles "chaque instant de liberté que l'existence lui offrirait". L'avait-il oublié ? Il a bien entraîné depuis son *Jeune homme vert* (5) au-delà des Alpes, mais dans une escapade picaresque dont les âmes sensibles auraient pu s'offusquer. Trente ans après il tient son serment. "Qui dira le plaisir d'un jeune homme plein d'enthousiasme et d'espérance à la poursuite d'un souvenir, remettant ses pas dans ses pas sur une route d'Italie". C'est par cette phrase dont la musique est celle-là même des premières pages de la *Chartreuse de Parme*, que commence *Je vous écris d'Italie* (6). Il ne faut pas s'y tromper. Le héros de ce roman, sous-lieutenant de tabors en 1944 comme Henri

Beyle était sous-lieutenant de dragons en 1797, retourne en 1949 dans la ville de Varela en Ombrie où il est entré en vainqueur. But officiel : l'agrégé d'histoire qu'il est devenu écrit une thèse sur le passé de cette ville. But non avoué : le jeune homme rêveur qu'il est resté veut rendre vie à une image de femme. But secret : l'ancien combattant veut élucider le mystère de l'automitrailleuse ennemie qui pendant des jours a nargué l'occupant, de tirs fusant à l'improviste comme des quolibets. Mais derrière le Jacques Sauvage qui se fait appeler Giacomo Selvaggio, comme Stendhal se faisait appeler Arrigo Beyle, il y a M. Michel Déon lui-même, et c'est M. Michel Déon qui remet ses pas dans ceux du jeune homme parti en 1950, dans *Je ne veux jamais l'oublier*, sur les chemins tourmentés de l'après-guerre à la poursuite de la figure insaisissable du bonheur. L'Italie dont il rêve lui offre toujours le même asile hors du monde ; c'est toujours la même terre où l'excès de lumière ne fait que rendre l'ombre plus impénétrable et où des secrets inviolés se transmettent à travers l'Histoire dans des cités préservées et des lignées privilégiées. *Je vous écris d'Italie* est une recherche du temps passé par des itinéraires à l'écart du temps présent, mais où M. Michel Déon n'est guidé que par les signes énigmatiques que lui adresse dans son œuvre depuis le premier jour le *dieu pâle* qu'il a entrevu. La main invisible de ce génie mystérieux qui a donné son nom jadis à un roman de M. Déon brouille ici le passé et le présent, l'imaginaire et le vécu, la géographie et la mythologie, en recomposant une carte du temps perdu et retrouvé où le simulacre est le seul garant de la réalité et où le romancier de *Je ne veux jamais l'oublier* continue de conduire la quête inassouvie de ce qu'il a appelé dans un autre de ses romans ses *trompeuses espérances*.

*Je vous écris d'Italie* est encore un message d'exil, mais alors que le message de *Je ne veux jamais l'oublier* était libellé *en clair*, celui-là ne nous est livré qu'à travers un code de correspondances qu'il faut savoir déchiffrer. M. Michel Déon y apparaît non pas dans la position du romancier à succès que les magazines illustrés contribuent à lui assurer auprès du grand public, mais dans la position du romancier *pour happy few* qui aurait pu être déjà avant lui, celle d'un Boylesve ou d'un Bourget, s'ils avaient su répondre aux voix secrètes de leur génie.

\*  
\* \*

Des *Forêts de la nuit aux Justes causes*, à *La quarantaine*, à *Un jeune couple*, à *l'Horizon dérobé*, M. Jean-Louis Curtis n'a jamais fait que raconter son temps. Chroniqueur autant que romancier, intéressé par le spectacle que notre siècle offre à l'observateur, il peint des mœurs encore plus qu'il n'anime des personnages. Mais ce sont les idées qui, peut-être, retiennent le plus son attention et de la chronique, il est conduit naturellement, à l'essai. Il s'y montre satiriste, voire pamphlétaire, mais aussi analyste.

*Le mauvais choix* (7) où M. Jean-Louis Curtis déroule parallèlement un double récit, l'un dont l'action s'inscrit de nos jours entre mai 1968 et mai 1981, avec une ral-

longe jusqu'en 1991, date à laquelle la démocratie populaire s'installe définitivement dans ce qui reste d'Europe libérale, l'autre autour de l'année 313, date de l'Edit de Milan par lequel Constantin a offert la liberté de culte aux chrétiens de l'Empire, ne procède, sous une forme romancée, que de l'essai. Quatre personnages, un grand bourgeois humaniste de la V<sup>e</sup> République, et son neveu, produit quintessencié du conformisme gauchiste de mai 68 d'une part, un patricien romain du quatrième siècle obstinément fidèle à ses dieux lares, dans une Rome où il n'y a plus que des libyens, des syriens, des égyptiens, des scythes et des juifs, sans compter des chrétiens et le neveu de cet archétype de romanité archaïque, un jeune proconsul de la dernière volée, secrètement converti au christianisme, d'autre part, s'opposent deux à deux. Les pères nobles sont, bien sûr, écrivains. Le grand bourgeois humaniste a publié un recueil d'articles *Contre le péril jacobin* (ou communiste, c'est tout comme) ; le patricien romain a écrit à l'instar de Porphyre un pamphlet *Contre les Chrétiens*. Dans le monde du IV<sup>e</sup> siècle où la chance de Rome, affirmait naguère, dans *le Roman de Marc-Aurèle* (8), M. François Fontaine, c'était de se trouver "entre les mains de plusieurs divinités dont le pouvoir se complétait et s'harmonisait", comme dans notre monde du XX<sup>e</sup> siècle où le libéralisme, dit M. Curtis, figure le désordre, mais aussi la possibilité pour tout homme d'épanouir sa personnalité, les chrétiens et les communistes représentent, sous le signe de la Croix et sous celui de la Faucille et du Marteau, la même menace de totalitarisme négateur de liberté. On apprendra à la fin du livre de M. Curtis que le récit dans lequel s'est exprimé le patricien romain, à la faveur de lettres adressées à son neveu, est l'œuvre du grand bourgeois humaniste du XX<sup>e</sup> siècle que la persécution qui s'abat sur les Français non-conformistes de 1991 a incité à écrire et qui est découverte après sa mort dans ses papiers. Ainsi le lien s'est-il établi entre les deux récits dont le second n'est qu'une reproduction au second degré du premier. M. Jean-Louis Curtis restant par la personne interposée de Lucien Mazurel et la personne substituée de Lucius Mamilius Macer le maître d'un jeu extrêmement excitant pour l'esprit et enrichissant pour la réflexion morale et politique.

La victoire des chrétiens sous Constantin, comme celle des communistes sous le successeur de M. Mitterrand ne s'explique que par le lent pourrissement des "élites" au temps du Bas-Empire et sous le pouvoir de droite de la V<sup>e</sup> République. M. Curtis retrouvant le ton du chroniqueur nous fait assister à des diners en ville où l'on est bien obligé de constater que le poisson a toujours pourri par la tête. On s'offusquera seulement, peut-être, que l'auteur du *Mauvais choix* ait compromis les chrétiens d'hier et les communistes d'aujourd'hui sous la même bannière d'un même totalitarisme oppresseur. Se rangerait-il parmi les néo-païens de la Nouvelle Droite ? Mais le néo-paganisme de M. Jean-Louis Curtis, au lieu de s'inspirer, contre la Constitution pluraliste de l'Olympe, chère à M. François Fontaine, du dessein néomonarchique de l'empereur Julien, que Jacques Benoist-

Mechin a exposé dans son *Julien l'Apostat ou le rêve calciné* (8), ne procède que d'une vision idyllique du Latium au temps de Romulus et de ses collectivités locales de petits dieux rustiques. Pour évoquer les sources et les bois où les génies de l'Histoire romaine ont cherché refuge devant l'invasion des dieux immigrés, M. Curtis trouve des accents dignes des *Géorgiques*. Ces accents auraient été démodés, même dans les milieux les plus réactionnaires du IV<sup>e</sup> siècle après-Jésus-Christ. Au Dieu unique auquel aspirait la conscience universelle, chrétienne ou païenne, ne s'affrontait plus alors que la démocratie des petites divinités turbulentes et pouilleuses venues d'Orient que les grands bourgeois romains adoraient par snobisme mais qui n'auraient pu qu'inspirer un haut-le-cœur à un praticien de vieille souche latine comme Lucius Mamilius Macer. L'instauration de la *mon-archie* divine, que ce fût sous le signe de Constantin ou sous celui de Julien l'Apostat, entrainé de toutes façons dans les prévisions de l'Histoire.

N'est-ce pas contre cette *mon-archie* que M. Curtis s'élève, lorsqu'il écrit en conclusion du *Mauvais choix* qu'il préfère le libéralisme avec ses inégalités, ses injustices, ses désordres, son libre jeu qui en est la conséquence, à un "baigne bien ordonné" où Tout est dans Un ? Il a une jolie formule suicidaire pour célébrer le "chaos libéral", quand on sait que c'est de ce chaos, que c'est de ce grouillement voluptueux de jouissances individuelles, souveraines et anarchiques que sort toujours le monstre oppresseur ? Le choix entre le *chaos* et le *monstre*, c'est le Dilemme de Jean-Louis Curtis. Il le pose dans un livre qu'il faut lire, en termes d'une noble et indépendante pensée.

Philippe SÉNART

(1) (5) (6) Gallimard

(2) Klincksieck

(3) Grasset

(4) Plon

(7) Flammarion

(8) Albin-Michel

(9) Librairie Académique Perrin

## LIVRES SIGNALÉS

● A la Librairie Académique Perrin, *Qui a tué le duc d'Enghien ?* par Maurice Schumann. "Le Premier consul aurait-il pu jouer dans l'histoire de France le rôle de Monk dans l'histoire d'Angleterre et transformer la République en parenthèse sans effacer ni la Déclaration des droits de l'homme contresignée par Louis XVI ni les conquêtes sociales de la Révolution, pour l'essentiel acquises avant le renversement du trône ? Que de sang épargné, que de discordes étouffées, si la France un beau matin avait pu s'éveiller à cet endroit du rêve !" Mais, ajoute M. Schumann, ce n'était qu'un rêve.

*Le dernier âge d'or de la Monarchie*, par Philippe Erlanger, ou quand l'Europe s'abritait sous l'arbre généalogique de la Reine Victoria.

*La République des Avocats* par Jean-Louis Debré, ou comment la Parole prend le pouvoir.

*Stanislas Leszczyński*, par Jacques Levron : Roi de Pologne, duc de Lorraine, beau-père du Roi de France, des symboles de l'Europe perdue et pas encore retrouvée.

● Chez Gallimard : François-Bernard Michel, professeur de clinique médicale à l'Université de Montpellier, publie un très remarquable essai de critique physio-psycho-littéraire *Le souffle coupé*, ou comment respirent quelques grands écrivains, de Mérimée, Proust et Valéry à Camus.

*Que nous est Hécube ou plaidoyer pour l'humain*, un essai de Zoé Oldenbourg.

*Les jardins du Consulat* d'Angelo Rinaldi où l'on retrouvera l'inspiration de la *Dernière fête de l'Empire*.

*Les Souvenirs* de Françoise Sagan, postés de Saint-Tropez et quelques autres lieux à la mode.

Un roman de Félicien Marceau : *Appelez-moi Made-moiselle*.

● Chez Denoël : *La Voyageuse* de Dominique Rolin

● Au Seuil : *Qui suis-je*, suivi d'*Une mémoire toute fraîche* où Jean Cayrol, à la recherche de son identité, brouille les pistes.

● Aux Presses Universitaires de France : Jacques de Bourbon-Busset écrit dans *L'Empire de la passion* un roman d'espionnage et d'amour, sur fond de Venise et de Saintonge.

● Chez Grasset : Les souvenirs posthumes d'André Chamson, *Il faut vivre vieux*.

● Chez Albin-Michel : *L'enfant double*, des souvenirs de G.E. Clancier

● Aux éditions Pierre-Marcel Favre *Marie Durand et les captives d'Aigues Mortes*, en post-scriptum à la *Tour de Constance* d'André Chamson.

Un roman de Flora Cès, préfacé par Jeanne Bourin, *Priscilla de Corinthe*.

● Chez Stock, la cinquième réédition d'un grand succès de penseur solitaire, *L'esprit de perfection* de Georges Roditi.

● Aux éditions Fischbacher, *Le Voyage en Italie du baron de Krüdener*, publié par son arrière petit-fils, M. Francis Ley.

● Chez Tallandier, le *Voyage en Orient* du Comte de Chambord, présenté et annoté par M. Arnaud Chaffaujon, avec une préface de Mgr le Comte de Paris.

● A La Table Ronde : une enquête de M. et Mme Girault de Coursac *Sur la route de Varennes*, ou comment Louis XVI a été trahi par les siens ; Bouillé et Choiseul mis à la question révèlent leurs noirs desseins.

● Au Mercure de France, les *Mémoires de la Marquise de la Rochejacquelein* écrits, on le sait, par Prosper de Barante.

## KAFKA L'INEXPLIQUÉ

par Gérard STEPHANESCO

**I**l est une nouvelle de Franz Kafka qui m'enchantait particulièrement. Elle porte pour titre "Description d'un combat". Ce n'est pas le premier texte rédigé par Kafka. On sait qu'il a commencé à écrire très tôt, alors qu'il était encore écolier. Mais c'est sans doute le premier, ou l'un des tous premiers récits de Kafka à avoir été publiés. Comme la plupart des œuvres de Kafka, "Description d'un combat" reste inachevée. Comme la plupart de ses œuvres, il en existe plusieurs versions. Le manuscrit "A" (1) me semble infiniment plus éblouissant que les autres. J'y retrouve, en quelques pages fulgurantes, tout ce qui fait l'originalité et le génie de Franz Kafka : l'homme qui se sent rejeté, celui que l'amour à la fois attire et terrorise, celui qui entretient avec le rêve une relation privilégiée.

Dans "Description d'un combat", le héros, indubitablement Kafka soi-même, est invité à une réception. Il se fait tard. Or, durant toute la soirée, il s'est senti étranger, à part. C'est le moment que choisit un autre invité, inconnu, pour lui faire des confidences et lui raconter le plaisir qu'il vient de prendre avec sa fiancée. Gêné, le héros lui propose une promenade au grand air. Les deux jeunes hommes prennent congé.

"Dans le vestibule se tenait une femme de chambre, que nous n'avions pas remarquée jusqu'alors. Elle nous aida à passer nos manteaux, puis elle prit une petite lampe portative pour nous éclairer dans l'escalier. Oui, cette fille était belle. Son cou était nu ; elle portait seulement un ruban de velours noir sous le menton ; son corps, recouvert d'amples vêtements, se penchait avec grâce, tandis qu'elle descendait l'escalier devant nous en abaissant la lampe. Ses joues étaient rouges, car elle avait bu un peu de vin et ses lèvres étaient entrouvertes.

"Au bas de l'escalier, elle posa sa lampe sur une marche, fit un pas vers mon compagnon en titubant un peu, le prit dans ses bras, l'embrassa et resta immobile dans cette position. Ce fut seulement quand je lui eus glissé une pièce de monnaie dans la main qu'elle dénoua son étreinte, à demi endormie ; elle ouvrit lentement le petit portail et nous laissa partir dans la nuit".

Une fois au dehors, commence pour le héros une course folle, hallucinante, cauchemardesque dans la Prague nocturne. Au cours des dernières lignes du récit, il s'efforce de se rassurer et de se calmer en se répétant qu'il n'éprouve pour son compagnon ni amitié, ni haine, ni crainte mais uniquement de l'indifférence.

### L'HOMME QUI SE SENT REJETÉ

Ce jeune homme qui se sent rejeté en société, qui, lorsqu'un inconnu s'adresse à lui, ressent tour à tour ennui, gêne, crainte puis indifférence, est bien Franz

Kafka. Kafka juif, vivant à Prague, ne connaissant ni le yiddish ni le tchèque mais un allemand provincial, minoritaire mal dans sa peau, dans un empire autrichien très hiérarchisé où la vertu suprême consiste en une soumission sans faille à l'autorité.

De très nombreux biographes ou critiques littéraires ont cru trouver dans ses origines la clef du génie de Kafka. C'est le cas notamment (même si ces différents auteurs ne sont pas d'accord entre eux et insistent sur telle ou telle interprétation) de Hans Joachim Schoeps (2), de Félix Weltsch (3), de Martin Buber (4), de Baruch Benedikt Kurzweil (5). Dans une conférence très remarquable, Armand Nivelle (6) a apporté à cette conception les réserves qu'il convient. "Ni la situation conflictuelle du "juif assimilé", écrit-il, ni une prise de conscience historique ; ni un retour conscient ou inconscient, total ou partiel à la foi de ses ancêtres ne peuvent rendre compte de l'intérêt universel qu'il suscite". Et plus loin : "Tout cela peut nous mettre "en condition" pour aborder l'œuvre, mais pour l'aborder seulement, car c'est alors que commence la véritable étude. Celle-ci se situe, en dernier ressort, sur un autre plan, celui de l'art du roman".

Marthe Robert (7), qui a consacré à Kafka plusieurs essais ou études, partage pourtant l'opinion de ceux qui considèrent les origines juives de l'auteur du "Procès" comme la source et le secret de son génie. Elle va jusqu'à reprocher à Max Brod, l'ami, le confident de Kafka, celui sans qui nous n'aurions sans doute jamais eu accès à son œuvre, d'avoir voulu dépasser ce que cette œuvre pouvait receler de purement "petite minorité juive de Prague" pour en proclamer l'universalité. Il est vrai que Brod (8) hisse un peu trop les romans et les nouvelles de Kafka vers une "spiritualité" qui ne paraît pas toujours évidente.

En revanche, je pense que Brod a raison lorsqu'il croit en l'universalité de Kafka. Gustav Janouch (9) rapporte cette anecdote : au cours d'une promenade dans la vieille ville, son ami Alfred Kämpf lui dit : "Prague est une ville tragique. On le voit déjà à son architecture, dont les formes médiévales et modernes s'imbriquent presque sans transitions. Du coup, les alignements de façades ont quelque chose de flottant et de visionnaire". Janouch rencontre le lendemain Kafka et lui rapporte les propos de Kämpf. Réaction de Kafka : "Il eut ce petit rire qui n'appartenait qu'à lui et qui faisait penser à un bruit de papier froissé ; il rejeta la tête en arrière et, considérant le plafond avec un regard intense, il dit : "Il n'y a pas que Prague : le monde entier est tragique".

Certains auteurs vont d'ailleurs encore beaucoup plus loin et confèrent à Kafka une double universalité : dans l'espace et dans le temps. Rose-Marie Ferenczi (10) n'hésite pas à écrire : "En 1968 on a pu voir soudain le nom de

### *Kafka et Prague*

Kafka au cœur des événements qui ont secoué le monde des deux côtés du rideau de fer. "C'est la faute de Kafka", lisait-on dans les journaux de tendance marxiste orthodoxe, si le révisionnisme a pu se développer parmi les intellectuels tchèques et la contre-révolution prendre corps ; ou bien inversement, c'est grâce à Kafka que "le printemps de Prague" a pu germer dans les esprits. Il ne s'agit pas d'une simple boutade plagiant un refrain célèbre, ou d'une astuce de journalistes exploitant la mode Kafka. Cet auteur a joué effectivement un rôle important à l'origine et dans la préparation de ces événements".

Pour ma part, sans entrer dans ces querelles, je me contenterai de constater que le "K" du "Château", ou du "Procès", le Karl de "L'oublié" ou le Grégoire de "La métamorphose" sont des hommes qui se sentent rejetés par les autres, comme Kafka le ressentait pour lui-même. Mais enfin, Jésus aussi a été rejeté par les autres ! On peut voir là une explication du caractère de Kafka, pas celle de son génie ; une parenté entre son propre cas et celui des principaux personnages masculins de ses romans, pas le secret de son art et de l'immense influence qu'il a pu avoir sur l'écriture romanesque de ces dernières décennies.

#### **KAFKA, LES FEMMES, L'AMOUR**

La servante de "Description d'un combat" est le proto-

type de bien des héroïnes de Kafka, du moins pour ce qui concerne leur caractère érotique. La Clara ou la Brunelda de "L'oublié", la "laveuse" du "Procès", la Frieda du "Château" sont toutes des créatures de chair et de sang, ne résistant pas à leur désir, l'affichant au contraire avec une totale impudeur si ce n'est avec une rage dévorante.

En revanche plusieurs personnages féminins de Kafka symbolisent la consolation ou mieux encore l'intercession. Je pense par exemple de nouveau à Frieda ou à la cuisinière en chef de "L'oublié". Quels rapports établir entre ces femmes sexuellement déchainées ou maternellement apaisantes et l'expérience personnelle de Kafka ? On sait qu'il avait très mal supporté un père tyrannique. Mais rien ne vient prouver qu'il ait trouvé auprès de sa mère un quelconque recours. Quant aux femmes, son "Journal" (11) témoigne de l'attrait physique qu'il éprouvait à leur égard :

"Je prends à dessein les rues où il y a des putains. Passer devant elles m'excite comme une possibilité lointaine, mais qui n'en existe pas moins, d'aller avec l'une d'elles. Est-ce de la bassesse ? Mais je ne connais rien de plus agréable et la réalisation de ce désir me paraît au fond innocente et ne me donne presque aucun remords. Je ne désire que les grosses filles un peu mûres qui ont des

vêtements démodés auxquels toutes sortes de fanfreluches donnent cependant un certain air de luxe”.

D'un autre côté, ses longues fiançailles avec Felice Bauer, rompues puis renouées, mais qui n'ont jamais abouti au mariage, témoignent (12) de la crainte qui tyrannisait Kafka de devenir impuissant. Or impuissant, il ne l'était pas et il a même connu des aventures amoureuses relativement nombreuses. Il était maladif, nerveux, il souffrait d'insomnie, de maux de tête, il a fini tuberculeux : tout cela explique sans doute qu'il ait été hanté par les fantasmes de l'impuissance mais n'apporte pas d'éclaircissements définitifs sur l'art avec lequel Kafka a campé ses personnages féminins.

## KAFKA ET LE RÊVE

Selma Fraiberg, dans une étude sur Kafka et le rêve (10), note : “Pendant la plus grande partie de sa vie Kafka a vécu, semble-t-il, dans une dangereuse intimité avec le monde du rêve. Il possédait une sorte de connaissance sensorielle du rêve et des dimensions de la conscience, qui ne pouvait être atteinte que par un homme qui avait une relation extraordinaire avec sa propre vie intérieure”.

Les propres confessions de Kafka, dans son Journal (11), viennent corroborer les propos de Fraiberg : “Nuit d'insomnie. Déjà la troisième d'affilée. Je m'endors bien, mais je me réveille au bout d'une heure comme si j'avais posé ma tête dans le mauvais trou. Je suis complètement réveillé, j'ai le sentiment de n'avoir pas dormi du tout ou de n'avoir dormi que sous une peau mince, je me retrouve devant la nécessité de travailler à m'endormir et je me sens rejeté par le sommeil. Et à partir de ce moment jusque vers cinq heures du matin, je reste dans cet état où je dors, certes, mais où, en même temps, des rêves violents me tiennent éveillé. Je dors véritablement “à côté” de moi, tandis qu'il me faut, en même temps, me battre avec mes rêves. Vers cinq heures, j'ai consommé jusqu'à la dernière trace de sommeil, je ne fais plus que rêver, ce qui est plus épuisant que de veiller. Bref, je passe toute la nuit dans l'état où se trouve un homme sain, un moment avant de s'endormir pour de bon. Quand je me réveille, tous les rêves sont rassemblés autour de moi, mais je me garde bien de les approfondir”.

De telles pages ont autorisé des critiques littéraires à considérer l'œuvre de Kafka comme profondément onirique. En fait, dans ses premiers récits, dans “Description d'un combat” par exemple, Kafka se laisse entraîner par ce que l'on pourrait appeler une “virtuosité hallucinatoire” très voisine du pur cauchemar. Mais dans ses écrits ultérieurs, dans ses trois romans et aussi dans des nouvelles comme “La métamorphose”, “Le terrier” ou “La colonie pénitentiaire”, il s'efforce à de plus en plus de dépouillement et tourne le dos à tout ce qui peut ressembler au délire.

Sur ce troisième point comme sur les deux autres, je ne peux donc qu'arriver à la même conclusion : oui, le rêve a tenu une grande place dans la vie de Kafka ; non, le rêve

n'explique ni l'art, ni le génie, ni l'immense influence qu'il a encore sur nous, un siècle après sa naissance et soixante ans après sa mort.

## KAFKA TOUJOURS INEXPLIQUÉ

Si ni ses origines de juif de Prague, ni son conflit familial, ni ses expériences amoureuses, ni son état de santé et ses insomnies peuplées de rêves ne peuvent nous procurer la clé du génie de Kafka, est-ce qu'une approche purement littéraire paraîtrait plus satisfaisante ? Claude David s'y est risqué avec un bonheur certain (1) et il mérite d'être largement cité : “On est entraîné, non seulement hors des chemins battus, mais dans un domaine où il n'existe plus de chemin ; le lecteur perd pied, il glisse et débouche dans une zone où cesse la compréhension. C'est à ce moment de vertige, au bout de ces revirements et de ces cabrioles de pensée, qu'on avait pu un moment considérer comme de simples jeux de plume, qu'apparaît, lointaine, présumée, suggérée, cette zone “du pur, du vrai, de l'immuable”, que Kafka s'est donné pour tâche de faire apparaître. Pour accéder à cette vérité, il fallait d'abord briser la logique et rendre douteux le pouvoir de la raison”. Et plus loin : “Seul le raisonnement s'engage dans des dédales sans fin. L'action est traitée par grandes masses, avec une sobriété extrême de moyens ; quelques images violemment éloquentes suffisent à en fixer les articulations. Les retournements, les coups de théâtre abondent, surtout dans les premiers récits. Tout agrément, toute description, tout portrait trop précis distrairait de l'essentiel. Par cet art robuste, qui dédaigne de plaire, qui ne refuse même pas, par moments, de paraître fastidieux, Kafka se détache entièrement de la littérature de son temps”.

On saurait difficilement mieux dire. Cette fascination que Kafka exerce sur notre temps serait moins dû au sentiment d'angoisse qui nous pénètre à la lecture de ses œuvres et qui serait le reflet de sa propre existence, qu'à la mise au point difficile, épuisante, toujours dans le doute, de procédés littéraires tendant à faire apparaître les limites, les erreurs et les contradictions de la logique, du raisonnement, pour nous donner à pressentir l'existence, quelque part, d'une vérité.

Gérard STEPHANESCO

(1) Kafka, “Œuvres complètes”, Bibliothèque de la Pléiade, NRF, 1980.

(2) Article dans *Neue Rundschau*, 1951.

(3) *Deutsches Judentum. Aufstieg und Krise*, 1963.

(4) *Zwei Glaubensweisen*, Zurich, 1950.

(5) *Neue Rundschau*, 1966.

(6) *Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Nice*, N° 11.

(7) “Seul, comme Franz Kafka”, Calann-Lévy, 1979.

(8) “Franz Kafka. Souvenirs et documents”, Paris, 1945.

(9) “Conversations avec Kafka”, *Les Lettres Nouvelles*, 1977.

(10) “*Obliques*” N° 3.

(11) Grasset, 1981.

(12) “*Lettres à Felice*”, Paris, 1972.

# BONNARD, L'ENCHANTEUR

par Henri BOURBON

*"Quand on couvre une surface avec des couleurs, il faut pouvoir renouveler indéfiniment son jeu, trouver sans cesse de nouvelles combinaisons de formes et de couleurs qui répondent aux exigences de l'émotion" Pierre Bonnard.*

**J**e voudrais arriver devant les peintres de l'An 2.000 avec des ailes de papillon". L'An 2.000 approche et Bonnard longtemps considéré comme un peintre élégant et charmant, un nabi japonard marqué par l'impressionnisme, est enfin reconnu pour ce qu'il est : l'un des plus grands peintres modernes qui sut d'une table chargée de fleurs et de fruits, d'une sieste sur une terrasse, d'une jeune femme à sa toilette, d'une porte-fenêtre entrouverte sur un jardin touffu et merveilleusement arboré, créer l'image même d'une certaine douceur de vivre dans un Eden de rêve et réaliser ainsi quelques uns des chefs d'œuvre absolus du XX<sup>e</sup> siècle. Bonnard, né deux ans avant Matisse et un an après Kandinsky.

"Ne me parlez pas de Bonnard, disait Picasso à Françoise Gilot. Ce qu'il fait n'est pas de la peinture, il ne va jamais au-delà de sa sensibilité, il ne sait pas choisir. Le résultat est un pot-pourri d'indécision, il obéit à la nature, il ne la transcende pas. Bonnard n'est qu'un néo-impressionniste, un décadent, un crépuscule, pas une aurore". Et Christian Zervos dans "Les Cahiers d'Art" refusait de reconnaître à Bonnard la qualité de grand peintre. Encore aujourd'hui il est des Histoires de l'art moderne qui ne consacrent à Bonnard que de rapides passages. Pourtant dès 1935, Elie Faure formulait un jugement qui allait à contre-courant des idées reçues dans les avant-gardes : "Comme les plus rares

artistes, Bonnard donne l'impression d'avoir inventé la peinture... Je ne vois guère au premier abord que Bonnard qui parte de l'émotion spontanée pour réaliser ses harmonies imprévues au fond de qui la vie la plus tressaillante, la plus surprise erre et tremble comme des herbes, des fleurs et des ailes au milieu des gemmes écrasés et des pollens tournoyants". Et en 1944 Jean Bazaine et Alfred Manessier saluaient en Bonnard un précurseur, reconnaissant dans ses œuvres "un concret au-delà de l'abstrait, une conception totale de l'espace couleur qui pousse la peinture dans sa voie la plus large et la plus authentique". Depuis, les ouvrages de Pierre Courthion, d'Antoine Terrasse, d'André Fermigier, de Jean Clair, d'Annette Vaillant ont mis Bonnard à sa vraie place, aux côtés de Matisse, de Picasso, de Rouault, de Braque.

Bonnard, contemporain du fauvisme, de l'expressionnisme, du cubisme, du surréalisme, du futurisme, de l'abstraction, mouvements esthétiques qui sont et font l'histoire de la peinture du XX<sup>e</sup> siècle, se tient à l'écart de cette effervescence, ne se soucie en rien des modes et affirme progressivement dans le calme et le travail sa propre originalité. Il écrit simplement dans ses "Carnets" : "Je ne suis d'aucune école, je cherche seulement à faire quelque chose de personnel". "Dessiner son plaisir ; peindre son plaisir ; exprimer fortement son plaisir".



L'actuelle exposition du Centre Beaubourg n'est pas une rétrospective (celle-ci fut organisée en 1967 à l'Orangerie pour le centenaire de la naissance de l'artiste), elle propose en quelque sorte une démonstration de la modernité de Bonnard, le situant non plus comme un peintre tourné vers le XIX<sup>e</sup> siècle mais comme l'un des principaux classiques du XX<sup>e</sup>. Sur les quatre vingt années de sa vie, on a choisi de privilégier les œuvres des vingt sept dernières années. Parmi les soixante-dix toiles exposées (qui évidemment ne rassemblent pas tous les chefs d'œuvre et on regrette certaines absences) on compte trois toiles antérieures à 1908, une quinzaine pour les années 1908-1920, une cinquantaine de 1920 à 1947 avec quelques "Natures mortes" et les séries des "Nus dans la Baignoire", des "Portes-fenêtres", des "Paysages" de Normandie et du Cannel. On a ainsi voulu prouver - le catalogue le précise - que Bonnard est à l'origine d'une certaine abstraction contemporaine et d'une nouvelle figuration. Une intention qui aidera peut-être les snobs à mieux apprécier Bonnard. Mais l'essentiel n'est pas que Bonnard ait une postérité moderne, si estimable soit-elle. L'essentiel c'est l'œuvre de Bonnard, sa richesse éclatante, son superbe lyrisme, sa séduction

savante, ses audaces de coloriste, ce monde, ces choses qui n'existent que par la couleur, ces corps, ces objets, ces paysages transfigurés par la lumière. "Peintre le plus peintre de ce demi-siècle", ainsi le définit Jean Cassou.

Classé avec son ami Vuillard et Maurice Denis dans le groupe des nabis, Bonnard a une phase dite "japonarde", dans les années 1892, pendant laquelle il recourt à des tons neutres, à des couleurs où dominant le noir et le gris et où se remarque, à l'imitation des estampes japonaises, le caractère plat de la surface colorée. Puis dans les années 1900, observant les spectacles de la vie quotidienne à Paris, notant les variations de l'atmosphère, sa palette s'éclaircit, il en vient à une interprétation très personnelle de l'impressionnisme dont on a pu dire qu'il s'agissait d'un tachisme vibrant et chaud.

La couleur va devenir pour Bonnard une fin en soi, choisie pour sa puissance de poésie et sans référence au réel.

En juin-juillet 1909 Bonnard découvre le Midi, lors d'un voyage à St-Tropez où il retrouve Henri Manguin. C'est l'éblouissement devant l'exubérance de la lumière et de la nature méridionales : "J'ai eu le coup des Mille et Une Nuits. La mer, les murs jaunes, les reflets aussi colorés que la lumière".

En 1912 il achète une villa à Vernon "Ma roulotte". Désormais commence son chant d'amour passionné et frémissant à la nature, à la douceur d'une peau de femme, à la saveur de fruits d'or et de pourpre sur un compotier, à un petit nuage rose qui se reflète dans une mer mêlée au soleil, au feuillage orangé d'un arbuste qui s'épanouit sur un fond de verdure, à un banal pichet rouge disposé dans la clarté du matin sur un plateau de petit déjeuner, et ce chant d'amour ne cessera qu'à sa mort avec la blancheur neigeuse de sa dernière toile "L'Amandier en fleurs" qui, sur le bleu du ciel, a la fraîcheur de l'innocence.

Panthéiste et virgilien, Bonnard ressuscite le Paradis perdu, l'Age d'or dont se nourrissent nos rêves. Il n'est pas esclave de la réalité. Le tableau s'inspire du motif, il n'en est pas la copie. "Il ne s'agit pas, dit-il, de peindre la vie, mais de rendre la peinture vivante... On parle toujours de la soumission devant la nature, il y a également la soumission devant le tableau".

De plus en plus franchement, Bonnard va traduire son émotion devant le motif en des surfaces colorées ou les ombres seront bannies. Il ne craint ni les discordances ni les harmonies déroutantes. Ses audaces de coloristes dépassent celles des Fauves, mais elles sont plus subtiles. Son imagination est inépuisable. Ses transpositions continuellement renouvelées. Tantôt il module, tantôt il porte la couleur à son maximum d'intensité. Il se souvient de Delacroix écrivant dans son "Journal" : "On ne peint jamais assez violent".

Bonnard fait de fréquents séjours sur la Côte d'Azur, et lorsqu'il peint à Vernon ses tableaux paraissent parfois éclairés par une lumière méditerranéenne à tel point que l'un de ses paysages normand fut longtemps considéré comme un paysage du Midi. Il est vrai par contre qu'ins-

plendissent dans la magnificence et le chatoiement de leurs sortilèges.

Les couleurs se substituent aux valeurs. Ardentes, elles atteignent une force, un dynamisme incomparables. Bonnard se révèle le maître de la couleur à l'heure de midi comme à celle du crépuscule. Il accomplit en suprêmes réussites son projet le plus révolutionnaire : "Il m'apparut qu'il était possible de traduire lumière, formes et caractères rien qu'avec de la couleur sans faire appel aux valeurs". La comparaison entre la ravissante "Vue de St-Tropez" peint en 1909 et la vision surprenante du "Golf de St-Tropez" (Musée d'Albi) peint en 1937 est éloquente, elle montre l'importance considérable de l'évolution de Bonnard vers une totale libération des recettes, des habitudes, des conventions. Ces deux tableaux ne sont malheureusement pas présentés à Beaubourg.

Si Bonnard a toujours voulu garder "les pieds sur terre", il s'est éloigné du réalisme et des impressionnismes, il a créé un réel qui lui est propre, ses couleurs chantantes, vives, raffinées n'imitent pas la nature, elles la transforment, elle la transfigurent et débouchent sur un monde nouveau, un univers magique. Bonnard est un prodigieux visionnaire. Sa palette, ainsi que l'a observé Bernard Dorival, est la plus irréaliste de la peinture moderne. Bonnard l'enchanteur, Bonnard l'ensorceleur. Somptueux, son "Nu à la baignoire", du Musée du Petit Palais, est avec ses précieux et profonds accords de bleu, de jaune, et de mauve, l'un des chefs-d'œuvre les plus parfaits de la peinture de ce siècle. Chantre de la chair rayonnante et des fruits qui embaument, peintre sensuel et intimiste dans ses scènes de toilette, ses intérieurs, ses natures mortes, Bonnard possédait aussi le sens du grand art décoratif, le goût des traditions des artistes de la Renaissance et des Italiens du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il l'a manifesté admirablement dans des œuvres très belles mais trop rares, faute de commandes ; quelques-unes sont exposées à Beaubourg : "L'été", "Le café du petit Poucet", "La terrasse de Vernon", "Le grand paysage du Cannet".

Enchanteur, ensorceleur, Bonnard n'est pas un hédoniste pur ; le qualifier de peintre du bonheur est une manière de le limiter. Il porte sur l'univers un regard émerveillé mais lucide, son accord au monde ne va pas sans mélancolie, il sait la fragilité de la beauté et la précarité du bonheur. "A l'instant où l'on dit qu'on est heureux, on ne l'est plus".

Les frémissements de sa peinture parlent à nos yeux mais parlent aussi à nos cœurs ; ne sont-elles pas l'expression des frémissements d'une sensibilité tendre et inquiète. En témoignent ses "Autoportraits" d'une gravité énigmatique et un peu triste. "Celui qui chante n'est pas toujours heureux"... Grâce soit rendue à Bonnard, car il est dans ses chants des accents d'une éternelle jeunesse.

Henri BOURBON

*N.B. : Les citations de Pierre Bonnard sont tirées de ses "Carnets" publiés par Antoine Terrasse et de sa "Correspondance".*

### *"L'Amandier en fleur"*

tallé à proximité de Cannes une dizaine d'années plus tard, il dira que la lumière du Nord est plus intéressante que celle du Midi, car elle change sans cesse.

Les hardiesses de ses mises en page et de ses perspectives ne le cèdent en rien à ses hardiesses lumineuses ; novateur, il utilise souvent des procédés de cinéaste, il peint de façon à "montrer ce qu'on voit quand on pénètre soudain dans une pièce d'un seul coup".

Bonnard n'oublie pas les exigences de l'ordre, du dessin, de la construction ; s'il fut tenté de le faire dans les années 1910, il se ressaisit très vite. "Un tableau bien composé est déjà à demi fait". Sous le foisonnement des formes et la luxuriance des couleurs sa peinture demeure et demeurera une peinture solide, ordonnée, organisée.

En 1925 Bonnard achète une villa au Cannet "Le Bosquet". C'est l'ivresse colorée dans l'exaltation de la splendeur et de la vitalité du monde. C'est la féerie polychromique. Les tableaux se succèdent en une fantastique fête de la lumière et de la couleur. Citons par exemple "l'Atelier du Cannet" qui s'illumine de soleil tandis que flamboie le jaune des mimosas et ses "Jardins" qui res-

# DES VILLES AU COEUR MASACRÉ

par Yvan CHRIST

**L'**architecture des cinquante dernières années, avec sa dominante technologique, a cassé tous les systèmes de proportions hérités de l'histoire. Nos villes sont en fait détruites par ces formes nouvelles". Constat lucide. Il a été formulé par l'architecte catalan Ricardo Bofill, un des hérauts du "post-modernisme". M. Xavier de Christen, conseiller d'Etat, président de la Ligue Urbaine et rurale, cite cette réflexion très amère à la dernière page du remarquable numéro spécial des "Cahiers" de son association, consacré aux abords des Monuments historiques (1).

\*  
\* \*

La vieille querelle des Anciens et des Modernes est devenue, au XX<sup>e</sup> siècle, une bataille sans merci. Désormais, deux univers, nés de deux sensibilités antinomiques, se toisent et se confrontent. Est-il possible, sera-t-il possible, un jour, de concilier l'inconciliable ? C'est que, sous nos yeux effarés, tout se passe comme si le formidable problème était insoluble, comme si toute apparition d'une architecture "strictement contemporaine" au sein d'une ville traditionnelle, était, *ipso facto*, une agression.

A l'architecture a succédé ce qu'un Achille Carlier appelait la "mécanitecture". Aussi bien les architectes veulent-ils être, d'abord, et quasi exclusivement, des ingénieurs. Gustave Eiffel le fut, en 1889, en dressant au-dessus de Paris, à une hauteur jusqu'alors inconnue, la tour que l'on sait bien, porte-drapeau de l'âge du fer qui annonçait celui de tous les matériaux préfabriqués. Cent ans plus tard, nous en sommes toujours au même point. En vue de magnifier l'éventuelle entrée unique du "Grand Louvre", qu'il situe en souterrain, au centre de la cour Napoléon, l'architecte sino-américain Ieoh Ming Pei propose d'ériger une pyramide haute d'une vingtaine de mètres, dont l'armature métallique serait étudiée par

l'Aérospatiale et les parois de verre réalisés par la manufacture de Saint-Gobin. Dans l'un et dans l'autre cas, il s'agit substantiellement, esthétiquement de "corps étrangers".

Nouveaux matériaux. Nouvelles proportions. Rupture évidente, affirmée, exigée comme une nécessité absolue, par un architecte tel que Claude Parent, qui va jusqu'à "*chercher le combat au pied du monument historique*". Ai-je tort de parler de bataille ? Il y a, depuis un demi-siècle, une violente offensive qui est menée par les "Modernes" contre les "Anciens", lesquels en sont réduits à la défensive - opérations retardatrices où ils sont, sur presque tous les terrains, battus à plate couture. C'est la guerre totale. Elle est parfois encouragée, sinon menée par ceux qui, ès qualités, sont, au nom de la loi, habilités à sauvegarder le patrimoine qui nous a été légué par l'ancienne civilisation et que menace, jour après jour, la nouvelle.

Ainsi en a-t-il été, parmi cent autres cas, à Amiens, le ministère de la Culture ayant, il y a quelques années, autorisé la construction d'un immeuble de métal et de verre sur le parvis de la cathédrale. Même attentat à Lyon où, dans un quartier très homogène, marqué par la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la municipalité n'a pas craint d'édifier entre la gare de Perrache et la place Carnot, un monstrueux assemblage de formes multicolores, coulées dans le béton, et qui, en un tel lieu, sont proprement insupportables. Et je ne cite que pour mémoire le Centre Pompidou à Beaubourg et le Forum des Halles. Des agressions de cet ordre sont légion. Pierre de Lagarde, dans les "Cahiers de la Ligue urbaine et rurale", en dresse une liste qui est des plus accusatrices.

"*Un coup de pistolet dans un concert*" : ainsi disait Stendhal de l'intrusion de la politique dans la littérature. Il en va de même de l'intrusion de la technologie du XX<sup>e</sup>

La Tour Eiffel, rétorquent les défenseurs de celle du Montparnasse, est tout aussi provocante... Elle avait cependant pour elle, en 1889, d'être un *unicum*, une exception à la règle générale qui commandait encore les proportions de la ville, à peu près respectées jusqu'à nos jours les plus récents. C'est, maintenant, le reste, tout le reste, qui est en passe de devenir l'exception. Et, face à la "créativité" contemporaine, c'est tout l'apport des villes traditionnelles, ou ce qu'il en subsiste, qui devient, suivant les constructeurs de notre temps, une provocation permanente : aux lendemains de la dernière guerre, un architecte distingué ne regrettait-il point que Paris n'eût pas été ravagé, voire rasé par les divers belligérants - ce qui eût fourni aux bâtisseurs contemporains l'honneur et l'avantage de reconstruire intégralement, suivant les données du siècle, la capitale de la France ? Le passé gêne le présent et compromet le futur...

\*  
\* \*

Les "Cahiers de la ligue urbaine et rurale" passent en revue les dispositions législatives qui, de 1913 à 1943, de 1962 à 1983, ont eu pour objet la protection des Monuments historiques et de leurs abords. Elles se soldent par une multitude d'échecs. M. Jacques Houlet, inspecteur général des Monuments historiques, qui analyse l'ensemble de ces lois, affirme, sans crainte d'être contredit, que *"le plus affligeant, c'est que les massacres les mieux conditionnés ont à l'occasion reçu la bénédiction des plus hautes autorités administratives"*. Alors, à quoi bon les lois et les décrets les plus élaborés et les mieux intentionnés ? A quoi donc a servi, depuis 1943, le fameux "rayon" de 500 mètres tracé autour des édifices classés ou même inscrits à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques et dans lequel *"toutes les transformations devaient être autorisées par le ministre compétent ? Difficilement applicable, dans sa complexité quotidienne, cette excellente loi n'a été, ne peut être, sauf exception, que rarement appliquée à la lettre. On lui a substitué, en 1962, une loi qui permet à l'administration d'étendre celle de 1943 "et de l'adapter pour des monuments exceptionnels. Il fallait, et il faut toujours pour cela un décret en Conseil d'Etat. Procédure si lourde qu'un seul monument en a bénéficié : le château de Versailles"*.

La loi du 7 janvier 1983, qui crée des "zones de protection du patrimoine architectural et urbain" - on les baptise déjà des Z.P.A.A.U. - va-t-elle, du tout au tout, modifier la situation ? On peut la considérer, dans son principe, comme une amélioration sensible puisqu'elle permettra de dépasser largement, si besoin est, le fameux "rayon" de 500 mètres. Mais qu'en sera-t-il, sur le terrain, de cette *"protection à la carte"* ? Je cite encore M. Jacques Houlet : *"s'il est une illusion que l'expérience pulvérise, c'est bien celle qui consisterait à croire qu'on peut préserver la beauté d'un monument et de son environnement grâce à un ensemble de règles qu'on appliquerait mécaniquement"*. L'arsenal législatif ne surabondait-il pas en armes réputées salvatrices ? Elles étaient insuffisantes. Qu'en sera-t-il, à l'avenir, de celles qui viennent d'être forgées ?

#### *Un contraste discutable*

siècle dans le tableau urbain qui a été lentement modelé par les siècles. C'est l'affrontement de deux civilisations qui n'ont rien, entre elles, de commun, la seconde se flattant de rompre - naïveté ou sadisme ? - avec toutes les antiques données de l'art de bâtir, considérées comme à jamais révolues. Ici, du moins, le terme rebattu de "mutation" s'applique à la lettre. L'"accélération de l'histoire" étant le fait de la civilisation nouvelle, le visage de nos villes a moins changé en vingt siècles que dans les cinquante dernières années du siècle présent. La vieille gare parisienne du Montparnasse, qui datait de la Monarchie de juillet, était tout le contraire d'un chef-d'œuvre, mais son constructeur l'avait conçue à l'échelle de la ville et du quartier où elle s'inscrivait naturellement : faite de pierres, qui dissimulaient avec politesse sa structure métallique, elle avait même été habillée de quelques lambeaux de vêtements à l'antique. Dominée par une tour qui est la plus haute de toute l'Europe, la gare nouvelle est sans lien connu ni avec le quartier, ni avec la ville. L'ensemble des bâtisses qui la complètent est, soulignons, excentrique par rapport au cœur de Paris. La tour du Montparnasse n'en domine et n'en dénature pas moins les plus admirables perspectives monumentales - du Luxembourg aux Invalides, où, dorénavant, elle s'impose comme la pire des intruses.

### *Une pyramide dans la Cour du Louvre présente quelques risques esthétiques*

Jusqu'à présent, c'est à l'échelon national, par l'intermédiaire de la "Commission des Abords", section plus ou moins légale de la Commission supérieure des Monuments historiques, que les problèmes litigieux étaient traités - parfois de la pire façon. M. Jacques Houlet est sans tendresse, et on le comprend, pour cette commission néfaste : *"dominée dans un premier temps par des architectes contemporains pour qui rien n'était trop moderne, elle a bravement couvert de son pavillon les essais les plus étranges. Elle en vint à un tel degré d'aveuglement que les ministres successifs n'osaient plus suivre ses avis. Quand on eut atteint un stade où ils en prenaient systématiquement le contre-pied, l'administration s'avisa de modifier la composition de l'assemblée. Par un retour du pendule, elle devint si scrupuleusement protectrice que plus rien d'original ne trouvait grâce devant elle"*.

La loi de 1983 - qui n'est pas encore assortie de ses décrets d'application - a pour effet de décentraliser témérairement toutes ces compétences. Certes, *"le pouvoir des architectes des Bâtiments de France (...) n'a pas été supprimé (...), mais il est créé une instance d'appel intermédiaire entre le niveau départemental et le ministère de la Culture : le collège régional du patrimoine. Ainsi les affaires litigieuses, au lieu d'être soumises directement à la Commission des Abords, le seront-elles à un collège régional et pourront-elles être tranchées par le préfet de région"*. Du fait d'un tel transfert de compétences et d'autorité, le vandalisme sera-t-il bridé comme par miracle ? M. Jacques Houlet en doute : *"Quand on voit quelle fut la longue maturation de la Commission des Abords, quand les préfets surgissent entre les lignes du martyrologe des monuments historiques, il est permis d'avoir des inquiétudes"*.

Victor Hugo, en 1832, le notait déjà, avec une ironie féroce : *"La bévée administrative s'engendre toujours, comme par le passé, du maire au sous-préfet, du préfet au*

*ministre. Seulement, elle est plus grosse"*.

\*  
\* \*

Nous en sommes là - à la veille de l'application d'une réforme dont on ne sait encore si elle sera bénéfique ou maléfique, ou, plus simplement et tristement, si elle ne changera rien à une situation qui se poursuivra, cahin-caha, comme devant. *"Il n'y a, disait Péguy, que des questions de personnes"*. Si les hautes et puissantes "personnes" qui, au cœur des régions auxquelles l'Etat, dans sa bonté, abandonnera une part de sa souveraineté, si MM. les préfets, métamorphosés en commissaire de la République, sont, soudain, frappés par la grâce, la République des arts peut encore être sauvée. Nous les jugerons à l'œuvre.

Le cœur des villes, *"qui contient les monuments du passé"*, écrivait, dans *Pleins pouvoirs*, Jean Giraudoux, fondateur de la Ligue urbaine et rurale, *"ne doit subir de retouches que celles qui justement, soulignent sa beauté et son histoire"*. Rares sont les architectes contemporains qui, dans la crainte d'être accusés du crime de passéisme ou de pastiche, osent s'inscrire sans heurt dans ce que l'on appelle le "tissu" du passé. Christian Langlois est du petit nombre de ceux-là, à Paris, aux abords du palais du Sénat ou à Orléans, autour de la cathédrale. M. Xavier de Christen a raison de le souligner : *"en reprenant (des) archétypes, l'architecte ne plagie pas davantage qu'en reprenant les modèles d'aujourd'hui"*. Depuis un demi-siècle, l'architecture contemporaine ne se pastiche-t-elle pas elle-même, jusqu'à l'épuisement ?

Epuisement manifeste et universel. Voilà notre seul espoir.

Yvan CHRIST

(1) N° 81, 4<sup>e</sup> trimestre 1983 (374, rue Saint-Honoré, Paris 1<sup>er</sup>).



# notes de Lecture

## ● La République absolue d'Odile Rudelle

“La République absolue” est l'adaptation d'une thèse soutenue à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris en 1979. L'auteur, Odile Rudelle, présente une étude très fine et approfondie des débuts de la III<sup>e</sup> République, de sa naissance en 1870 à 1889, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la crise boulangiste en consacrant à celle-ci la plus grande partie du livre. C'est là que réside principalement l'intérêt de cette thèse : elle renouvelle en profondeur l'interprétation du boulangisme. Elle repose sur des analyses électorales très serrées : “étude analytique et quantitative” dit l'auteur (p.285).

Le problème de fond posé ici est celui de la démocratie parlementaire. Dans un premier temps, dans cette République qui naît lentement et laborieusement, domine la division idéologique fondamentale entre républicains et monarchistes. Proclamée le 4 septembre 1870, elle n'est dotée de lois constitutionnelles qu'en 1875. En 1873, le mandat présidentiel de Mac Mahon est fixé à 7 ans : la durée devait permettre de gagner du temps et peut-être d'organiser une restauration monarchique retardée par les divisions des royalistes. Le 30 janvier 1875, le fameux amendement Wallon qui enracine dans la légalité le mot de république n'est voté qu'à une voix de majorité !

Une fois l'hypothèque royaliste levée après la crise du 16 mai 1877 et la démission de Mac Mahon en 1879, le débat parlementaire n'arrive pas à s'organiser autour des grands problèmes habituels, économiques, sociaux ou extérieurs, avec un jeu des partis comme en Grande-Bretagne. Des hommes comme Ferry ou Gambetta ont échoué dans leur désir de mettre en place un régime

libéral de type anglo-saxon : en cela, la période 1869-1889 représente 20 années d'échecs. La violence des affrontements idéologiques entretenue en particulier par les radicaux rend l'apaisement impossible : Odile Rudelle montre bien la violence des conflits (en particulier le conflit Clémenceau-Ferry) et le sectarisme régnant.

C'est dans cette perspective que l'auteur replace le boulangisme. Le général Boulanger est une énigme qu'Odile Rudelle contribue à dissiper. Extraordinairement populaire, soutenu par les forces les plus disparates de l'extrême-gauche à l'extrême-droite réunies autour de lui sur le thème de la *révision* de la constitution, dans le désir de mettre fin à cette “République absolue”. Il n'est donc pas ce factieux d'opérette comme on l'a souvent présenté (Jules Ferry parlait des “cabrioles de ce général à la bolivienne”) : il faut réviser les jugements trop sommaires.

Une lecture attentive des textes de Boulanger révèle une habileté politique certaine et une bonne intuition des aspirations du pays. Odile Rudelle voit dans le boulangisme une tentative de lutte contre le monopole de la représentation politique du parlement composé d'élus sûrs d'aller au terme de leur mandat. Son succès n'est pas un rejet de la République, mais un refus de l'accaparement du pouvoir par un personnel politique discrédité (instabilité ministérielle chronique, scandales, ce que De Gaulle appellera en d'autres temps “les délices” du régime). C'est plutôt le désir d'une république vraiment démocratique, non soumise à une oligarchie de parle-

mentaires professionnels. Boulanger cristallise autour de lui tous les mécontentements à l'égard de la "classe politique". Il s'inscrit dans la tradition bonapartiste : les résultats électoraux du boulangisme correspondent à ceux du 10 décembre 1848, c'est-à-dire à l'élection à la Présidence de la République (au suffrage universel) de Louis-Napoléon Bonaparte. Il appartient à cette tradition politique qui associe l'appel au peuple et la confiance en un homme, le nationalisme, la justice, la démocratie directe qui n'exclut pas l'autorité, et la méfiance à l'égard des professionnels de la politique. Le bonapartisme est donc

apparu comme une solution de rechange face à une classe politique empêtrée dans ses divisions et qui par peur de la démocratie refuse le recours au peuple. C'est dans une tradition semblable sur certains points que le général De Gaulle s'impose en 1958 : ingouvernabilité du pays, valse des gouvernements, crise extérieure, confiance en l'homme, appel au peuple.

Jean-Dominique DURAND

*Odile Rudelle, La République absolue 1870-1889, Publications de la Sorbonne, Paris, 327 p.*

## ● La décision politique de Michèle Alliot-Marie

Michèle Alliot-Marie propose une vision différente de la politique : celle que l'on peut avoir depuis les coulisses. Car c'est dans les coulisses (elle y a vécu longtemps en tant que membre de cabinets ministériels) que se prennent les décisions politiques, c'est-à-dire dans l'ombre, dans un univers complexe et feutré, mais souvent impitoyable.

L'auteur oppose les textes constitutionnels connus de tous les citoyens et la réalité du système, ce qui le conduit à passer de l'analyse à la critique d'une démocratie qui lui semble détournée : "l'illusion est-elle au cœur du phénomène politique ?" s'interroge-t-il dès la première ligne, en soulignant le décalage entre la réalité et la théorie.

Le fond du problème est que "le discours démocratique masque la dépossession du pouvoir. La théorie de la démocratie représentative assied durablement la scission entre ceux qui gouvernent et ceux qui obéissent" (p.13). Et, ajoute Michèle Alliot-Marie, "le pouvoir échappe aux 50 millions de citoyens. 5 à 6.000 personnes tout au plus participent à tour de rôle aux décisions, au nom de tous" (p.19).

Alors la République en cache-t-elle une autre ? La démocratie électorale cache-t-elle en réalité un système oligarchique réservé à une nouvelle aristocratie ? La question posée est grave : "qui décide ?". Si la Constitution le prévoit en attribuant les pouvoirs au Président de la République, aux ministres, aux parlementaires, dans la réalité, le pouvoir de décision revient à des gens non prévus par la Loi. Il y a un véritable détournement de pouvoir au profit de ceux qui bénéficient du savoir (les technocrates), de la durée (hauts fonctionnaires), de moyens de pression (syndicats, organes de presse...). La contradiction entre la théorie constitutionnelle et la pratique réelle s'exprime par le partage du pouvoir entre trois cercles qui s'ajoutent à celui constitué par ceux qui ont officiellement la charge du pouvoir :

- 1) le cercle des membres des cabinets, des conseillers.
- 2) le cercle des 400 hauts fonctionnaires nommés en Conseil des Ministres.
- 3) le cercle des quelques milliers de personnes membres des grands corps, responsables de partis, de syndicats,

patrons de presse, PDG de grandes banques et d'entreprises privés.

Est-il possible d'éviter ce transfert ? Sans doute pas. Le ministre a besoin de son cabinet qui prépare (et donc oriente) les décisions ; il a besoin de l'administration qui est en mesure à la fois d'exercer une pression en amont (sur le ministre et ses collaborateurs) et en aval (en mettant plus ou moins d'enthousiasme dans l'application) : "bien souvent une décision politique est neutralisée dans son exécution ou détournée de la finalité poursuivie par son auteur". C'est tout le problème des relations entre "le politique", celui qui a reçu une charge et qui en a la responsabilité devant les autres (devant les électeurs par exemple), et les permanents qui bénéficient à la fois de la durée et de l'irresponsabilité. Michèle Alliot-Marie aurait pu montrer le même processus au sein des mouvements politiques, entre les vrais responsables désignés par la base et les employés permanents qui exercent au sein de l'organisation une influence et un pouvoir démesuré par rapport à leurs responsabilités et aux tâches pour lesquelles ils ont été engagés.

La démocratie paraît donc bien travestie. Le pouvoir est en outre investi si l'on considère le jeu discret des influences : réseaux d'influences liées aux écoles de formation, aux familles, à l'appartenance aux grands corps de l'Etat, aux références philosophiques ou religieuses. Ces liens occultes mais très solides donnent à l'ensemble du cercle de ceux qui participent au pouvoir une homogénéité certaine (l'auteur parle du "corps des décideurs"). Le pouvoir est investi encore par certains groupes de pression : depuis 1981 l'influence des syndicats dans l'Etat (en particulier de la CFDT) est sans commune mesure avec leur poids réel dans la société et le taux de syndicalisation de la population active.

Michèle Alliot-Marie rend bien compte de tous ces jeux d'influence, de cette vie du pouvoir qui a ses règles et ses rites. Elle les illustre fort bien d'exemples concrets dont beaucoup sont pris dans sa propre expérience, au Ministère des Universités. Elle les juge souvent avec sévérité (il y a quelques pages féroces sur le caractère brillant mais superficiel des décideurs, sur les rivalités



qui déchirent le microcosme parisien) ; elle reproche au système d'être incapable de faire évoluer la société, d'accompagner l'évolution technologique. Pourtant elle discerne dans ces défauts une capacité à protéger les citoyens des caprices du suffrage universel : "aux soubresauts bruyants du corps électoral, le corps des décideurs politiques oppose l'expérience silencieuse de son inertie" (p.259). Ainsi, curieusement, la limitation d'éventuels excès provient non de la sagesse du législateur mais des blocages de fonctionnement !

Elle contribue par son livre à alimenter le débat politique sur un point fondamental : le fonctionnement même de notre démocratie dont la pierre angulaire est la manière dont se prennent (et s'appliquent) les décisions.

## ● 2 Français sur 3 de Valéry Giscard d'Estaing

"Il y aurait beaucoup à dire sur l'usage du cœur en matière politique, sur le sort de ce maheureux cœur humain, si secret et si digne qu'on sert en tranches feuilletées sur l'assiette électorale ; il ne faut pas nier que la générosité, l'élan, l'émotion ont leur place qui est même la première dans le message politique ; mais il faut exiger que leur emploi ne soit pas frelaté".

D'emblée, M. Giscard d'Estaing situe le débat à un niveau de compréhension excluant les grandes démonstrations du démagogue qui veut plaire, séduire et plus que jamais manœuvrer ceux ou celles avec lesquels il prétend communiquer.

Car dans les sociétés modernes, l'art de gouverner s'apparente étroitement à celui de communiquer, "ce dernier étant devenu à cause de la grande mutation technologique manifestée par les medias tout un art qu'il est somme toute facile de transformer en farce ou en comédie".

Respecter son interlocuteur dans un tel système de relations, devient une gageure que Valéry Giscard d'Estaing accepte de considérer pour ce qu'elle est : un moyen mis à la disposition d'un grand dessein ; il faut faire de cette société française fractionnée en autant de groupes antagonistes une collectivité, sinon une communauté, "retrouvant un élan collectif qui lui donne l'intuition d'un avenir meilleur".

"La décadence historique de l'Europe se déroule sous nos yeux depuis une centaine d'années et seule une renaissance peut en interrompre le cours" - essoufflement démographique, déclin de la vitalité biologique coïncident avec l'affaiblissement des valeurs morales de la société européenne : "l'esprit européen, belliqueux et impérialiste pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, a glissé vers une sorte de résignation, de soumission et trois signes en particulier nous révèlent cette décadence : la primauté donnée aux intérêts particuliers, sur l'intérêt national dans les grandes orientations du pays, la recherche systématique de la déresponsabilisation et le neutralisme".

Bien que rédigé dans un style simple et agréable, c'est un texte qui s'adresse à un public déjà au fait des questions politiques. C'est pourquoi j'ai vivement regretté l'absence de toute référence précise. Au début de l'introduction l'on renvoie "le lecteur désireux de se reporter aux travaux utilisés" à une thèse dont on dit qu'elle est "multigraphiée", c'est-à-dire en réalité difficile d'accès. Il y a là une singulière désinvolture à l'égard du lecteur ainsi privé de toute référence et de sources, tout en ôtant à ce livre de qualité une véritable dimension scientifique.

Jean-Dominique DURAND

*Michèle Alliot-Marie, La décision politique, Paris, P.U.F., 1983, 264 p.*

Déresponsabilisée, la société française "exprime un repli général de la vitalité créatrice et le passage d'une société tournée vers l'invention et la conquête à une société retournée vers le repli et la protection" ; en même temps le neutralisme "mehr rot als tot" (plutôt rouge que mort) constitue la plainte murmurée à l'avance d'une société d'esclaves - "devant la ville apeurée dont les habitants ouvrent eux-mêmes les portes, les guerriers des grandes invasions n'ont qu'à aller seller leurs montures"

Et pourtant la jeunesse de la génération des années 80 qui n'a connu que la crise "n'ayant entendu prononcer, pendant la période de sa formation que les mots de chômage, de déficit et de récession, alertée sur la difficulté de trouver un emploi puis de poursuivre une carrière, consciente de la raréfaction des ressources et des chances, mondialiste dans sa recherche d'expériences et d'horizons est culturellement vigoureuse".

Restent à définir les grandes orientations d'un projet neuf et pluraliste délivré du carcan des vieilles idéologies moribondes : "car la coloration anarchisante de la signification de la liberté dans notre pays" se heurte à de vieilles traditions qu'il appartient maintenant de dépasser si l'on souhaite retrouver un certain consensus national. En France, le degré de liberté se mesure pour bien des gens à la constatation d'un certain désordre et "beaucoup aimeraient combiner un libéralisme global et un socialisme sectoriel, complétés s'il le faut, par quelques œuvres protectionnistes".

Préciser la notion de "juste pouvoir" (Yves Cannac) dans le sérail ambigu "des anémomètres qui cherchent à mesurer la force du vent" semble une tâche difficile dans un pays qui doit apprendre à s'autoréguler grâce à une déconcentration et une décentralisation enfin réussies. M. Giscard d'Estaing donne ici enfin une saine définition d'un personnel politique et d'une caste de hauts fonctionnaires qui ont eu trop longtemps l'inconvénient de laisser dans l'anonymat les vrais artisans du développement de l'économie française.

L'ancien Président énumère alors un certain nombre de moyens susceptibles selon lui de libérer enfin les forces créatrices de l'avenir. Assouplir le fonctionnement d'un certain nombre d'institutions, supprimer le contrôle des changes et la fixation administrative des prix, "démassifier" la vie économique en trouvant un niveau de négociations aussi ajusté que possible à la diversité du réel, remodeler la fiscalité notamment par le freinage des dépenses publiques, bref, créer "Moins d'Etat et mieux d'Etat" dans un pays qui n'a jamais su apporter de solutions réelles à ce problème urgent qu'est pourtant l'éducation de sa jeunesse, tels devraient devenir les objectifs de tous ceux et de celles qui cherchent à définir un nouvel objet de notre vie en société "pour permettre aux générations futures d'assurer leur avenir face à la dégradation des ressources naturelles et aux conséquences de la surpopulation du globe".

Cette attente d'une nouvelle civilisation dans une société à bout de souffle, étouffée par ses propres contradictions et dans un monde où s'accroissent dangereusement les luttes et fanatismes, ne paraît-elle pas un peu naïve ou utopiste, si l'on connaît le prix "des diplômés de l'échec" et de la montée de la violence? Peut-être pas.

Un chapitre important est consacré à l'éducation qui devrait posséder une éthique de neutralité politique. Deux pistes de réformes sont indiquées : rapprocher l'éducation de la vie locale, augmenter la responsabilité des parents.

"2 Français sur 3" : un livre sobre et clairvoyant, non exempt d'un certain romantisme, auquel l'auteur ne nous avait pas habitués.

Anne-Marie LAVAUDEN

Ed. Flammarion, 1984.

## ● Journaliste sous Trois Républiques de Pierre Limagne

Exercer "le métier de journaliste" sous les III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques est une gageure. En tout cas, c'est une expérience rare. Pierre Limagne vient de nous raconter la sienne. En deux cents pages, il nous fait le récit de son existence familiale et professionnelle. Il l'a vécue, après le souvenir d'un premier conflit mondial et sa participation à la seconde guerre, d'abord au front, puis dans la résistance armée. Curieux itinéraire, celui de ce jeune homme qui à la mort de son père se fait embaucher par ces "Editions populaires", devenues "Bayard Presse". Le journalisme, c'est à "La Croix" qu'il l'exerce à partir, ou presque, d'une date dont il se souviendra longtemps, le 6 février 1934. Premier ébranlement de la III<sup>e</sup> République !

Pierre Limagne n'a pas la prétention de nous proposer un ouvrage d'histoire, mais plutôt un récit. Celui, parfois acide, souvent émouvant, d'événements vécus par un homme armé de principes simplement considérés comme le fondement et la justification de toutes ses actions.

Adulte des années 30, il constate que les hommes de sa génération "voulent en général prendre leur distance par rapport à la précédente, trop axée sur les souvenirs d'une guerre victorieuse qui avait fait la gloire... et accéléré le recul de la France". Ainsi, quelques mots suffisent pour expliquer le destin d'un pays trop longtemps livré, malgré ses sacrifices, à une facilité porteuse de trop d'injustices. Dans une France qui alors s'abandonne, Pierre Limagne réussit à nous faire partager l'angoisse qui saisissait ce témoin quotidien de la "médiocrité de la III<sup>e</sup> République" pendant la décennie immédiatement antérieure au second conflit mondial.

En réalité, Clémenceau, Poincaré, Briand disparus avec la plupart des derniers témoins d'une République qui avait connu de grandes heures, elle traversait une crise économique sans précédent, menacée par la montée

des périls du "fascisme" et du "nationalisme", sans parler de leurs contraires. Elle allait, une fois de plus, voir les Français rallier des camps opposés... pour ne pas dire ennemis. Pierre Limagne raconte très bien ce climat dans lequel se développe l'action de Pie XI dans le monde et, en France, sa condamnation de Charles Maurras et de "L'Action Française". L'une et l'autre expliquent certaines "difficultés" rencontrées à cette époque par "La Croix". Celles de sa collaboration avec des hommes comme les Pères Merklen, Gabel et Wenger dotés de qualités intellectuelles indiscutables, sans être pour autant des "administrateurs" remarquables.

Dès l'après-guerre 40-44, "La Croix" et son collaborateur vécurent des périodes mouvantes, pour ne pas dire mouvementées. Mais c'est pendant le conflit, au front d'abord, ensuite dans la Résistance et dans le maquis que Pierre Limagne devait donner toute sa dimension à l'action militante au sens le plus exact et précis du terme. Il faut lire les pages dans lesquelles l'auteur relate l'action de la Résistance dans l'Ardèche et le Vivarais, pour mesurer le courage tranquille, la sûreté de jugement, le calme exemplaire de ce journaliste combattant pour la libération de son pays et le retour à la démocratie.

Le journaliste allait pouvoir renouer avec sa profession. Avec Alfred Michelin aussi, ce témoin de "La Croix" dont il fut l'informateur religieux entre les deux guerres puis son Directeur à Limoges sous l'occupation, enfin P.D.G. de Bayard-Presses. D'une "Croix" qui, à la libération, faillit s'appeler... "Le Monde" !

Les hommes d'une certaine génération retrouveront avec intérêt les réflexions de Pierre Limagne devant des événements dont il fut l'un des témoins les plus proches sous la IV<sup>e</sup> République et les commencements de la V<sup>e</sup>, ainsi que ses souvenirs sur des personnalités comme

## ● Le regard éloigné de Claude Lévi-Strauss

Le présent recueil d'articles s'inscrit dans la lignée des deux *Anthropologie Structurale*, rassemblant des écrits parfois difficilement accessibles. Il se veut en même temps un condensé de l'approche ethnologique, dont il illustre avec bonheur la spécificité et la fécondité.

Les chapitres sur "l'inné et l'acquis" comme sur "famille, mariage, parenté" reprennent des thèmes familiers aux lecteurs de Claude Lévi-Strauss. Ils représentent cependant l'*envers* de la pensée parfois attribuée à l'auteur : s'il aime à insister sur l'optimum de diversité et d'échange qui doit vivifier les rapports entre les sociétés humaines, il rappelle ici qu'"une certaine imperméabilité" est le prix à payer, pour chacune d'entre elles, si elles veulent échapper à l'asphyxie.

Dans un autre genre, on admirera la leçon de "lecture croisée" que Lévi-Strauss effectue entre des textes malgaches et japonais pour illustrer certaines caractéristiques communes des mariages royaux. Génie de *lecteur* attentif qu'il déploiera plus loin sur certaines énigmes posées par Plutarque, Apollinaire et Richard Wagner (la musique occidentale des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, dit-il, "prenant en charge les fonctions du mythe, recourt à des procédés analogues pour accomplir les mêmes opérations" p.319).

Les articles les plus riches pour la compréhension proprement théorique du mouvement structuraliste sont rassemblés dans la partie intitulée "le Milieu et ses Représentations". Contre certaines accusations d'"idéisme" portées par les anglo-saxons, Lévi-Strauss rappelle avec force que "l'anthropologie est avant tout une science empirique" (p.145). (Il consacre d'ailleurs un plein article à défendre bec et ongles la sûreté de l'information utilisée dans la grande série des *Mythologiques*). L'activité taxinomique, maintient-il tout aussi fermement, "dépend étroitement de contraintes propres au fonctionnement de la pensée" (p.146). Les déterminismes ethnographique et logique paraissent l'un à l'autre être simple arbitraire. Chacun d'eux, cependant, correspond à un ordre de réalité quoiqu'ils ne constituent pas deux

domaines entièrement étrangers. Le supposer devrait céder au dualisme philosophique. Le "milieu organique est d'autant plus lié au milieu physique que l'homme n'appréhende le second que par la médiation du premier. Il faut donc qu'entre les données sensibles et leur codage cérébral, moyens de cette appréhension, et le monde physique lui-même, existe une certaine affinité" (p.160). Une série de comparaisons empruntées à la linguistique, et plus spécialement à Jakobson, tente par la suite d'éclairer les prémices de ce rapport.

La dernière partie, enfin, ("contrainte et liberté") pourra en surprendre quelques uns, donnant superficiellement l'image d'un Lévi-Strauss bien "réactionnaire" : critique acérée des "impasses" impressionnistes et cubistes, et plus encore de tous les styles non-figuratifs ; évocation nostalgique du New-York d'avant-guerre ; vision éducative, surtout, marquée par l'éloge de la contrainte, de la discipline, de l'obéissance à des règles. Tonalité que l'on retrouve dans les "Réflexions sur la liberté" qui clôturent le livre : "La liberté réelle est celle des longues habitudes, des préférences, en un mot des usages" (p.380).

Beaucoup de bon sens, de lucidité, de courage dans ces chapitres terminaux. Une volonté de résister aux visions trop entières, aux rationalisations trop systématiques. Cela réjouira tous ceux qui redoutaient la "déshumanisation" que l'idée structuraliste aurait portée en germe. La tonalité, cependant, n'est guère différente de celle que traduisait *Tristes Tropiques* et d'autres écrits : même méfiance, même peur devant la plupart des évolutions du monde occidental, même désir d'équilibre, même respiration devant l'univers. Comme son maître, Rousseau, et malgré la clarté et la beauté de la langue qu'il emploie, Lévi-Strauss est souvent mal compris. *Le Regard Eloigné* devrait faire beaucoup pour dissiper au moins les plus grossières des équivoques.

Benoît VERMANDER

Editions Plon 1983 - 398 p.

## ● La foi catholique définie par Paul Poupard

Ouvrage remarquable de limpidité et de pédagogie, "*La Foi catholique*" est un exposé simple et clair de ce qui constitue le fondement même de la religion catholique : la Foi. Il s'adresse bien entendu en premier lieu au

chrétien, qui, par définition est un "croyant", donc un "homme de foi" ; mais l'auteur, pro-président du Secrétariat pour les non-croyants le dédie aussi à ceux qui ne sont pas chrétiens ou qui ne croient pas, soit qu'ils "cher-

chent la vérité”, soit qu'ils souhaitent s'informer. Sa publication dans la populaire collection Que Sais-Je (P.U.F.) ne peut que contribuer à une connaissance plus large du catholicisme.

Ce beau livre, écrit avec un enthousiasme communicatif, s'achève par la magnifique profession de foi du pape Paul VI. Il est un hommage rendu par le Serviteur de Dieu qu'est Monseigneur Paul Poupard à l'Eglise qui a transmis jusqu'à nous la tradition millénaire du Credo : “Toute mon enfance angevine, le soir à la Maison, nous faisons pendant l'hiver notre prière en famille, à la veillée. Le feu crépitait dans l'âtre. La douceur du foyer nous enveloppait de tendresse. Parfois la fatigue des parents était lourde, et les paupières se fermaient sur les yeux fatigués d'une rude journée paternelle. Jamais pourtant, pas plus que maman, papa ne se serait dérobé à ce rendez-vous de foi. “La foi, c'est quand on parle à Dieu comme à un homme”. Je n'avais pas encore lu ces mots du Curé d'Ars. Mais je les vivais intensément. Je ne savais pas non plus que nous étions fidèles en famille à une tradition millénaire de l'Eglise : le chapelet récité, avec la litanie des saints, nous terminions par le Notre Père et le Credo. L'Eglise depuis m'a enseigné, avec le concile et le synode des évêques, que la famille est une petite église domestique, et que sa liturgie familiale rejoint la grande liturgie ecclésiale, qui fait réciter le Credo au cœur de la liturgie dominicale, comme une commémoration de notre baptême, véritable célébration du mystère de la foi”. Ce témoignage très personnel de l'auteur montre combien la foi est enracinée dans le peuple chrétien, combien elle est le cœur de la religion : c'est le “mystère de la foi”.

La Foi est un engagement, une confiance absolue, une adhésion sans restriction. N'a-t-on pas l'habitude de nommer les chrétiens, des “fidèles” ?

Croyance en Dieu ; croyance en l'incarnation ; croyance en Jésus-Christ ; croyance en la résurrection qui est “le point central de la foi”, celui qui ouvre la croyance en la vie éternelle et amène donc l'espérance, car foi et espérance sont indissociables : c'est la “bonne nouvelle” de l'Evangile.

Paul Poupard prend chaque phrase, chaque formule de foi du Credo, ce “chant d'action de grâces et d'espérance” et l'analyse minutieusement, ce qui lui permet de nous faire pénétrer au plus profond des croyances fondamentales du catholicisme : Dieu, la création, le ciel, l'incarnation, le Christ, la crucifixion, les miracles, la résurrection, le jugement dernier, l'Eglise, le baptême et les sacrements, l'Esprit Saint. Tous les aspects du “mystère de la foi” sont ainsi présentés, examinés, éclairés aussi

par les documents les plus récents de l'Eglise : textes du concile, encycliques pontificales.

Le 8 octobre 1974, lors du Synode des évêques, le cardinal Karol Wojtyła disait dans son rapport théologique : “la foi n'est pas aliénante pour l'esprit humain”. Monseigneur Poupard le montre bien : la foi implique également une manière de vivre et un engagement dans la société. “La foi se vit. La foi est vie”. Elle ouvre une voie, la voie montrée dans les Ecritures par le Christ. Elle sous-tend un idéal de vie que dicte la conscience, cette conscience qui nous ordonne de refuser certains actes : “tout ce qui peut être techniquement fait ne doit pas pour autant être réellement fait”. C'est l'idéal de vie incarné par les saints qui sont “des signes et des relais sur notre route”, par des hommes comme Maximilien Kolbe récemment canonisé, comme Soljenitsyne qui grâce à la force du Christ ont su dire non à l'inacceptable. L'idéal de vie ainsi tracé passe par le respect de la dignité de l'homme et des droits de la personne humaine “trop souvent bafoués, de l'enfant avant même sa naissance, par l'avortement, ou du vieillard à qui l'on ne laisse pas attendre sa mort naturelle, par l'euthanasie”. Il passe aussi par la Justice, à commencer par la justice sociale si souvent défendue avec éclat par les Pontifes : Léon XIII, Pie XI, Pie XII, Jean XXIII, Paul VI et plus récemment encore, Jean-Paul II avec l'Encyclique *Laborens Exercens*. L'idéal chrétien passe par la famille, la “cellule première et vitale” de la société, qui doit remplir sa tâche de transmission de la vie et d'éducation.

Aujourd'hui, après les désillusions des sociétés de croissance et les horreurs engendrées par le matérialisme marxiste, “idéologie homicide”, plus que jamais, cet idéal chrétien engendré par la foi est source d'espérance, comme en témoignent les fabuleux succès rencontrés par le Saint-Pierre dans ses voyages.

On le voit, la foi n'est pas aliénante. Bien au contraire elle implique le chrétien dans la société, dans la vie de la cité, elle l'oblige à s'engager, à prendre position, à défendre des principes de vie, à vivre selon l'idéal des Béatitudes que le Christ nous a apporté. Le chrétien croit ; il doit appliquer les principes issus de sa foi à sa vie privée et à son engagement dans la société ; il doit défendre sa foi, sa religion, son église sans craindre ses ennemis : “n'ayez pas peur” disait le Christ à ses disciples “N'ayez pas peur” s'écriait Pie XII dans les difficiles moments de l'après-guerre. “N'ayez pas peur” dit encore aujourd'hui Jean-Paul II.

Jean-Dominique DURAND

Paul POUPARD, *La foi catholique*, P.U.F., coll. Que Sais-Je, 1982, 128 pages.

## ● Tempête sur une nouvelle Histoire du PCF

Philippe Robrieux qui s'est fait connaître par une excellente et indispensable “Vie de Maurice Thorez”, vient de publier le IV<sup>e</sup> Tome d'une monumentale “His-

toire intérieure du Parti communiste français” qu'il a entreprise en 1980 et qui se lit comme un roman policier. Le mot “intérieur” ne figure pas pour rien dans le titre. Le

regard jeté par Robrieux sur le PC vient d'un homme qui a connu le mouvement de l'intérieur. Nommé en 1960 secrétaire général des Etudiants communistes, il assistait pendant plusieurs années, ès qualité, aux réunions du secrétariat, du Bureau Politique et du Comité Central du Parti jusqu'à ce que, témoin contestataire de l'excommunication de son ami Casanova accusé de "gaullisme", il commençait à entre-voir "quelque chose d'inhumain, de redoutable et de glacé" se dissimulant derrière la façade souriante de l'appareil. Comme bien d'autres "ex" (ex-communiste), il fut entraîné par le mouvement éphémère de 1968. Ce n'est pas le communisme léniniste en tant que tel que Robrieux dit avoir renié, mais son application stalinienne, thorezienne. La "grande affaire" de sa vie allait être d'écrire une histoire vraie et sincère du PC. Il était temps : le seul ouvrage d'ensemble disponible fut écrit par l'ancien directeur du *Monde*, Jacques Fauvet, qui sembla tout ignorer des liens qui attachaient le PCF au PC russe et au Komintern. Ainsi, il ignorait l'existence même de l'agent soviétique Eugène Fried qui pendant de longues années avait été l'éminence grise de Thorez. Après la déclaration de la guerre, Fried se réfugia à Bruxelles où il fut assassiné. Par la Gestapo, disent les communistes. Selon Robrieux, les assassins pouvaient bien être des hommes du GPU.

Ce qui gêne beaucoup dans cette Histoire la direction du PC et ses compagnons de route, c'est que Robrieux a pu compter - parmi ses "sources privées" - sur l'aide de nombreuses personnalités du Parti à la retraite ou exclus comme Georges Cogniot, Florimond Bonte, Charle Tillon, Auguste Lecœur, ainsi que de spécialistes comme Boris Souvarine, auteur du meilleur livre sur Staline, et qui lui ouvraient leurs archives. Ce qui lui permettait de jeter la lumière sur beaucoup de points obscurs de l'histoire du Parti. Pas tous. Ainsi il avoue que l'étendue de l'aide financière des Russes au PCF reste toujours inconnue, tout comme le mode précis de sélection des hommes pour le haut appareil. Robrieux dit avoir eu des confidences suivant lesquelles le processus de dérussification du PC italien aurait eu comme conséquence, à la fin des années soixante et début soixante-dix, la suspension de l'aide matérielle fournie par l'URSS, ce qui aurait obligé le PCI de diminuer de 30 % les salaires de ses permanents (A vérifier). En revanche le PCF, à la tête de dizaines de milliers de professionnels et de puissants moyens financiers, est devenu en même temps le Parti le plus riche en France.

Robrieux dément le vieux kominterniste, Ceretti, qui dans ses Mémoires publiées en France en 1973, a attribué à Thorez le rôle décisif dans l'élaboration et la poursuite de la stratégie du Front Populaire alors qu'on sait maintenant, que Togliatti, dans un rapport confidentiel adressé de Paris au Komintern, reprochait à Thorez "de ne pas aller assez loin".

Il est évident que le parti communiste français n'a pas pu laisser sans réagir un ouvrage qui portait atteinte au monopole qu'il prétend conserver sur sa propre histoire. La première contre-attaque vint masquée. Dans une note critique non signée, la par ailleurs respectable Revue

Française des Sciences Politiques affirmait que le livre de Robrieux était "sorti trop vite", qu'il était bâclé, que son ton n'était pas serein, que ses sources étaient traitées sans esprit critique. On a appris depuis lors que l'auteur anonyme de la critique est un communiste, membre du Parti, ce qui n'est pas une garantie d'impartialité.

La tempête vint plus tard. Dans l'Avant-Propos de son Tome IV, Robrieux mettait en cause un chercheur de la Fondation des Sciences Politiques, Mme Lili Marcou, émigrée roumaine, juive anti-sioniste, militante entichée d'euro-communisme, après avoir été une stalinienne ardente. Robrieux eut le tort de laisser entendre que les enthousiasmes de ce chercheur pittoresque, n'étaient peut-être pas tout à fait gratuits. Répondant du tac au tac, Mme Marcou recueillit les signatures de quelque trente collègues universitaires, afin de protester contre "les accusations sans preuves, les insinuations calomnieuses", dont elle croyait être la victime.

La parution de la déclaration des Trente dans *Le Monde* a presque coïncidé avec la publication, dans le *Figaro*, d'un article d'Annie Kriegel, elle même grande spécialiste de l'histoire du PCF, et qui avait réservé un accueil très favorable aux précédents livres de Robrieux. A présent, sur un ton sévère, elle a exprimé sa déception devant cet ouvrage qu'elle qualifiait de "bavard, incontinent, relâché". Mme Kriegel fustigeait la prétention de l'auteur "d'apparaître un peu ingénument comme le premier et sans doute le dernier historien du communisme français". Presque simultanément le Professeur Jean Jacques Becker de l'Université de Clermont-Ferrand, auteur de "Le PC veut-il prendre le pouvoir", s'en est pris, dans *Le Monde* aux ambitions de Robrieux "qui considère qu'il personnifie à lui seul l'historiographie du communisme en France". Il mettait en question la scientificité de la méthode de Robrieux.

Sans doute, l'ouvrage de celui-ci a des faiblesses qui méritent des critiques de la part d'universitaires plus expérimentés et plus rigoureux. Mais elles ne méritaient pas ce que l'historien officiel du PC, Roger Martelli, a qualifié "d'exécution". On a pu prévoir que *L'Humanité* exploiterait l'aubaine de pouvoir se référer à des spécialistes non-communistes réputés pour discréditer celui des historiens "anti-communistes" qui l'irritait le plus par ses révélations s'attaquant aux personnes et non seulement aux choses. *L'Humanité* jubile à voir Robrieux "voué aux gémonies et lâché par les siens" alors que *Le Monde* était seul à protester lorsque le PC a provoqué l'annulation d'une émission de la Télévision sur le Parti à cause du refus de ses représentants d'y participer au même titre que Philippe Robrieux et d'autres ex-communistes. Mais je crois que *L'Humanité* pavoise trop tôt; Robrieux a assez d'étoffe pour survivre à son "exécution" et la colère de nos universitaires à l'égard d'un auteur un peu trop jeune et turbulent n'a rien à voir avec les mobiles du P.C. qui reste incurablement monopoliste et intolérant.

François FEJTO



**Institut Européen des Affaires**

66, Champs-Élysées, 75008 PARIS - Tél. : 225.22.22

# La grande école du “Tour d’Europe”

## ● Notre vocation :

Après leur baccalauréat, former en 5 ans les étudiants à la vie des Affaires Internationales.

## ● Nos atouts :

### ● 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> Année : Cycle Préparatoire

Deux années de formation économique et juridique dans un cycle préparatoire intégré.

### ● 3<sup>e</sup> Année: La Grande Epreuve de l’I.E.A.

## le Tour d’Europe

mission professionnelle de 8 mois à travers 5 pays d’Europe ou du Monde.

### ● 4<sup>e</sup> et 5<sup>ème</sup> Année : Années de Formation Professionnelle Supérieure

2 années de spécialisation professionnelle permettant à l’étudiant d’acquérir un niveau de qualification objective pour une intégration immédiate dans la vie des affaires.

Chaque étudiant a un plan de formation strictement personnalisé.

Le titre d’Ancien Élève de l’I.E.A. est attribué à l’étudiant à l’issue de la soutenance publique d’une **Thèse Professionnelle** rédigée à partir d’une fonction tenue en entreprise publique ou privée au cours de la 5<sup>e</sup> Année.

L'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés

## **Abonnez-vous – Diffusez France-Forum**

Abonnements de soutien

*FRANCE FORUM demande instamment à tous ceux qui comprennent leur effort de lui apporter leur appui en souscrivant un abonnement de soutien dont le prix minimum est fixé à 100 F*

**France-Forum, 6, rue Paul-Louis Courier, 75007 Paris**

Numéros spécimens gratuits sur demande

## **“ France-Forum ” est en vente dans les librairies suivantes :**

LIBRAIRIE DES EDITIONS OUVRIERES

9, rue Henri IV - LYON 2<sup>e</sup>

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30, rue Saint-Guillaume - PARIS 7<sup>e</sup>

LA MAISON DE LA PRESSE

68, rue de la République - 69 LYON 2<sup>e</sup>

LIBRAIRIE MONTCHRESTIEN

158, rue Saint-Jacques - PARIS 5<sup>e</sup>

LIBRAIRIE JULLIARD

229, Bd Saint-Germain - PARIS 7<sup>e</sup>

LIBRAIRIE HACHETTE de la Faculté

de Nanterre - 92 NANTERRE

LIBRAIRIE OMBRES BLANCHES

48, rue Gambetta - 31000 TOULOUSE

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE

12 A, rue Nazareth - 13100 AIX EN PROVENCE

---

*Nous demandons à nos abonnés qui changent de domicile de bien vouloir nous indiquer leur nouvelle adresse sans omettre de mentionner leur ancienne adresse. Merci.*

---

# L'Énigme de la violence

par Étienne BORNE

**L**a violence n'est rien d'autre que l'abus de la force ; irréprochable définition, et cependant flottante et inquiétante, car il n'est pas aisé de tracer la limite entre l'usage et l'abus. Réalistes, pessimistes, machiavéliens ne manqueront pas de raisons pour avancer que l'histoire universelle n'est faite que de rapports de force, si bien qu'il est indifférent de dire qu'au terme d'un affrontement l'a emporté la force la plus forte ou la plus violente, et même c'est parfois le surcroît de force convainquant de moindre force et donc de faiblesse la force adverse, qui donnera le sentiment de la violence. Si bien que pour distinguer usage légitime et abus insupportable, il n'y aurait, semble-t-il, d'autre référence que celle de la loi ; laissant de côté le champ clos international qui a des chances de rester longtemps sans véritables lois, on dira que la violence deviendrait criminelle, c'est-à-dire incontestablement violence, lorsqu'elle viole les lois à l'intérieur d'un Etat de droit.

C'est à cette dernière sorte de violence que sont sensibles nos concitoyens lorsqu'ils se plaignent de la montée de la délinquance et de la criminalité ; ainsi la question de l'insécurité est devenue un thème quotidien de la politique intérieure française qui n'est que trop favorable aux simplifications passionnelles. On incriminera l'insuffisance des moyens de répression, le laxisme des juges ou l'humanisme mou et invertébré qui serait la philosophie du garde des sceaux ou plus généralement d'une certaine gauche dangereusement idéaliste. Mais une défense en forme de diversion ne vaut guère mieux que le réquisitoire. On n'apaisera pas une inquiétude légitime en relativisant les chiffres à grand renfort de statistiques, en expliquant que l'insécurité était bien plus grande sous La Reynie, intendant de police de Louis XIV que sous Defferre ministre de l'intérieur de François Mitterrand, ou en montrant que l'alcoolisme au volant fait cent fois plus de victimes que la truanderie ou le terrorisme. Un seul attentat contre une demeure ou une vie, l'une et l'autre singulières et uniques, suffit à faire scandale et suscite une émotion anxieuse, comme devant un sacrilège.

En fait, on accuse ou on excuse, non sans chaque fois une vaste rumeur d'arguments vraisemblables et superficiels, sans se mettre en présence du véritable problème de la violence, dont le pourquoi échappe aux prises de l'ordinaire raison raisonnable. Ou plutôt on ne se demande pas ce qu'est la violence parce qu'on croit le savoir : les uns allèguent une poussée d'agressivité animale dans l'homme ; donc pas d'autre solution que d'intimider la bête ; à animal féroce répression sans pitié. Les autres chercheront à la violence des causes sociales et économiques ; frustrations inévitablement suscitées chez les plus démunis par une société de consommation dont ils sont exclus, si bien qu'une politique de justice, contraignant au partage repus et nantis, ne manquerait pas d'abaisser considérablement le seuil de violence dans une société moins inique que la nôtre. Surtout si s'élève en même temps le niveau de l'éducation dans les milieux défavorisés. "Ouvrir une école, c'est fermer une prison" le mot de Hugo trop facile à moquer n'est pas sans vérité car la culture civilise mais jusqu'à un certain point seulement.

Il y a une part de vrai dans chacune de ces idéologies antagonistes, je dis bien idéologies parce qu'elles font système de vues partielles, abstraites, et qui ne sont que reflets de vérités plus

cachées. Certes la violence peut être jugée comme un attentat contre l'humanité commis par un être déshumanisé. Mais non pas poussée bestiale, incontrôlée parce qu'elle serait incontrôlable. L'homme est l'être qui justement parce qu'il est homme est toujours capable de manquer à son humanité. Si bien que l'inhumaine violence est le fait de l'homme, et que la violence de l'homme est aussi éloignée de la violence animale que de la violence d'une tempête ou d'un tremblement de terre. Employer le même mot et croire toucher la même idée pour le monde de la nature auquel appartient l'animal, et le monde des hommes, c'est risquer d'être dupe d'une métaphore. Car il y a une différence d'essence entre violence humaine et violence animale.

Aucun acte humain, bon ou mauvais, émanant de l'homme, être pensant, ne saurait être sans pensée. L'homme est certes aussi un être de nature, biologiquement conditionné, mais l'instinct en lui est toujours démantelé, incertain de ses objets, et plutôt que d'un instinct d'agressivité, introuvable, il vaut mieux parler de pulsions agressives non plus naturelles mais dénaturées par ce qu'elles contiennent immanquablement de pensée. "Sors si tu es un homme", dit l'ivrogne, et sa philosophie n'est pas si mauvaise. L'agression de l'homme contre l'homme ne relève pas d'une agressivité naturelle, inscrite dans un déterminisme biologique, mais elle engage le tout de l'homme, corps et âme, et l'horreur d'un acte ne va jamais sans la laideur d'une pensée : calcul ou gain, déjà plus intellectuel qu'instinctif, goût guerrier du risque, volonté de puissance qui se complait dans l'impuissance de la victime réduite à l'état de moyen et d'objet : contre-éthique du mal qui est une éthique à l'envers, à la manière dont le diable est le singe de Dieu. Qu'on n'incrimine pas une poussée animale dans les raffinements proprement diaboliques dont les crimes offrent tant d'exemples et qu'on n'oublie pas que l'esprit du mal est esprit.

La violence touche donc au plus profond mystère de l'homme. Il ne suffit pas pour en avoir raison d'une avancée de la culture et d'un progrès du raisonnement. Car la violence criminelle ne va jamais sans un discours justificatif, qui fait argument de la répression elle-même. Si l'Etat et la force de la loi ne sont que le monopole de la violence institutionnalisée, peut-être au service des possédants suivant une opinion faussement progressiste, qui a cours dans bien des milieux éclairés et jusque dans la magistrature, alors le combat contre la violence est violence, le criminel fait figure de démythificateur, et la hache devant le lecteur "l'ultima ratio" de l'Etat et de la foi, et le couteau de l'assassin ne symbolisent plus que l'endroit et l'envers de la même violence. Au moment de l'assassinat d'Aldo Moro, un écrivain politique réputé expliquait que l'homme de l'Etat et le terroriste représentaient deux formes antithétiques de la violence, entre lesquelles il refusait de choisir, car disait-il "l'une vaut l'autre".

Propos certes indéfendable, mais qui montre bien à quel point la force de la raison et les raisons de la force sont insuffisantes à réduire ce qu'il faut bien appeler le mystère d'iniquité. Car le crime est fondamentalement sacrilège, perversion de ce sens du sacré qui est le plus profond de l'homme, qui réveillé serait le seul recours et dont un Etat et une raison idéologiquement laïcisés sont impuissants à interrompre la dégradation.